

Chambre des Représentants

SESSION 1961-1962.

26 OCTOBRE 1962.

PROJET DE LOI portant réforme des impôts sur les revenus.

RAPPORT FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES FINANCES ⁽¹⁾, PAR MM. PARISIS ET DETIEGE.

SOMMAIRE.

PREMIÈRE PARTIE.

	Pages
I. — La structure de l'impôt d'après le texte adopté par la Chambre et transmis au Sénat	2
II. — Modifications apportées par le Sénat au texte adopté par la Chambre :	
A. — Modifications de fond	8
B. — Modifications de forme et précision dans l'interprétation	14
C. — Modifications relatives à la mise en vigueur.	17
III. — Calculs pour déterminer le montant de l'impôt global ...	18

DEUXIÈME PARTIE.

Discussion des articles	23
-----------------------------------	----

⁽¹⁾ Composition de la Commission :

Président : M. Mariël.

A. — Membres : MM. De Saeger, De Staercke, Eeckman, Fimmers, Kiebooms, Lavens, Meyers, Michel, Parisis, Saint-Remy, Scheyven. — Boeykens, Boutet, Cools, Denis, De Sweemer, Detiège, Gelders, Martel, Nazé, Paque (Simon). — De Clercq, Grootjans.

B. — Suppléants : MM. Discry, Eyskens, Gillès de Pélichy, Herbiet, Posson, Van den Daele. — Bary, Sebrechts, Toubeau, Van Acker (Fr.), Vercauteren. — Piron.

Voir :

264 (1961-1962) :

- N° 52 : Projet amendé par le Sénat.
- Nos 53 et 54 : Amendements.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1961-1962.

26 OKTOBER 1962.

WETSONTWERP houdende hervorming van de inkomstenbelastingen.

VERSLAG NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE FINANCIEN ⁽¹⁾, UITGEBRACHT DOOR DE HEREN PARISIS EN DETIEGE.

INHOUDSOPGAVE.

EERSTE DEEL.

	Bladz.
I. — De structuur van de belasting zoals deze blijkt uit de door de Kamer goedgekeurde en aan de Senaat overgemaakte tekst	2
II. — Wijzigingen die door de Senaat in de door de Kamer aangenomen tekst werden aangebracht :	
A. — Wijzigingen ten gronde	8
B. — Vormwijzigingen en verduidelijking van de interpretatie	14
C. — Wijzigingen in verband met de inwerking-treding	17
III. — Berekening tot het bepalen van de globale belasting ...	18

TWEDE DEEL.

Bespreking der artikelen	23
---------------------------------	----

⁽¹⁾ Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Martel.

A. — Leden : de heren De Saeger, De Staercke, Eeckman, Fimmers, Kiebooms, Lavens, Meyers, Michel, Parisis, Saint-Remy, Scheyven. — Boeykens, Boutet, Cools, Denis, De Sweemer, Detiège, Gelders, Martel, Nazé, Paque (Simon). — De Clercq, Grootjans.

B. — Plaatsvervangers : de heren Discry, Eyskens, Gillès de Pélichy, Herbiet, Posson, Van den Daele. — Bary, Sebrechts, Toubeau, Van Acker (Fr.), Vercauteren. — Piron.

Zie :

264 (1961-1962) :

- N° 52 : Ontwerp gewijzigd door de Senaat.
- Nos 53 en 54 : Amendementen.

H. — 622.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le second rapport soumis à votre Commission examinera successivement dans une *première partie* :

I. — Les transformations subies par le projet gouvernemental lors de l'examen prolongé auquel il a été soumis à la Chambre particulièrement par votre Commission, de janvier à juin 1962.

II. — Les transformations que le Sénat a fait subir à son tour au projet.

III. — Le système de l'impôt tel qu'il doit fonctionner à la suite de ces diverses modifications.

*
**

Une *deuxième partie* relatera la discussion qui s'est déroulée dans votre Commission lors du second examen du projet.

PREMIÈRE PARTIE.

I. — La structure de l'impôt d'après le texte adopté par la Chambre et transmis au Sénat.

Impôt des personnes physiques.

L'impôt peut être perçu, soit par voie de retenue à la source, soit sur la base du revenu déclaré par le contribuable et contrôlé par l'Administration.

En vue de l'établissement de l'impôt sur les revenus déclarés, le projet de loi énumère tout d'abord les contribuables soumis à l'impôt (art. 2) et fixe ensuite les revenus qui doivent servir de base à l'impôt (art. 3 et suiv.).

Les revenus qui entrent en compte sont classés en quatre catégories : les revenus des propriétés foncières, les revenus et produits de capitaux et biens mobiliers, les revenus professionnels et les revenus divers.

La base imposable de l'impôt est constituée par le total des revenus nets de ces différentes catégories, sous déduction d'abattements spécifiques applicables à l'ensemble desdits revenus nets.

Le revenu net de chacune des quatre catégories de revenus s'établit comme suit :

1° Revenu de propriétés foncières (art. 4 du projet).

Le revenu net des propriétés foncières s'entend du revenu cadastral péréquaté pour les immeubles situés en Belgique et du loyer net ou de la valeur locative nette pour les immeubles situés à l'étranger.

DAMES EN HEREN,

Het tweede verslag dat aan uw Commissie is voorgelegd, zal opeenvolgend, in een *eerste deel*, handelen over :

I. — De wijzigingen die het regeringsontwerp heeft ondergaan tijdens het langdurig onderzoek waaraan het in de Kamer, meer bepaald door uw Commissie, van januari tot juni 1962 onderworpen werd.

II. — De wijzigingen die de Senaat, op zijn beurt, in dit ontwerp heeft aangebracht.

III. — Het belastingstelsel zoals dit, ingevolge die verschillende wijzigingen, zal worden toegepast.

*
**

Een *tweede deel* zal de weergave zijn van de bespreking zoals die in de Commissie heeft plaats gehad tijdens het tweede onderzoek van het ontwerp.

EERSTE DEEL.

I. — De structuur van de belasting zoals deze blijkt uit de door de Kamer aangenomen en aan de Senaat overgemaakte tekst.

Personenbelasting.

De belasting kan geïnd worden, hetzij door inhouding aan de bron, hetzij op grond van de door de belastingplichtige aangegeven en door het Bestuur gecontroleerde inkomsten.

Met het oog op het vaststellen van de belasting op de aangegeven inkomsten worden vooreerst in het wetsontwerp de belastingplichtigen opgesomd, die onderworpen zijn aan de belasting (art. 2) en vervolgens de inkomsten, die tot grondslag van de belasting moeten dienen (art. 3 en volg.).

De inkomsten, waarmee rekening wordt gehouden, worden in vier categorieën ingedeeld : de inkomsten uit grondeigendommen, de inkomsten en opbrengsten van roerende kapitalen en goederen, de bedrijfsinkomsten en de diverse inkomsten.

De voor de belasting in aanmerking komende grondslag bestaat uit het totaal van de netto-inkomsten van deze verschillende categorieën, mits daarvan worden afgetrokken de specifieke abtømmen, toepasselijk op het geheel van de genoemde netto-inkomsten.

Het netto-inkomen van elk der vier categorieën inkomsten wordt als volgt vastgesteld :

1° Inkomsten uit grondeigendommen (art. 4 van het ontwerp).

Onder netto-inkomsten uit grondeigendommen wordt verstaan, voor in België gelegen onroerende goederen, het geperekwaateerd kadastraal inkomen en, voor in het buitenland gelegen onroerende goederen, de netto-huurprijs of de netto-huurwaarde.

Le revenu cadastral des immeubles situés en Belgique est augmenté de la partie du loyer et des charges locatives qui dépasse 200 % du revenu cadastral des biens servant à l'exercice d'une activité professionnelle du locataire.

Sont cependant immunisés les immeubles qu'un propriétaire ne poursuivant aucun but de lucre affecte à l'exercice d'un culte public, à l'enseignement, à l'installation d'hôpitaux, d'hospices, de cliniques, de dispensaires, de homes de vacances pour enfants et personnes pensionnées ou à d'autres œuvres analogues.

Le revenu cadastral est réduit dans une mesure proportionnelle pour tenir compte de l'improductivité de l'immeuble ou de la perte ou de l'absence de jouissance de revenu.

D'autre part, dans le chef du contribuable qui occupe une maison d'habitation dont il est propriétaire, le revenu cadastral de cette maison n'entre en compte qu'à concurrence du tiers de son montant, sans que la réduction ainsi accordée puisse être inférieure à 6 000, 8 000 ou 12 000 francs ou supérieure à 7 500, 11 000 ou 20 000 francs suivant la catégorie des communes de la situation du bien. Ces montants sont majorés de 1 000 francs par enfant à charge.

Cet abattement ne s'applique qu'à une seule maison au choix du contribuable au cas d'occupation de plus d'une maison. Mais elle s'applique aussi au contribuable qui n'occupe pas personnellement la seule maison d'habitation dont il est propriétaire.

Enfin l'abattement n'est pas applicable à la partie de la maison d'habitation qui sert à des fins professionnelles ou lorsque le contribuable y renonce pour pouvoir bénéficier d'abattements plus favorables prévus à l'article 18 du projet.

2° Revenus et produits de capitaux et biens mobiliers (art. 5).

Ces revenus sont généralement ceux qui sont actuellement soumis à la taxe mobilière, sauf qu'ils comprennent également : a) au titre de revenus d'actions, les revenus des capitaux engagés dans les sociétés, établissements, etc., possédant la personnalité juridique et constitués autrement que sous l'une des formes prévues au Code de commerce; b) au titre de revenus de fonds publics belges, les revenus des titres d'emprunts exonérés actuellement d'impôt réel (taxe mobilière); c) au titre de revenus de capitaux investis, les revenus de l'espèce attribués aux associés actifs dans les sociétés qui ont opté pour le régime de taxation des sociétés (voir ci-après); d) les revenus compris dans les rentes viagères ou temporaires, autres que les pensions, constituées après le 1^{er} janvier 1962.

Ne sont pas à déclarer comme revenus de capitaux mobiliers, les revenus des actions privilégiées de la S.N.C.F.B., les revenus de fonds publics belges et de l'ex-Congo belge qui ont été émis antérieurement en exemption d'impôts belges, réels et personnels, ou de tous impôts. Les lots afférents à des titres d'emprunts (dans le nouveau régime il s'agit de revenus divers) et les revenus des biens immobiliers situés à l'étranger (considérés dorénavant comme des revenus d'immeubles).

Ne sont non plus à considérer comme des revenus mobiliers, les revenus provenant du rachat d'actions et les bonis de liquidation, parce qu'ils subiront un régime spécial.

Enfin, sont aussi exonérés les revenus des dépôts d'épargne ne dépassant pas 1 500 francs et les revenus des capitaux investis dans les sociétés coopératives agréées

Het kadastraal inkomen van de in België gelegen onroerende goederen wordt verhoogd met het gedeelte van de huurprijs en de huurlasten dat 200 % te boven gaat van het kadastraal inkomen van de goederen dienende tot het uitoefenen van een bedrijfsactiviteit van de huurder.

Genieten nochtans belastingvrijdom, de onroerende goederen welke een eigenaar, die geen winstoogmerken nastreeft, besteedt voor de uitoefening van een openbare eredienst, voor onderwijsdoeleinden, voor de vestiging van hospitalen, godshuizen, klinieken, dispensaria, vacatiehuizen voor kinderen en gepensioneerden, of van andere soortgelijke instellingen.

Het kadastraal inkomen wordt proportioneel verminderd om rekening te houden met de improductiviteit van het onroerend goed of met het verlies of het ontbreken van het genot van inkomsten.

Bovendien wordt voor de belastingplichtige die een woonhuis betreft, waarvan hij eigenaar is, het kadastraal inkomen van dit huis slechts ten belope van één derde van zijn bedrag in aanmerking genomen, zonder dat de aldus verleende vermindering minder mag bedragen dan 6 000, 8 000 of 12 000 frank of meer dan 7 500, 11 000 of 20 000 frank, naar gelang van de categorie van de gemeenten waar de eigendom gelegen is. Deze bedragen worden verhoogd met 1 000 frank per kind ten laste.

Dit abattement wordt slechts toegepast op één enkel huis, naar keuze van de belastingplichtige, ingeval meer dan één huis wordt betrokken. Maar het is ook van toepassing op de belastingplichtige die niet persoonlijk het enige woonhuis betreft, waarvan hij eigenaar is.

Tenslotte is het abattement niet toepasselijk op het gedeelte van het woonhuis dat tot bedrijfsdoeleinden dient of wanneer de belastingplichtige er van afziet om het voordeel van de bij artikel 18 van het ontwerp bepaalde voordeliger abattementen te kunnen genieten.

2° Inkomsten uit en opbrengsten van roerende kapitalen en goederen (art. 5).

In het algemeen zijn deze inkomsten degene, die op dit ogenblik aan de mobiliënbelasting onderworpen zijn. Doch zij omvatten bovendien : a) als inkomsten uit aandelen of delen, de inkomsten uit kapitalen aangewend in enigerlei vennootschap, inrichting, enz., met rechtspersoonlijkheid en die anders is opgericht dan in een der vormen bepaald in het Wetboek van Koophandel; b) als inkomsten uit Belgische openbare fondsen, de inkomsten uit leningstitels die op dit ogenblik vrijgesteld zijn van zakelijke belastingen (mobiliënbelasting); c) als inkomsten uit belegde kapitalen, de inkomsten uit kapitalen toegekend aan de werkende vennoten in de vennootschappen die de aanslag in de vennootschapsbelasting verkozen hebben (zie hierna); d) de inkomsten begrepen in lijfrenten of tijdelijke renten, andere dan de pensioenen, aangelegd na 1 januari 1962.

Dienen niet aangegeven te worden als inkomsten uit roerende kapitalen : de inkomsten uit de preferente aandelen van de N.M.B.S., de inkomsten uit Belgische openbare fondsen en uit fondsen van voormalig Belgisch-Kongo, die vroeger uitgegeven werden onder vrijstelling van de Belgische zakelijke en personele belastingen, of van elke belasting, de loten van leningstitels (in het nieuwe stelsel gaat het om diverse inkomsten) en de inkomsten uit onroerende goederen gelegen in het buitenland (die in het vervolg beschouwd worden als inkomsten uit onroerende goederen).

Dienen ook niet meer beschouwd te worden als roerende inkomsten, de inkomsten die voortvloeien uit de wederinkoop van aandelen en de boni van de likwidatie, want zij zullen onderworpen zijn aan een speciaal stelsel.

Worden tenslotte ook vrijgesteld, de inkomsten uit spaardeposito's die de 1 500 frank niet overtreffen en de inkomsten uit kapitalen die belegd zijn in de door de

par le Conseil national de la coopération pour autant que ces revenus ne dépassent pas 100 francs.

Le montant net des revenus de capitaux mobiliers à déclarer s'entend du montant encaissé, après déduction des frais d'encaissement et de garde, majoré du crédit d'impôt des différents précomptes.

3° Revenus professionnels (art. 6 et suiv.).

Les revenus professionnels sont ceux qui sont actuellement soumis à la taxe professionnelle, y compris les bénéficiaires du projet qui se rattachent à une activité indépendante antérieurement exercée et les indemnités de toute nature que le contribuable détient en cours d'exercice de l'activité, soit en compensation ou à l'occasion d'un acte quelconque susceptible d'entraîner une réduction de l'activité, soit en réparation d'une perte temporaire ou permanente de bénéfices, rémunérations ou profits.

Les revenus professionnels comprennent en outre, les rentes et pensions de vieillesse (article 9).

Les immunités actuellement prévues dans les lois coordonnées sont généralement maintenues (sauf les pensions de vieillesse) à part certaines adaptations en ce qui concerne le régime de taxation des plus-values (art. 7 et 8) et les exonérations des primes d'assurance-vie (article 15).

Le revenu professionnel net est déterminé en déduisant du montant brut les charges professionnelles, les pertes professionnelles et certains abattements.

En ce qui concerne les charges professionnelles, les notions actuellement en vigueur sont maintenues et précisées dans le projet de loi.

Toutefois, ne seront dorénavant plus considérées comme des charges déductibles, les impôts qui étaient antérieurement déduits pour déterminer la base taxable à la taxe professionnelle (art. 11).

En suite de cette mesure, les charges professionnelles forfaitaires des salariés ont été adaptées (art. 12).

En matière d'amortissements, le Roi pourra organiser un système d'amortissements dégressifs s'écarter du système en vigueur qui n'autorise que les amortissements qui correspondent à la dépréciation réelle de la période imposable.

Il est prévu également que les provisions constituées dans les limites et aux conditions déterminées par le Roi, en vue de faire face à des pertes sur créances douteuses, ne seront pas reprises dans le revenu professionnel taxable.

Enfin, les revenus, professionnels et autres, du mari et de l'épouse seront dorénavant cumulés pour former la base taxable. Toutefois, l'article 16 prévoit un abattement spécial sur les revenus professionnels de l'épouse qui exerce une activité distincte ou qui travaille dans l'entreprise du mari.

4° Revenus divers (art. 17).

Sont considérés comme des revenus divers :

a) les bénéfices ou profits qui résultent d'opérations occasionnelles ou fortuites, à l'exclusion d'opérations de gestion normale d'un patrimoine privé;

b) les prix dépassant 100 000 francs ainsi que les subsides, rentes ou pensions payés à des savants, écrivains ou artistes par les pouvoirs publics, à l'exclusion des sommes qui constituent la rémunération d'une activité;

Nationale Raad van de Coöperatie erkende samenwerken de vennootschappen, voor zover die inkomsten 100 frank niet overschrijden.

Onder netto-bedrag van de inkomsten uit roerende kapitalen die dienen aangegeven te worden, wordt verstaan het geïnd bedrag, na aftrekking van de innings- en bewaarskosten en vermeerderd met het belastingkrediet van de verschillende voorheffingen.

3° Bedrijfsinkomsten (art. 6 en volg.).

De bedrijfsinkomsten zijn die welke thans onderworpen zijn aan de bedrijfsbelasting, met inbegrip van de winsten en baten die betrekking hebben op een voorheen uitgeoefende, zelfstandige bedrijfsactiviteit, alsmede van de vergoedingen van alle aard die de belastingplichtige gedurende de uitoefening van de activiteit verwerft, hetzij als compensatie of ter gelegenheid van enigerlei handeling waaruit een vermindering van de activiteit kan voortvloeien, hetzij als herstel van een tijdelijke of blijvende derving van winsten, bezoldigingen of baten.

De bedrijfsinkomsten omvatten bovendien de ouderdomsrenten en -pensioenen (art. 9).

De thans in de gecoördineerde wetten voorziene vrijstellingen blijven doorgaans behouden (uitgezonderd de ouderdomspensioenen), behoudens enkele aanpassingen met betrekking tot de belasting van de meerwaarden (art. 7 en 8) en de vrijstelling van de levensverzekeringspremies (art. 15).

Voor de vaststelling van het netto-bedrag van de bedrijfsinkomsten wordt het bruto-bedrag verminderd met de bedrijfslasten, de bedrijfsverliezen en sommige abattements.

De begripsomschrijvingen die thans gelden voor de bedrijfslasten blijven in het wetsontwerp behouden en worden verduidelijkt.

Nochthans worden de inkomsten, die vroeger afgetrokken werden om de belastbare grondslag voor de bedrijfsbelasting vast te stellen, in de toekomst niet meer als aftrekbare lasten beschouwd (art. 11).

Als uitvloeisel van deze maatregel werden de forfaitaire bedrijfslasten van de loontrekkenden aangepast (art. 12).

De Koning kan een stelsel van degressieve afschrijvingen voorzien, dat afwijkt van het bestaande stelsel, hetwelk de afschrijvingen overeenstemmende met de werkelijke waardevermindering tijdens de belastingperiode mogelijk maakt.

Er wordt eveneens voorzien dat de provisies, die binnen de perken en onder de voorwaarden vastgesteld door de Koning, werden gevormd om het hoofd te bieden aan verliezen op dubieuze schuldvorderingen, niet in het belastbaar bedrijfsinkomen moeten worden opgenomen.

Tenslotte worden de bedrijfs- en andere inkomsten van de echtgenoot en de echtgenote voortaan samengevoegd voor de vaststelling van de belastbare grondslag. Artikel 16 voorziet evenwel een bijzondere vermindering op de bedrijfsinkomsten van de echtgenote die een onderscheiden activiteit uitoefent of die is tewerkgesteld in de onderneming van de echtgenoot.

4° Diverse inkomsten (art. 17).

Als diverse inkomsten worden beschouwd :

a) de winsten of baten die voortvloeien uit occasionele of toevallige verrichtingen, met uitzondering van de normale verrichtingen van beheer van een privaat vermogen;

b) de prijzen boven 100 000 frank, alsmede de subsidies, renten of pensioenen, door openbare gezagslichamen betaald aan geleerden, schrijvers of kunstenaars, met uitzondering van de sommen die de bezoldiging zijn van een activiteit;

- c) les rentes alimentaires;
- d) les revenus de la sous-location ou de la cession de bail d'immeubles meublés;
- e) les lots des titres d'emprunts non exonérés antérieurement de tous impôts;
- f) les produits de la location du droit de chasse, de pêche et de tenderie.

Les revenus visés sub a et d s'entendent de leur montant net, c'est-à-dire le montant brut moins les charges exposées en vue d'acquiescer et de conserver ces revenus.

*
**

De l'ensemble des revenus nets définis ci-dessus, il est déduit, pour former la base globale imposable à l'impôt des personnes physiques :

- les frais d'assurance des immeubles;
- les frais d'assurance du mobilier;
- les intérêts d'emprunts contractés en vue de l'acquisition, de la construction ou de la transformation d'immeubles;
- les rentes alimentaires payées.

Cependant, les frais d'assurance des immeubles et les intérêts d'emprunts ne sont déductibles que dans la mesure où ils ne dépassent pas le revenu cadastral qui entre en compte après déduction des abattements prévus sur ce revenu cadastral (art. 18).

*
**

A signaler aussi que l'article 19 propose que les revenus afférents à des biens immobiliers et mobiliers investis dans une entreprise sont considérés comme des revenus professionnels.

*
**

Le revenu global net des différentes catégories énumérées ci-dessus est soumis à un impôt global suivant les taux fixés à l'article 21 et compte tenu des charges de famille du contribuable.

Des modalités spéciales d'imposition sont prévues en ce qui concerne certains revenus qui ne constituent en fait pas un produit périodique.

Impôt des sociétés.

La deuxième forme d'impôt frappe les sociétés (art. 24).

Il s'agit :

1° de toutes les sociétés constituées en Belgique sous l'une des formes prévues au Code de commerce;

2° des sociétés, associations, établissements ou organismes, constitués soit en Belgique autrement que sous l'une des formes prévues au Code de commerce, soit à l'étranger, pour autant :

- a) qu'ils possèdent la personnalité juridique;
- b) qu'ils aient en Belgique leur siège social, leur principal établissement ou leur siège de direction ou d'administration;
- c) qu'ils se livrent à une exploitation ou à des opérations de caractère lucratif.

- c) de uitkeringen tot onderhoud;
- d) de inkomsten uit de onderverhuur of de huurceelafstand van gemeubelde onroerende goederen;
- e) de loten van leningstitels die niet tevoren van elke belasting zijn vrijgesteld;
- f) de opbrengsten uit de verhuur van jacht-, vis- en vogelvangstrecht.

Onder de sub a en d bedoelde inkomsten is te verstaan hun netto-bedrag, d.w.z. hun bruto-bedrag, verminderd met de lasten welke voor het verkrijgen of behouden van die inkomsten worden gedragen.

*
**

Van de gezamenlijke hoger bepaalde netto-inkomsten worden, voor de vaststelling van de globale belastbare basis voor de personenbelasting, afgetrokken :

- de kosten van verzekering van de onroerende goederen;
- de kosten van verzekering van het mobilair;
- de interesten van leningen aangegaan met het oog op de aankoop, de bouw of de verbouwing van onroerende goederen;
- de gestorte uitkeringen tot onderhoud.

De kosten van verzekering van onroerende goederen en de interesten van leningen zijn echter slechts aftrekbaar voor zover zij niet meer bedragen dan het kadastraal inkomen dat aanrekenbaar is na aftrek van de op dat kadastraal inkomen verleende abattements (art. 18).

*
**

Er valt tevens op te merken, dat, luidens artikel 19, de inkomsten uit roerende en onroerende goederen als bedrijfsinkomsten worden beschouwd, wanneer deze activa in een onderneming zijn belegd.

*
**

Op het globale netto-inkomen van de verschillende hierboven vermelde categorieën wordt een globale belasting geheven volgens de bij artikel 21 vastgestelde percentages, en rekening houdend met de gezinslasten van de belastingplichtige.

Bijzondere belastingswijzen zijn toepasselijk op zekere inkomsten die in feite geen geregelde opbrengst zijn.

Vennootschapsbelasting.

De tweede vorm van belasting wordt geheven op de vennootschappen (art. 24).

Hiertoe behoren :

1° alle vennootschappen die in België zijn opgericht in een der vormen bepaald in het Wetboek van Koophandel;

2° de vennootschappen, verenigingen, inrichtingen of instellingen, die zijn opgericht, of wel in België op een andere wijze dan in een der vormen bepaald in het Wetboek van Koophandel, of wel in het buitenland, voor zover :

- a) zij rechtspersoonlijkheid bezitten;
- b) zij in België hun maatschappelijke zetel, hun voornaamste inrichting of hun zetel van bestuur of beheer hebben;
- c) zij zich bezighouden met een exploitatie of met winstgevendende handelingen.

A noter que les sociétés constituées sous l'une des formes prévues au Code de commerce, à l'exclusion des sociétés anonymes et des sociétés en commandite par actions (il s'agit donc exclusivement des sociétés commerciales dites de personnes) peuvent opter pour l'assujettissement de leurs bénéfices à l'impôt des personnes physiques dans le chef de leurs associés (art. 25, § 2).

Le revenu imposable dans le chef des sociétés est constitué par l'ensemble des bénéfices réservés, augmentés des dépenses non admises au titre de charges professionnelles et des bénéfices distribués au titre de revenus d'actions ou parts ou de capitaux investis.

Pour les sociétés par actions et les sociétés y assimilées, le revenu imposable est en outre augmenté, dans certains limites et conditions, des rémunérations allouées aux administrateurs, commissaires, etc.

Certains régimes spéciaux sont prévus (art. 27) pour les associations intercommunales, les associations sans but lucratif qui ne se livrent pas à une exploitation ou à une occupation lucrative, c'est-à-dire celles qui sans rechercher à procurer à leurs membres un gain matériel, immédiat ou différé, se livrent accessoirement à des opérations industrielles ou commerciales, et enfin pour les associations de crédit agréées par la Caisse nationale de crédit professionnel et les sociétés et fédérations y assimilées.

Pour ces associations, etc., l'impôt des sociétés est censé correspondre aux précomptes ayant frappé les revenus immobiliers et mobiliers.

Rien n'est changé, par rapport au régime actuel, en ce qui concerne les ristournes dans les sociétés coopératives (art. 30), tandis que l'immunité des bénéfices réservés, telle qu'elle est prévue dans les lois coordonnées, est maintenue en faveur des sociétés pétrolières (art. 32).

Des dispositions spéciales ont dû être prévues dans le cas de rachat d'actions (art. 28) et de partage total ou partiel de l'avoir social (art. 29).

Quant au régime des plus-values, l'article 31 assouplit les conditions auxquelles est actuellement subordonnée leur immunité.

Pour établir le bénéfice imposable certaines déductions doivent être opérées (art. 34).

Il s'agit principalement de la déduction « revenu de revenu » qui est dorénavant limitée aux revenus d'actions ou parts ou de capitaux investis et aux bons de liquidation.

Le nouveau système présente de réelles simplifications par rapport à celui qui est actuellement prévu, en ce sens que la condition de permanence du revenu n'est plus exigée et qu'en outre, les charges financières et les frais d'administration qui grèvent ou sont censés grever les revenus déjà taxés, sont fixés forfaitairement à 15 % de ceux-ci.

La détermination du taux est précisé à l'article 35.

Le taux de l'impôt des sociétés est fixé à 30 % mais pour une partie du revenu imposable il est, suivant le cas, ramené à 25 % ou porté à 35 %.

Des réductions du taux de l'impôt sont également prévues en faveur, d'une part, des sociétés, associations, établissements ou organismes dont toutes les parts représentatives de droits sociaux sont détenues exclusivement par des pouvoirs publics et, d'autre part, des sociétés d'habitations ouvrières.

Op te merken valt dat de vennootschappen opgericht in een der vormen bepaald in het Wetboek van Koophandel, met uitzondering van de naamloze vennootschappen en van de vennootschappen bij wijze van geldschieting op aandelen (dus uitsluitend de zogenaamde handels- of personenvennootschappen) mogen verkiezen dat hun winsten in hoofde van hun vennoten in de personenbelasting worden aangeslagen (art. 25, § 2).

Het belastbaar inkomen in hoofde van de vennootschappen wordt gevormd door het geheel van de ingehouden winsten, vermeerderd met de niet als bedrijfslasten toegelaten uitgaven en de winsten uitgekeerd als inkomsten uit aandelen of delen of uit belegde kapitalen.

Voor de aandelenvennootschappen en de daarmee gelijkgestelde vennootschappen wordt het belastbaar inkomen daarenboven verhoogd, binnen zekere grenzen en onder bepaalde voorwaarden, met de bezoldigingen toegekend aan de beheerders, commissarissen, enz.

Bijzondere regelingen zijn voorzien (art. 27) voor de intercommunale verenigingen, de verenigingen zonder winstoogmerk die zich niet bezighouden met een exploitatie of met een winstgevende activiteit, d.w.z. die welke er weliswaar niet naar streven aan hun leden een onmiddellijk of uitgesteld materieel voordeel te verschaffen, doch bijkomstig industriële of handelsverrichtingen doen, en tenslotte voor de kredietverenigingen erkend door de Nationale kas voor beroepskrediet, alsmede de maatschappijen en daarmee gelijkgestelde verbonden.

Voor deze verenigingen, enz., wordt de vennootschapsbelasting geacht gelijk te zijn aan de voorheffingen op de inkomsten uit roerende en onroerende eigendommen.

Niets wordt veranderd aan de bestaande regeling met betrekking tot de restorno's van de coöperatieve verenigingen (art. 30), terwijl de vrijstelling van de gereserveerde winsten, zoals die in de gecoördineerde wetten is voorzien, behouden blijft ten gunste van de petroleummaatschappijen (art. 32).

Bijzondere bepalingen dienden voorzien te worden in geval van terugkoop van aandelen (art. 28) of in geval van volledige of gedeeltelijke verdeling van het maatschappelijk vermogen (art. 29).

Artikel 31 versoepelt de voorwaarden onder welke de vrijstelling van de meerwaarden thans mogelijk is.

Om de belastbare winst vast te stellen, moeten sommige verminderingen toegepast worden (art. 34).

Het betreft in hoofdzaak de aftrek « inkomsten van inkomsten », die voortaan beperkt blijft tot de inkomsten uit aandelen of delen of uit belegde kapitalen, alsmede tot de liquidatiewinsten.

De nieuwe regeling betekent een werkelijke vereenvoudiging ten opzichte van de thans bestaande, in die zin dat niet meer geëist wordt dat het inkomen permanent is en dat, bovendien, de financiële lasten en de administratiekosten die de reeds belaste inkomsten bezwaren of geacht worden te bezwaren forfaitair op 15 % van deze laatste worden vastgesteld.

De berekening van de aanslagvoet wordt verduidelijkt in artikel 35.

De aanslagvoet van de vennootschapsbelasting is vastgesteld op 30 %, doch voor een gedeelte van het belastbaar inkomen kan hij, naar gelang van het geval, verlaagd worden tot 25 % of verhoogd tot 35 %.

Verminderings van de aanslagvoet van de belasting zijn eveneens voorzien, enerzijds ten gunste van de vennootschappen, verenigingen, instellingen of organismen waarvan alle delen die de maatschappelijke rechten vertegenwoordigen uitsluitend in het bezit zijn van de openbare besturen en, anderzijds, van de maatschappijen voor de bouw van arbeiderswoningen.

L'impôt des personnes morales.

Cette troisième forme d'impôt, analysée en un article (art. 36) frappe les revenus fonciers et mobiliers des personnes morales de droit belge qui ont, en Belgique, leur siège social, leur principal établissement ou leur siège de direction ou d'administration et qui ne se livrent pas à une exploitation ou à des opérations de caractère lucratif.

Pour ces personnes morales, l'impôt est censé correspondre au crédit d'impôt et aux précomptes afférents aux revenus immobiliers et mobiliers dont ils bénéficient.

L'impôt des non-résidents. (Art. 37.)

Cette quatrième forme d'impôt frappe :

- a) les non-habitants du Royaume et les personnes y assimilées;
- b) les sociétés, associations, établissements ou organismes qu'ils aient ou non la personnalité juridique, qui n'ont pas en Belgique leur siège social, leur principal établissement ou leur siège de direction ou d'administration, ainsi que les états étrangers ou leurs subdivisions politiques.

Les revenus soumis à l'impôt des non-résidents sont ceux qui sont réalisés ou recueillis par eux en Belgique.

L'article 37, § 2, définit les revenus des diverses catégories qui sont à considérer comme étant d'origine belge.

Certaines immunités sont prévues en matière de revenus à immobiliers et de revenus mobiliers et il est précisé que seules sont admises les dépenses ou charges professionnelles qui se rapportent exclusivement aux établissements belges.

L'article 37, § 4, précise les cas où l'impôt des non-résidents frappe l'ensemble des revenus réalisés ou recueillis en Belgique.

Dans ces éventualités, l'impôt est calculé suivant les modalités prévues pour l'impôt des personnes physiques (non-habitants du Royaume) ou au taux de 35 % (sociétés, associations, etc.).

Dans les autres cas, l'impôt des non-résidents est censé correspondre au crédit d'impôt et aux précomptes afférents aux revenus imposables.

Précomptes.

Les impôts sont perçus par voie de précomptes dans les limites et aux conditions prévues au titre V, chapitre II (art. 40 à 47).

L'imputation des précomptes est prévu aux articles 48 et 49 dans les limites et suivant des distinctions propres à chacun des précomptes immobilier, mobilier et professionnel.

Une fois assurée l'assiette et la liquidation de l'impôt, le titre II contient des dispositions modifiant ou précisant la procédure d'établissement et de recouvrement des impôts telle qu'elle est prévue dans les lois coordonnées.

Ces dispositions tendent essentiellement à mieux combattre la fraude fiscale en prévoyant soit une extension des pouvoirs d'investigation, soit des sanctions administratives.

Enfin, des dispositions transitoires particulières ou d'exécution sont prévues aux titres VII, VIII et IX.

De rechtspersonenbelasting.

Deze derde vorm van belasting, die wordt ontleed in een artikel (art. 36), geldt voor de inkomsten uit grondeigendommen en roerende goederen van de rechtspersonen van Belgisch recht die in België hun maatschappelijke zetel, hun voornaamste inrichting of hun zetel van bestuur of beheer hebben en die zich niet met een exploitatie of met winstgevendende handelingen bezighouden.

Voor deze rechtspersonen wordt de belasting geacht overeen te stemmen met de belastingkredieten en de voorheffingen in verband met genoten inkomsten uit grondeigendommen en roerende goederen.

De belasting der niet-verblijfhouders. (Art. 37.)

Aan deze vierde vorm van belasting zijn onderworpen :

- a) de niet-Rijksinwoners en de daarmee gelijkgestelde personen;
- b) de vennootschappen, verenigingen, instellingen of organismen met of zonder rechtspersoonlijkheid, die hun maatschappelijke zetel, hun voornaamste inrichting of hun zetel van bestuur of beheer niet in België hebben, alsmede de vreemde landen en hun politieke onderverdelingen.

Worden aangeslagen in de belasting der niet-verblijfhouders, de inkomsten door deze laatsten behaald of verkregen in België.

Artikel 37, § 2, bepaalt welke inkomsten van de verschillende categorieën als van Belgische oorsprong dienen beschouwd te worden.

Sommige vrijstellingen zijn voorzien voor inkomsten uit onroerende of roerende goederen, en er wordt nader toegevoegd dat alleen de bedrijfsuitgaven en -lasten, die uitsluitend op de Belgische inrichtingen betrekking hebben, in aanmerking genomen worden.

Artikel 37, § 4, omschrijft de gevallen waarin de belasting gevestigd wordt op het totaal bedrag van de in België behaalde of verkregen inkomsten.

De berekening van de belasting geschiedt hier volgens de modaliteiten voorzien voor de personenbelasting (niet-Rijksinwoners) of tegen de aanslagvoet van 35 % (vennootschappen, verenigingen, enz.).

In de andere gevallen wordt de belasting der niet-verblijfhouders geacht overeen te stemmen met het belastingkrediet of met de voorheffingen in verband met belastbare inkomsten.

Voorheffingen.

De belastingen worden geheven bij wijze van voorheffing binnen de grenzen en onder de voorwaarden aangeduid in titel V, hoofdstuk II (art. 40 tot 47).

De aanrekening van de voorheffingen wordt geregeld in de artikelen 48 en 49, binnen de grenzen en volgens het onderscheid eigen aan de onroerende voorheffing, de roerende voorheffing en de bedrijfsvoorheffing.

Nadat het bedrag en de wijze van vereffening van de belasting is bepaald, wijzigen of verduidelijken de bepalingen van titel VI de procedure in verband met de vestiging en de invordering van de belastingen, zoals deze is neergelegd in de gecoördineerde wetten.

Deze bepalingen zijn er vooral op gericht de fiscale ontduiking te bestrijden; met dat doel worden grotere onderzoeksbevoegdheden alsmede administratieve straffen voorzien.

Tenslotte bevatten de titels VII, VIII en IX overgangsbepalingen met betrekking tot de uitvoering.

II. — Modifications apportées par le Sénat au texte adopté par la Chambre.

Ces modifications ont été regroupées en trois classes :

- A. — Modifications de fond.
- B. — Modifications qui concernent la forme ou précisent l'interprétation, sans modifier celle-ci.
- C. — Modifications de mise en vigueur, suite aux retards apportés à l'adoption du projet.

A. — MODIFICATIONS DE FOND.

ASSIETTE DE L'IMPÔT DES PERSONNES PHYSIQUES.

Revenus des propriétés foncières soumis à l'impôt global.

Article 4, § 2, 4°.

Nouvelle stipulation : Le contribuable qui a plusieurs maisons et ne peut en occuper aucune pour des raisons professionnelles ou sociales, peut soustraire à l'impôt global le revenu d'une de ces maisons.

Article 4, § 2, 4°.

Nouvelle stipulation : L'Administration doit adopter d'office le régime le plus favorable pour le contribuable lorsque la non-globalisation de tout ou partie du revenu de sa maison d'habitation le défavorise.

Revenus professionnels soumis à l'impôt global.

Art. 6, § 3, 1°.

Que peut-on exclure des bénéfices imposables ? « La provision constituée dans les limites et aux conditions déterminées par le Roi en vue de faire face à toutes pertes ou à toutes charges nettement précisées et que les événements en cours rendent probables. » Ce membre de phrase « ou..., etc. » remplace les mots « sur créances douteuses ».

Dépenses ou charges professionnelles.

Article 11, § 1.

Les dépenses ou charges professionnelles déductibles du bénéfice imposable doivent avoir été faites pour acquérir ou conserver les revenus.

Le Sénat a substitué « ou » à « et » quoique la jurisprudence ni la pratique administrative n'exigent que les deux effets aient lieu simultanément.

II. — Wijzigingen die door de Senaat in de door de Kamer aangenomen tekst werden aangebracht.

Die wijzigingen werden in drie groepen heringedeeld :

- A. — Wijzigingen ten gronde.
- B. — Wijzigingen in verband met de vorm of waardoor de interpretatie wordt verduidelijkt, zonder ze te wijzigen.
- C. — Wijzigingen betreffende de inwerkingtreding ingevolge de vertraagde aanneming van het ontwerp.

A. — WIJZIGINGEN TEN GRONDE.

GRONDSLAG VAN DE PERSONENBELASTING.

Inkomsten uit grondeigendommen die onderworpen zijn aan de globale belasting.

Artikel 4, § 2, 4° lid.

Nieuwe bepaling : De belastingplichtige die meerdere huizen heeft en, om beroepsredenen of redenen van sociale aard, er geen enkel van kan betrekken, mag het inkomen van één van zijn huizen aan de globale belasting onttrekken.

Artikel 4, § 2, 4°.

Nieuwe bepaling : De Administratie moet ambtshalve het stelsel toepassen dat voor de belastingplichtige het voordeligst is, wanneer hij door het niet-globaliseren van het geheel of van een deel van het inkomen van zijn woonhuis wordt benadeeld.

Bedrijfsinkomsten die onderworpen zijn aan de globale belasting.

Artikel 6, § 3, 1°.

Wat mag er uit de belastbare winsten worden gesloten ? « De provisies aangelegd binnen de perken en onder de voorwaarden die de Koning bepaalt, ten teinde het hoofd te bieden aan *scherp omschreven verliezen of lasten welke volgens de aan gang zijnde gebeurtenissen waarschijnlijk zijn* ». Die zinsnede « of..., enz. » vervangt de woorden « op twijfelachtige schuldvorderingen ».

Bedrijfsuitgaven of -lasten.

Art. 11, § 1.

De bedrijfsuitgaven of -lasten die aftrekbaar zijn van de belastbare winst moeten gediend hebben om de inkomsten te verwerven of te behouden.

De Senaat heeft het woord « of » in de plaats gesteld van « en », vermits noch de rechtspraak noch de administratieve praktijk vereisen dat beide gevolgen gelijktijdig plaats hebben.

Dépenses et abattements déductibles du revenu professionnel.

Article 15, § 1, 3°.

Le contribuable peut déduire les sommes affectées à l'amortissement ou à la reconstitution d'emprunts hypothécaires contractés en vue de la construction ou de l'acquisition d'un immeuble bâti et garanti par une assurance temporaire au décès à capital décroissant.

Le Sénat a ajouté « ou à la transformation d'un immeuble..., etc. ».

Article 15, § 1, 4°.

A condition de ne pas dépasser 5 % des revenus professionnels des libéralités en faveur des universités sont déduites du revenu imposable.

Le Sénat a étendu ce bénéfice aux libéralités faites aux académies royales et aux musées de l'Etat.

Article 15, § 1, 6°.

Nouvelle stipulation : Le contribuable pourra déduire les cotisations payées aux organismes accordant une aide aux territoires en voie de développement à certaines conditions et sous certains contrôles.

Article 15, § 3, 2°.

La déduction des sommes affectées à l'amortissement ou à la reconstitution d'emprunts hypothécaires est subordonnée à certaines conditions, notamment que les avantages du contrat d'assurance soient stipulés au profit du conjoint ou de certains parents.

Le Sénat y a ajouté également un profit « du créancier ». Ainsi un texte confirme la jurisprudence selon laquelle les avantages d'un contrat d'assurance peuvent être stipulés au profit du créancier.

Revenus divers soumis à l'impôt global.

Article 17.

Le texte amendé par la Chambre exonérait de l'impôt le montant des prix supérieurs à 100 000 francs.

Le Sénat a étendu cette exonération à tous les prix et subsides, pendant deux ans, pour la tranche ne dépassant pas 100 000 francs.

Dépenses déductibles du total des revenus nets imposables à l'impôt global.

Article 18, 3° et 4°.

Le contribuable peut déduire les intérêts d'emprunts contractés en vue d'acquérir ou de conserver un revenu immobilier.

Le Sénat a étendu le bénéfice de cette déduction aux intérêts d'emprunts contractés en vue de la constitution d'avoirs produisant un revenu mobilier ou en vue de conserver un patrimoine. Il s'agit d'emprunts destinés à une augmentation de capital ou d'emprunts permettant de payer des droits de succession sans réaliser un patrimoine.

Ce nouveau texte des alinéas 3° et 4° nécessite des modifications à l'alinéa final du § 1, de l'article 18 (adoption en séance publique du Sénat).

Uitgaven en abattement die aftrekbaar zijn van het totale bedrijfsinkomen.

Artikel 15, § 1, 3°.

Door de belastingplichtige mogen worden afgetrokken de sommen besteed tot aflossing of herstelling van hypotheekleningen, afgesloten voor het bouwen of het verwerven van een gebouw onroerend goed en gewaarborgd door tijdelijke verzekering bij overlijden met afnemend kapitaal.

Door de Senaat is het volgende ingevoegd : « of het bouwen van een onroerend goed..., enz. ».

Artikel 15, § 1, 4°.

Giften aan de universiteiten worden van het belastbaar inkomen afgetrokken, mits zij niet meer dan 5 % van het bedrijfsinkomen bedragen.

De Senaat heeft dit voordeel ook van toepassing verklaard op giften aan de koninklijke akademies en de Rijksmusea.

Artikel 15, § 1, 6°.

Nieuwe bepaling : Door de belastingplichtige mogen, onder bepaalde voorwaarden en mits bepaalde controle, worden afgetrokken de bijdragen aan de instellingen die hulp verlenen aan de ontwikkelingsgebieden.

Artikel 15, § 3, 2°.

De aftrek van de sommen, besteed aan de aflossing of aan de herstelling van hypotheekleningen, wordt slechts toegestaan onder bepaalde voorwaarden, waarvan één luidt dat de voordelen van het verzekeringscontract moeten bedongen zijn ten voordele van de echtgenoot of van sommige bloedverwanten.

De Senaat heeft ook ten voordele « van de schuldeiser » toegevoegd, zodat de tekst de rechtspraak bekrachtigt, volgens welke de voordelen van een verzekeringscontract ten voordele van de schuldeiser kunnen worden bedongen.

Diverse inkomsten waarop de globale belasting van toepassing is.

Artikel 17.

Volgens de door de Kamer geamendeerde tekst was belastingvrij het bedrag van de prijzen boven 100 000 frank.

De Senaat heeft die vrijstelling mede van toepassing verklaard op alle gedurende twee jaar ontvangen prijzen en subsidies, voor de schijf die niet meer dan 100 000 frank bedraagt.

Uitgaven aftrekbaar van het totaal der voor de globale belasting in aanmerking komende netto-inkomsten.

Artikel 18, 3° en 4°.

De belastingplichtige mag de interesten aftrekken van leningen aangegaan met het oog op het verkrijgen of behouden van inkomsten uit onroerende goederen.

De Senaat heeft het voordeel van deze aftrek ook van toepassing verklaard op de interesten van leningen aangegaan met het oog op het vormen van een kapitaal dat een roerend inkomen voortbrengt of met het oog op het behouden van een erfgoed. Het zijn leningen bestemd voor kapitaalverhoging of leningen die het mogelijk maken successiechten te betalen zonder een erfgoed te moeten verkopen.

De nieuwe tekst van 3° en 4° brengt noodzakelijk wijzigingen met zich mede in het laatste lid van § 1 van artikel 18 (in openbare vergadering van de Senaat aangenomen).

De plus, au 3° le mot « dettes » considéré comme plus général a été substitué au mot « emprunts » (amendements Hambye et Van Layes, séance du Sénat du 11 octobre 1962).

Calcul de l'impôt des personnes physiques.

Article 21, § 1, 2°.

Nouvelle stipulation : Sur l'impôt établi selon un barème, fixé par arrêté royal, lorsque le revenu imposable ne dépasse pas 160 000 francs, il est accordé une réduction pour personne à charge. Ce paragraphe est de la sorte mis en concordance avec les autres dispositions du projet qui tiennent compte des situations de famille.

Article 21, § 2.

Pour déterminer les personnes qui sont à charge du contribuable il faut prendre en considération non plus le montant brut de leurs ressources, mais le montant net, c'est-à-dire un montant brut dont on déduit un montant de dépenses justifiées ou un montant forfaitaire de 20 %.

Assiette de l'impôt des sociétés.

Article 27.

Suite à un amendement du Gouvernement adopté par le Sénat les sociétés de transport intercommunal régies par les lois du 17 juin 1953 et 22 février 1961 bénéficieront du régime fiscal prévu par cet article pour les sociétés intercommunales.

D'autre part, le même bénéfice accordé à certaines institutions de crédit leur est retiré.

Article 29, § 5.

Dans cet article qui règle le cas du partage de l'avoir social d'une société, l'exonération de l'impôt accordée en cas de fusion ou d'absorption n'est plus subordonnée à la condition que l'assemblée générale extraordinaire ait décidé la dissolution en mentionnant expressément que celle-ci se faisait en vue d'une fusion ou d'une absorption.

Il est entendu que dans cette nouvelle hypothèse, le bénéfice de l'exonération est refusé lorsque les liquidateurs ont procédé antérieurement à une répartition partielle de l'avoir social en exemption d'impôts (amendement de M. Adam, adopté en la séance du 16 octobre 1962).

Article 34, § 3.

Cet article met en application partielle la règle de déduction « revenu de revenu » dans le calcul du bénéfice imposable des sociétés industrielles. Celles-ci peuvent déduire de leurs bénéfices 85 % du montant net encaissé de leurs revenus d'actions. Ce montant étant censé avoir été frappé par l'impôt.

Les 15 % restants sont imposables.

Mais dans le cas d'une taxation en cascade à la suite de redistributions successives, 15 % du montant redistri-

Daarenboven wordt het woord « leningen » vervangen door het woord « schulden », waarvan de betekenis ruimer wordt geacht (amendementen Hambye et Van Layes, vergadering van de Senaat van 11 oktober 1962).

Berekening van de personenbelasting.

Artikel 21, § 1, 2°.

Nieuwe bepaling : Op de volgens een door de Koning vastgestelde belastingschaal bepaalde belasting wordt, wegens personen ten laste, een vermindering verleend wanneer het belastbaar inkomen 160 000 frank niet te boven gaat. Zo wordt deze paragraaf in overeenstemming gebracht met de andere bepalingen van het ontwerp, die met gezinstoestanden rekening houden.

Artikel 21, § 2.

Bij het bepalen van de personen die ten laste zijn van de belastingplichtige, moet het bruto-bedrag van hun inkomsten niet langer in aanmerking worden genomen maar wel het netto-bedrag, d.w.z. een bruto-bedrag waarvan een bedrag van verantwoorde uitgaven of een forfaitair bedrag van 20 % wordt afgetrokken.

Vestiging van de vennootschapsbelasting.

Artikel 27.

Ingevolge het amendement van de Regering dat door de Senaat werd aangenomen, zullen de intercommunale vervoermaatschappijen, beheerst door de wetten van 17 juni 1953 en 22 februari 1961, het voordeel genieten van het belastingstelsel dat bij dit artikel bepaald wordt voor de intercommunale verenigingen.

Anderzijds wordt datzelfde voordeel onttrokken aan bepaalde kredietinstellingen, waaraan het was toegestaan.

Artikel 29, § 5.

In dit artikel, waarbij het geval wordt geregeld van de verdeling van het maatschappelijk vermogen van een maatschappij, wordt de in geval van opslorping of fusie toegestane vrijstelling van belastingen niet langer afhankelijk gemaakt van de voorwaarde, dat de buitengewone algemene vergadering de onthinding heeft beslist, onder uitdrukkelijke vermelding dat deze met het oog op een fusie of een opslorping gebeurde.

Het staat vast dat, in deze nieuwe onderstelling, het voordeel van deze vrijstelling wordt geweigerd als de vereffenaars het maatschappelijk vermogen te voren gedeeltelijk hebben verdeeld met vrijstelling van belastingen (amendement van de heer Adam, aangenomen in vergadering van 16 oktober 1962).

Artikel 34, § 3.

Met deze tekst wordt de regel bestaande in de aftrekking « inkomen van inkomen » gedeeltelijk toegepast bij het berekenen van de belastbare winst der industriële vennootschappen. Deze vennootschappen mogen van hun winsten 85 % van het geïnde netto-bedrag van hun inkomsten uit aandelen aftrekken. Dit bedrag wordt immers als reeds belast beschouwd.

De overige 15 % zijn belastbaar.

In geval van herhaalde belasting ten gevolge van opeenvolgende herverdelingen valt echter telkens 15 %

bué sont chaque fois soumis à l'impôt. Les sociétés industrielles subissent de ce fait, une pénalisation.

Aussi le Sénat a-t-il stipulé que la taxation ne portera que sur 5 % du montant net encaissé des revenus d'actions (autrement dit 95 % de ce montant seront exonérés) dans des conditions nettement précises qui se rapportent :

a) au genre de sociétés industrielles appelées à bénéficier de la mesure;

b) au montant des participations que ces sociétés détiennent dans d'autres entreprises.

Calcul de l'impôt des sociétés.

Article 35.

Au § 1, deux nouvelles stipulations :

1° l'impôt frappant les bénéfices de la S.N.C.F.V. est fixé à 15 %;

2° un adoucissement de taux est prévu en faveur de certains institutions de crédit, à qui le Sénat a retiré le bénéfice du taux spécial prévu à l'article 37.

Au § 4 un second alinéa a été inséré par le Sénat sur proposition du Gouvernement, qui l'a à nouveau amendé en séance publique.

Une cotisation spéciale de 15 % frappera les bénéfices réservés par certains organismes de crédit, si ces bénéfices sont ultérieurement répartis.

Au § 5 le mot « fédération » est supprimé.

Ces modifications sont la conséquence de la transformation de l'article 27, qui a retiré à certains organismes de crédit le bénéfice d'un taux réduit.

Versement de l'impôt par voie de précomptes.

Article 41.

Le § 4 de l'article 41 prévoit des réductions ou des remises du précompte immobilier au profit de certains bénéficiaires. On stipule au 4° du § 4 qu'un enfant militaire décédé ou disparu au cours de l'une des deux guerres est compté comme s'il était en vie. Le Sénat a assimilé l'enfant résistant et prisonnier politique reconnu. La phrase suivante a été ajoutée à ce 4° : « Il en est de même pour les familles des victimes civiles de la guerre se trouvant dans les mêmes conditions ».

Article 43.

Le § 1 de cet article fixe à 15 % le taux du précompte mobilier.

Certains revenus en sont exemptés tels que : « ceux correspondant à des bénéfices antérieurement réservés ». Le Sénat a précisé les intentions du Gouvernement à savoir que cette catégorie englobait tous les revenus définitivement taxés, y compris les revenus cadastraux et autres revenus mobiliers (intérêts d'obligations, de prêts, de créances, revenus provenant de la location de biens mobiliers, de brevets, licences, etc.).

van het herverdeelde bedrag onder toepassing van de belasting. Hierdoor worden de industriële vennootschappen benadeeld.

Daarom heeft de Senaat bepaald dat de belasting maar zal gelden voor 5 % van het geïnde netto-bedrag van de inkomsten uit aandelen (m.a.w. dat 95 % van dat bedrag wordt vrijgesteld), mits voldaan is aan duidelijk omschreven voorwaarden met betrekking tot :

a) de aard der industriële vennootschappen die het voordeel van die maatregel zullen genieten;

b) het bedrag van de deelbewijzen welke die vennootschappen bezitten in andere ondernemingen.

Berekening van de vennootschapsbelasting.

Artikel 35.

Paragraaf 1 bevat twee nieuwe bepalingen :

1° de belasting op de winsten van de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen wordt vastgesteld op 15 %;

2° de aanslagvoet wordt verlaagd voor sommige kredietverenigingen aan welke de Senaat het voordeel van de speciale, in artikel 37 bepaalde aanslagvoet heeft onttrokken.

In § 4, tweede lid, werd door de Senaat, op voorstel van de Regering, een tweede lid ingevoegd. De Regering heeft dit opnieuw in openbare vergadering geamendeerd.

Een bijzondere aanslag van 15 % zal de door sommige kredietorganismen gereserveerde winsten treffen, indien die winsten later verdeeld worden.

In § 5 wordt het woord « federaties » weggelaten.

Die wijzigingen zijn het gevolg van de omvorming van artikel 27, dat aan sommige kredietorganismen het voordeel van een beperkte aanslagvoet onttrokken heeft.

Storting van de belasting bij wijze van voorheffing.

Artikel 41.

Artikel 41, § 4, voorziet in verminderingen of kwijtscheldingen van de onroerende voorheffingen ten voordele van bepaalde begunstigden. In § 4, 4°, wordt bepaald dat een kind, dat gedurende één van de twee oorlogen als militair overleden of vermist is, wordt meegerekend alsof het in leven was. De Senaat heeft daarmee gelijkgesteld het kind dat erkend weerstand en politieke gevangene was. Bovendien werd de volgende volzin aan dit 4° toegevoegd : « Dit geldt eveneens voor de gezinnen van burgerlijke oorlogsslachtoffers die in dezelfde toestand verkeren ».

Artikel 43.

Paragraaf 1 van dit artikel stelt de aanslagvoet van de roerende voorheffing vast op 15 %.

Bepaalde inkomsten worden daarvan vrijgesteld, o.m. « degene die geacht worden overeen te stemmen met de voorheen gereserveerde winsten ». De Senaat heeft de bedoelingen van de Regering nader omschreven, met name dat deze categorie alle definitief belaste inkomsten omvat, met inbegrip van de kadastrale inkomsten en andere roerende opbrengsten (interest van obligatiën, van leningen, van schuldvoorwaarden, inkomsten uit de verhuring van roerende goederen, octrooien, licenties, enz.).

Un nouveau texte précise la portée du § 2 de l'article 43 qui autorise le Roi à renoncer à la perception du précompte mobilier sur certains revenus et prévoit certains taux réduits pour ce précompte.

a) Le Roi peut renoncer au précompte sur les revenus de titres au porteur émis antérieurement à la mise en vigueur du projet et exemptés d'impôts réels.

b) Le Roi peut renoncer audit précompte même si le bénéficiaire ne peut être identifié, dans différents cas, notamment dans le cadre de la reconduction des conventions internationales supprimant la double imposition.

c) Le Roi peut renoncer aux revenus des certificats des fonds communs de placement belge.

d) Un nouvel alinéa évite toute aggravation exagérée de la charge fiscale des sociétés privées associées dans les intercommunales.

Au § 3, trois précisions sont apportées au mode de calcul du précompte mobilier dû en raison des revenus d'actions, ou parts, ou de capitaux investis (y compris les revenus visés à l'article 5, § 2, 1^o et 3^o) :

1^o Le calcul qui tient compte du crédit d'impôt et qui se fait, le cas échéant avec application de l'article 34, § 1 (application de la règle de déduction « revenu de revenu ») est établi sur les 85/57, 25^o d'un montant net alloué;

2^o Le seul précompte mobilier rejeté des charges professionnelles déductibles est le précompte mobilier afférent aux bénéfices distribués;

3^o Si des revenus déjà taxés doivent être déduits, cette déduction s'opère sur les bénéfices nets distribués aux actions ou capitaux investis.

Imputation des précomptes.

Article 48, § 3. Nouvelle stipulation : Le précompte fictif de 15 % n'est plus déduit des revenus des fonds communs de placement belges lorsqu'on mentionne par catégories le montant des revenus attribués ou mis en paiement.

Cette modification entraînera une adjonction à l'article 83 (ancien art. 82) pour mettre la loi du 27 mars 1957 en conformité avec le présent projet.

L'article 49 règle l'imputation du précompte professionnel. Celui-ci est déduit de l'impôt global après l'imputation d'autres précomptes. Le Sénat a complété l'énumération de ceux-ci en stipulant qu'il s'agit « des » précomptes « immobiliers et mobiliers », du complément « des » précomptes immobiliers et « mobiliers », du crédit d'impôt, etc.

Dispositions abrogatoires.

Article 50, § 2. Nouvelle stipulation découlant d'une modification apportée à la finale de l'article 43, § 3.

Dans le cas où un débiteur est redevable de revenus mobiliers, il peut se faire que le précompte mobilier et le complément de précompte mobilier soient supportés, en vertu d'un contrat, par ce débiteur à la décharge du créancier.

Een nieuwe tekst verduidelijkt de draagwijdte van artikel 43, § 2, waarbij de Koning gemachtigd wordt af te zien van de inning van de roerende voorheffing op sommige inkomsten, en voorziet in bepaalde verminderde aanslagvoeten voor deze voorheffing.

a) De Koning kan afzien van de voorheffing op de inkomsten uit effecten aan toonder, vrij van zakelijke belastingen, uitgegeven vóór de inwerkingtreding van dit ontwerp.

b) De Koning kan afzien van bedoelde voorheffing in verscheidene gevallen, zelfs zo de identiteit van de begunstigde niet kan worden vastgesteld, o.m. in het raam van de verlenging van internationale overeenkomsten, die de dubbele belasting opheffen.

c) De Koning kan afzien van de inkomsten uit certificaten van Belgische gemeenschappelijke beleggingsfondsen.

d) Een nieuw lid verhindert iedere overdreven verhoging van de belastingdruk op de private maatschappijen, die deelnemen aan intercommunale verenigingen.

Bij § 3 worden drie verduidelijkingen aangebracht in de berekeningswijze van de roerende voorheffing die verschuldigd is uit hoofde van de inkomsten uit aandelen of delen of uit belegde kapitalen (met inbegrip van de bij artikel 5, § 2, 1^o en 3^o bedoelde inkomsten) :

1^o De berekening waarbij het belastingkrediet in aanmerking wordt genomen en die, in voorkomend geval, gemaakt wordt met toepassing van artikel 34, § 1 (toepassing van de regel van aftrekbaarheid « inkomen van inkomen ») wordt bepaald op 85/57,25^{ste} van het toegekend netto-bedrag;

2^o De enige roerende voorheffing die uitgesloten wordt van de aftrekbare bedrijfslasten is de roerende voorheffing die betrekking heeft op de uitgekeerde winsten;

3^o Indien reeds door de belasting getroffen inkomsten dienen afgetrokken te worden, wordt die afhouding verricht op de netto-winsten die uitgekeerd werden aan de aandelen of aan de belegde kapitalen.

Aanrekening van de voorheffingen.

Artikel 48, § 3. Nieuwe bepaling : De fictieve voorheffing van 15 % wordt niet meer afgetrokken van de inkomsten van Belgische gemeenschappelijke beleggingsfondsen wanneer melding wordt gemaakt van het bedrag per categorie van de toegekende of uitbetaalde inkomsten.

Deze wijziging zal een toevoeging aan artikel 83 (oud art. 82) met zich brengen om de wet van 27 maart 1957 in overeenstemming te brengen met het huidig ontwerp.

Artikel 49 regelt de aanrekening van de bedrijfsvoorheffing. Deze wordt afgetrokken van de globale belasting na aanrekening van de andere voorheffingen. De Senaat heeft de opsomming van deze laatste aangevuld door te bepalen dat het gaat om de onroerende en roerende « voorheffingen », de aanvullende onroerende en roerende « voorheffingen », het belastingkrediet, enz.

Opheffingsbepalingen.

Artikel 50, § 2. Nieuwe bepaling die voortvloeit uit een wijziging die aangebracht werd in de slotzin van artikel 43, § 3.

In de gevallen waarin een schuldenaar roerende inkomsten verschuldigd is, kan het gebeuren dat de roerende voorheffing en de aanvullende roerende voorheffing in uitvoering van een contract door de schuldenaar gedragen worden ter ontlasting van de schuldeiser.

Dans ce cas, le précompte mobilier et le complément de précompte mobilier sont ajoutés aux revenus du créancier pour le calcul de son précompte mobilier.

Etablissement et recouvrement des impôts.

Article 54.

Les sociétés de personnes sont tenues de joindre certains documents à leur déclaration annuelle.

A défaut d'exécution, le texte prévoit une sanction.

Le Sénat a stipulé que cette sanction ne serait appliquée à défaut d'exécution « qu'après rappel ».

Article 58, § 4.

Le Sénat n'a pas laissé au Roi le soin de prendre toutes les dispositions utiles, mais a précisé les sanctions qui peuvent frapper les administrations et organismes qui n'auraient pas communiqué les renseignements auxquels ils sont tenus.

Selon le cas, le Ministre des Finances peut requérir l'intervention de l'inspection des Finances ou du délégué du Gouvernement, désigner un commissaire pour recueillir les renseignements jugés nécessaires ou retirer l'agrément pour l'octroi d'avantages consentis par l'Etat.

Article 59.

Le Sénat a prévu que l'inspection des locaux professionnels du contribuable ne pouvait se faire « que pendant les heures normales de travail ».

Article 60.

Les effets du refus que peut opposer le Ministre des Finances par arrêté motivé de reconnaître à un mandataire le droit de représenter un contribuable ont été limités à cinq ans.

Article 63.

Le contribuable peut réclamer auprès du directeur des contributions « pour accroissements et amendes » et non seulement « contre la légalité desdits accroissements et amendes ».

Article 64.

Le fonctionnaire supérieur ne peut exiger des établissements de crédits et des C.C.P. des renseignements « que dans le cadre de la réclamation » du contribuable.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article 75 (ancien art. 77).

Suite à un amendement du Gouvernement adopté par le Sénat, il faut considérer la taxe mobilière mise à charge de débiteurs de revenus mobiliers dans des contrats en cours comme un précompte mobilier.

Article 76 (article nouveau).

Le retard apporté à la mise en vigueur du projet de loi entraîne cette conséquence que l'impôt complémentaire personnel continuera à être perçu pendant l'exercice 1963 et sera établi notamment sur base d'un revenu cadastral péréquité en 1962.

Le Sénat stipule que le Roi pourra atténuer les effets de cet impôt pour les revenus soumis à l'I.C.P. ne dépassant pas 150 000 francs.

In dit geval worden de roerende voorheffing en de aanvullende roerende voorheffing gevoegd bij de inkomsten van de schuldeiser met het oog op de berekening van zijn roerende voorheffing.

Vestiging en invordering van de belastingen.

Artikel 54.

De personenvennootschappen zijn ertoe gehouden bepaalde stukken te voegen bij hun jaarlijkse aangifte.

Voor niet-naleving van deze verplichting is in de tekst een straf bepaald.

De Senaat heeft nader bepaald dat deze straf slechts toegepast zou worden « na aanmaning ».

Artikel 58, § 4.

De Senaat heeft de Koning de zorg niet overgelaten alle nodige bepalingen te treffen, maar heeft de straffen bepaald die de besturen en instellingen kunnen treffen die de inlichtingen, waartoe zij gehouden zijn, niet zouden verstrekken.

Naar gelang van het geval kan de Minister van Financiën de tussenkomst van de inspecteur van Financiën of van de afgevaardigde van de Regering eisen, een commissaris aanwijzen om de nodig geachte inlichtingen in de winsten of de erkenning, met het oog op de door de Staat verleende voordelen, intrekken.

Artikel 59.

De Senaat heeft bepaald dat de inspectie van de bedrijfslokalen van de belastingplichtige slechts « tijdens hun normale werkuren » mocht geschieden.

Artikel 60.

Wanneer de Minister van Financiën, bij gemotiveerd besluit, de lasthebber het recht ontzegt een belastingplichtige te vertegenwoordigen, worden de gevolgen ervan beperkt tot 5 jaar.

Artikel 63.

De belastingplichtige mag bij de directeur der belastingen een bezwaar indienen tegen de « verhogingen en boeten » en niet alleenlijk « tegen de wettelijkheid van bedoelde verhogingen en boeten ».

Artikel 64.

De hogere ambtenaar mag van de kredietinstellingen en van het Bestuur der postchecks slechts inlichtingen vorderen « in het kader van het bezwaarschrift van de belastingplichtige ».

OVERGANGSBEPALINGEN.

Artikel 75 (vroeger art. 77).

Tengevolge van een door de Senaat aangenomen Regeringsamendement dient de mobiliënbelasting ten laste van schuldenaars van inkomsten uit roerende goederen in lopende overeenkomsten, als een roerende voorheffing beschouwd te worden.

Artikel 76 (nieuw artikel).

De laattijdige inwerkingtreding van het wetsontwerp brengt mede dat de aanvullende personele belasting verder geheven zal worden gedurende het dienstjaar 1963 en met name zal gevestigd worden op basis van een in 1962 gepeerekwateerd kadastraal inkomen.

De Koning kan de terugslag van deze belasting verzachten voor de aan de A.P.B. onderworpen inkomsten die 150 000 frank niet te boven gaan.

Article 87 (art. 86 ancien).

Cet article prévoit que les sociétés et firmes congolaises continuent à bénéficier des anciennes lois coordonnées (contribution foncière exceptée).

Le Sénat a stipulé, en outre, que ces contribuables continuaient à jouir jusqu'au 31 décembre 1963 du bénéfice de la loi du 15 juillet 1959 tendant à favoriser l'absorption ou la fusion de sociétés.

B. — MODIFICATIONS DE FORME ET PRECISIONS DANS L'INTERPRETATION.

Article 2, § 2, 2°.

Dans le texte néerlandais, le mot « handelsbedrijvigheid » est substitué au mot « handelsbedrijf ».

Article 4, § 2, 3°.

La définition administrative de la parcelle cadastrale est incluse dans la loi.

Article 5, § 3, alinéas 8 et 9.

L'intention du législateur est précisée par une nouvelle rédaction apportée au début de ces deux alinéas : il doit être entendu que seule est soumise à l'impôt la partie des intérêts de dépôts d'épargne qui dépasse le montant exonéré.

Article 5, § 4 (application de l'art. 15, § 1, litt. b, des lois coordonnées).

L'intention du législateur est précisée quand il s'agit de déterminer les conditions selon lesquelles un capital est libéré effectivement. Il n'y a pas libération effective dans le cas d'incorporation au capital social de bénéfices « autres que ceux distribués ayant subi leur régime fiscal propre ».

Article 6, § 6 (et article 19).

Les mots « sont affectés » remplacent les mots « servent ».

Article 15, § 1.

L'expression « sociétés mutualistes reconnues par la Belgique » remplace « les sociétés mutualistes belges ».

Au § 3, 2°, *b*, dans le cas où on peut déduire des sommes affectées à l'amortissement ou à la reconstitution d'emprunts hypothécaires l'assurance qui couvre l'emprunt ne doit pas nécessairement s'élever au même montant que l'emprunt.

Article 21.

Au 4°, les mots « 2° et 3° » sont remplacés par « 2° ».

Les §§ 2 et 3 sont intervertis.

Artikel 87 (vroeger art. 86).

Bij dit artikel wordt bepaald dat de vroegere gecoördineerde wetten (behalve wat betreft de grondbelasting) van toepassing blijven op de Kongolese vennootschappen en firma's.

Verder heeft de Senaat bepaald dat bedoelde belastingplichtigen tot 31 december 1963 het voordeel blijven genieten van de wet van 15 juli 1959 tot bevordering van de opslorping of de fusie van vennootschappen.

B. — VORMWIJZIGINGEN EN NADERE INTERPRETATIE.

Artikel 2, § 2, 2°.

In de Nederlandse tekst wordt het woord « handelsbedrijf » vervangen door « handelsbedrijvigheid ».

Artikel 4, § 2, 3°.

De administratieve omschrijving van het kadastraal perceel wordt in de wet opgenomen.

Artikel 5, § 3, lid 8 en lid 9.

De bedoeling van de wetgever wordt verduidelijkt door een nieuwe tekst bij het begin van deze twee alinea's : alleen het gedeelte van de interesten op spaardeposito's dat het vrijgesteld bedrag te boven gaat, is aan de belasting onderworpen.

Artikel 5, § 4 (toepassing van art. 15, § 1, litt. b van de gecoördineerde wetten).

De bedoeling van de wetgever wordt verduidelijkt met betrekking tot de voorwaarden die moeten vervuld zijn opdat een kapitaal als werkelijk gestort beschouwd kan worden. Er kan geen sprake zijn van een werkelijke storting bij opneming in het maatschappelijk kapitaal van winsten, « andere dan uitgekeerde winsten die hun eigen fiscaal regime hebben ondergaan ».

Artikel 6, § 6 (en art. 19).

De woorden « worden aangewend » komen in de plaats van het woord « dienen ».

Artikel 15, § 1.

De uitdrukking « door België erkende mutualiteitsvereniging » vervangt « Belgische mutualiteitsverenigingen ».

Paragraaf 3, 2°, *b*. In geval sommen aangewend voor de aflossing of de herstelling van hypotheekleningen afgetrokken mogen worden, moet de verzekering die de lening dekt, niet noodzakelijkerwijze op hetzelfde bedrag betrekking hebben als de lening.

Artikel 21.

Bij 4° worden de woorden « 2° en 3° » vervangen door « 2° ».

De volgorde van de §§ 2 en 3 wordt omgekeerd;

Article 23, § 1, 2° et 3°.

Modification du texte néerlandais :

Il y a lieu de lire chaque fois « vergoedingen in kapitaal geldend » et non « de vergoedingen geldend als renten ».

Article 23, § 2.

Les mots « étaient affectés » remplacent les mots « qui servaient ».

Article 25.

Il faut lire le mot « attribués » et non le mot « retribué ».

Article 27.

Le 3° a été supprimé.

Article 29, § 3.

Modification de même portée que celle de l'article 5, § 3.

Article 31.

Dans le cadre du régime fiscal des plus values applicables aux sociétés, l'exonération est supprimée si certaines conditions ne sont plus réunies.

Toutefois, précise le texte adopté par le Sénat, les prélèvements effectués à concurrence du capital revalorisé pour l'application des articles 28 et 29, § 2 de la présente loi, ne sont pas imposables.

Article 33, § 1.

L'adverbe « notamment » a été inséré pour exprimer que l'énumération des charges professionnelles n'est pas limitative.

Au 1° de ce § 1, une référence à l'article 25 a été insérée pour assurer la concordance entre ces deux articles.

Article 35.

Le mot « fédérations » a été supprimé pour établir la concordance avec le nouvel article 27.

*Versement de l'impôt par voie de précomptes.**Article 37, § 2.*

Les mots « produits ou recueillis » sont substitués aux mots « réalisés ou recueillis ».

Article 41, § 3.

Le mot « famille » remplace les mots « famille nombreuse » parce que les dispositions visent des foyers ne comptant que deux enfants.

Article 42.

Les 1° et 2° sont résumés en une seule phrase sur proposition du Ministre des Finances, ce qui n'entraîne pas de modifications sur le fond. Il s'agit, dans le cadre du précompte mobilier, de la perception à la source et de ses modalités d'application.

Article 45, § 3.

Les mots « strijdig beding » remplacent les mots « andersluidende overeenkomst ».

Article 47.

Le Roi prescrit « le mode de déclaration à faire » au lieu de « ... les déclarations ».

Artikel 23, § 1, 2° en 3°.

Wijziging in de Nederlandse tekst.

Men dient telkens te lezen « vergoedingen in kapitaal geldend » en niet « de vergoedingen geldend als renten ».

Artikel 23, § 2.

De woorden « werden aangewend » vervangen het woord « dienden ».

Artikel 25.

In de Franse tekst moet men lezen « attribués » en niet « rétribués ».

Artikel 27.

Het 3° werd weggelaten.

Artikel 29, § 3.

Wijziging met dezelfde draagwijdte als deze bij artikel 5, § 3.

Artikel 31.

In het raam van het fiscaal stelsel toepasselijk op de vennootschappen, wordt de vrijstelling opgeheven indien bepaalde voorwaarden niet vervuld zijn.

In de tekst aangenomen door de Senaat wordt duidelijk gesteld dat « de opnemingen verricht ten belope van het gerevalueerd kapitaal voor de toepassing van de artikelen 28 en 29, § 2, van deze wet, evenwel niet belastbaar zijn ».

Artikel 33, § 1.

Het bijwoord « notamment » werd in de Franse tekst ingelast om uit te drukken dat de opsomming van de bedrijfslasten niet beperkend is.

In 1° van § 1, werd een verwijzing naar artikel 25 opgenomen om de overeenstemming tussen deze twee artikelen tot stand te brengen.

Artikel 35.

Het woord « verbonden » werd geschrapt om de tekst in overeenstemming te brengen met het nieuwe artikel 27.

*Storting van de belasting bij wijze van voorheffing.**Artikel 37, § 2.*

In de Franse tekst worden de woorden « réalisés ou recueillis » vervangen door « produits ou recueillis ».

Artikel 41, § 3.

Het woord « gezin » vervangt de woorden « groot gezin » omdat de bepaling betrekking heeft op gezinnen met slechts twee kinderen.

Artikel 42.

Op voorstel van de Minister van Financiën worden 1° en 2° verwerkt tot één enkele zin; aan de grond van de zaak wordt hierdoor niets gewijzigd. In het kader van de roerende voorheffing gaat het om de inning aan de bron en de desbetreffende toepassingsmodaliteiten.

Artikel 45, § 3.

De woorden « strijdig beding » vervangen de woorden « andersluidende overeenkomst ».

Artikel 47.

De Koning bepaalt de manier waarop de schuldenaars « de aangifte » moeten doen in plaats van « de aangiften ».

Article 48, § 1.

Au lieu de lire « l'impôt est diminué du montant des précomptes », on lit « les impôts sont acquittés ... par imputation du montant des précomptes ».

Article 48, § 7.

Le nouveau texte proposé par amendement du Gouvernement définit plus nettement la mesure dans laquelle les précomptes mobiliers sont imputables sur l'impôt et rétablit la concordance entre les articles 48 et 49 (rapport du Sénat, p. 271).

Article 49.

Les mots « revenus de 1965 » sont supprimés.

Article 50, § 1, 5°.

Les mots « et 2° » sont supprimés.

Article 55.

Les mots « Le Roi », remplacent « arrêté royal ».

Article 61 (et article 71).

On précise qu'il s'agit de l'article 57^{quater} ou de l'article 86, § 3, « des mêmes lois coordonnées ».

Article 68.

On complète la référence à l'article 77 en stipulant : « article 77 des dites lois ».

Article 71.

Pour des raisons de clarté, le Sénat a précisé que cet article renvoyait à l'article 86, § 3, des lois coordonnées.

L'article 75 a été rangé dans le titre VIII (Dispositions particulières) sans subir des modifications et a pris le n° 78. Les articles 76 et 77 sont devenus 75 et 76.

Article 80 (ancien article 79).

Un alinéa nouveau précise explicitement le but de l'article, à savoir la garantie des intérêts des belges travaillant à l'étranger.

Article 83 (ancien article 82).

Les mots « desdits impôts » remplacent les mots « dudit impôt ».

Article 89.

Le texte de cet article a été mis en concordance avec le nouveau texte de l'article 48, § 3, 3°.

Article 89.

Le mot « implicite » remplace le mot « stilzwijgende ».

Artikel 48, § 1.

In de plaats van « de belasting wordt verminderd met het bedrag van de voorheffingen » komt « de belastingen worden gekweten door aanrekening van het bedrag van de voorheffingen ».

Artikel 48, § 7.

De nieuwe tekst, door de Regering bij amendement voorgesteld, lijkt duidelijker af in welke mate de roerende voorheffingen verrekenbaar zijn op de belasting en brengt opnieuw overeenkomst tussen de artikelen 48 en 49 (verslag van de Senaat, blz. 271).

Artikel 49.

De woorden « inkomsten van 1965 » worden geschrapt.

Artikel 50, § 1, 5°.

De woorden « en 2° » vallen weg.

Artikel 55.

De woorden « De Koning » vervangen « Een koninklijk besluit ».

Artikel 61 (en artikel 71).

Men verduidelijkt dat het gaat om artikel 57^{quater} of artikel 86, § 3, « van dezelfde gecoördineerde wetten ».

Artikel 68.

Men vult de verwijzing naar artikel 77 aan met de bepaling : « artikel 77 van deze wetten ».

Artikel 71.

Omwille van de duidelijkheid heeft de Senaat nader bepaald dat dit artikel verwees naar artikel 86, § 3, van de gecoördineerde wetten.

Artikel 75 werd ongewijzigd overgebracht onder titel VIII (Bijzondere bepalingen) en is thans artikel 78.

De artikelen 76 en 77 zijn 75 en 76 geworden.

Artikel 80 (vroeger art. 79).

Een nieuw lid bepaalt expliciet het doel van dit artikel, namelijk de belangen beveiligen van de Belgen die in het buitenland werken.

Artikel 83 (vroeger art. 82).

De woorden « van bedoelde belasting » worden vervangen door de woorden « van bedoelde belastingen ».

Artikel 89.

De tekst van dit artikel werd in overeenstemming gebracht met de nieuwe tekst van artikel 48, § 3, 3°.

Artikel 89.

Het woord « impliciete » vervangt het woord « stilzwijgende ».

C. — MODIFICATIONS RELATIVES A LA MISE EN VIGUEUR.

En raison de retard apporté dans le timing d'adoption du projet les modifications suivantes ont été apportées :

Article 66.

Les dates de délai d'imposition ont été modifiées sur proposition du Gouvernement en raison du vote retardé du projet.

L'article 72 assure la transition concernant les régimes fiscaux des personnes physiques et des sociétés de personnes. Les mesures ont dû être adaptés au vote retardé du projet.

L'article 74 tend à supprimer les doubles impositions.

Il a subi des modifications en raison du retard apporté au vote de la loi.

L'article 84 (ancien 83) est modifié pour établir la concordance avec l'article 48, § 3, 3^o.

L'article 88 (ancien 87) contient l'énoncé des dates de mise en vigueur des différentes parties de la loi, dates qui ont dû être modifiées comme suit :

1^o Perception des précomptes : en principe, à partir du 1^{er} janvier 1963;

2^o Impôts des personnes physiques : à partir de l'exercice 1964 (revenus de l'année 1963);

3^o Impôt des sociétés :

a) pour les sociétés par actions et organismes y assimilés : à partir de l'exercice 1963 (bénéfices de l'année 1962 ou de l'exercice comptable 1962-1963);

b) pour les sociétés de personnes : à partir de l'exercice 1964 (bénéfices de l'année 1963 ou de l'exercice comptable 1963-1964);

4^o Impôt des personnes morales : à partir du 1^{er} janvier 1963 (l'impôt est sensé correspondre au crédit d'impôt et aux précomptes);

5^o Impôt des non-résidents :

a) personnes physiques (non-habitants du Royaume) : à partir de l'exercice 1964 (revenus de l'année 1963);

b) sociétés étrangères (par actions ou de personnes) : à partir de l'exercice 1963 (bénéfices de l'année 1962 ou de l'exercice comptable 1962-1963).

Article 89 (ancien 88).

L'adjectif « implicite » remplace le mot « stilzwijgende ».

C. — WIJZIGINGEN IN VERBAND MET DE INWERKINGTREDING.

Gezien de vertraging in het voorziene tijdschema voor de goedkeuring van het ontwerp, werden volgende wijzigingen aangebracht :

Artikel 66.

Ten gevolge van de laattijdige goedkeuring van het ontwerp werden de data van de aanslagtermijnen gewijzigd op voorstel van de Regering.

Artikel 72 regelt de overgang met betrekking tot de fiscale regimes van de natuurlijke personen en de personen-vennootschappen. De laattijdige goedkeuring van het ontwerp maakte een aanpassing van de maatregelen noodzakelijk.

Artikel 74 strekt tot de afschaffing van dubbele aanslagen.

Het werd gewijzigd wegens de laattijdige goedkeuring van de wet.

Artikel 84 (vroeger 83) werd gewijzigd om het in overeenstemming te brengen met artikel 48, § 3, 3^o.

Artikel 88 (vroeger 87) geeft een opsomming van de data waarop de verschillende delen van de wet toegepast zullen worden. Deze data dienden als volgt gewijzigd te worden :

1^o Inning van de voorheffingen : in principe met ingang van 1 januari 1963;

2^o Personenbelasting : met ingang van het dienstjaar 1964 (inkomsten van het jaar 1963);

3^o Vennootschapbelasting :

a) voor de aandelenvennootschappen en daarmee gelijkgestelde instellingen : met ingang van het dienstjaar 1963 (winsten van het jaar 1962 of van het boekjaar 1962-1963);

b) voor de personenvennootschappen : met ingang van het dienstjaar 1964 (winsten van het jaar 1963 of van het boekjaar 1963-1964).

4^o Rechtspersonenbelasting : met ingang van 1 januari 1963 (de belasting wordt geacht overeen te stemmen met het belastingkrediet of met de voorheffingen);

5^o Belasting der niet-verblijfhouders :

a) natuurlijke personen (niet-Rijksinwoners) : met ingang van het dienstjaar 1964 (inkomsten van het jaar 1963);

b) buitenlandse vennootschappen (aandelen- of personenvennootschappen) : met ingang van het dienstjaar 1963 (winsten van het jaar 1962 of van het boekjaar 1962-1963).

Artikel 89 (vroeger 88).

Het bijvoeglijk naamwoord « expliciete » vervangt het woord « stilzwijgende ».

III. — Calculs pour déterminer le montant de l'impôt global ⁽¹⁾.

En ce qui concerne le *statut des personnes physiques* il faut distinguer une série de calculs pour déterminer le montant de l'impôt à acquitter; ces calculs visent: la perception des précomptes, les déductions, la globalisation, l'imputation et la restitution des précomptes.

1° La perception des précomptes.

a) Le *précompte immobilier* correspond à une taxation de 3 %. Ces 3 % frappent le nouveau revenu cadastral de tout bien immobilier en le double de l'ancien revenu cadastral, en ce qui concerne l'outillage et le matériel industriels.

Ce taux est ramené à 2 % pour les immeubles appartenant à certaines sociétés d'habitations sociales.

A ce précompte ainsi obtenu viendront s'ajouter les centimes additionnels provinciaux et communaux dont le chiffre a été réduit en fonction de la nouvelle base cadastrale.

Sur le montant du précompte immobilier, certaines exonérations totales ou partielles sont accordées, telles qu'elles existaient dans les lois coordonnées :

— exonération selon certains plafonds des deux tiers du revenu cadastral de la maison d'habitation appartenant à un propriétaire, même dans le cas où, possédant plusieurs maisons, le propriétaire ne peut habiter sa maison d'habitation pour des raisons professionnelles ou sociales;

— exonération complète durant dix ans pour les nouvelles constructions dont le revenu cadastral ne dépasse pas 6 000, 8 000 et 12 000 francs selon la catégorie de communes et dont le propriétaire réunit certaines conditions;

— réduction de 25 % pour les habitations modestes occupées entièrement par leur propriétaire lorsque le revenu cadastral nouveau ne dépasse pas les mêmes montants que ci-dessus et maintient des droits acquis pour les bénéficiaires antérieurs;

— réduction de 20 % pour la maison d'habitation occupée par un grand invalide de la guerre;

— réduction de 10 % par enfant à charge lorsque la famille comprend au moins deux enfants en vie;

— remise ou modération ou dans une mesure proportionnelle à la durée et à l'importance de l'importunité ou de la perte ou de l'absence de jouissance de revenu.

b) Le *précompte mobilier*.

Celui-ci est fixé à 15 %, en principe, pour ⁽²⁾ tous les revenus à caractère mobilier y compris :

— les revenus des fonds publics et les revenus des dépôts bancaires;

— les revenus en ce moment taxés à des taux réduits (revenus d'épargne, dividendes des intercommunales).

Ce montant de 15 % est retenu par le débiteur du revenu mobilier.

Les dividendes distribués appellent deux observations :

(1) Ce chapitre remplace la section I du Document n° 264/42 (1961-1962) (Annexe II).

(2) Des dérogations pourront être envisagées pour tenir compte des droits réels, tels que les emprunts d'Etat émis avant la réforme et d'autres situations particulières.

III. — Berekeningen ter bepaling van het bedrag van de globale belasting ⁽¹⁾.

Wat het *statuut van de natuurlijke personen* betreft, dient men een reeks berekeningen te onderscheiden die het bedrag van de te betalen belasting bepalen; die berekeningen slaan op: de inning van de voorheffingen, de afhoudingen, de globalisatie, de aanrekening en de terugbetaling van de voorheffingen.

1° De inning van de voorheffingen.

a) De *onroerende voorheffing* stemt overeen met een belasting van 3 %. Die 3 % treft het nieuw kadastraal inkomen van ieder onroerend goed of het dubbel van het oud kadastraal inkomen wat betreft de outillering en het nijverheidsmaterieel.

Deze aanslagvoet wordt op 2 % gebracht voor de onroerende goederen toebehorend aan sommige maatschappijen voor sociale woningen.

Bij de aldus bekomen voorheffing dienen gevoegd de provinciale en gemeentelijke opcentiemen, waarvan het getal verminderd werd in functie van de nieuwe kadastrale basis.

Op het bedrag van de onroerende voorheffing worden zekere volledige of gedeeltelijke vrijstellingen verleend zoals zij bestonden in de gecoördineerde wetten :

— vrijstelling, volgens zekere grensbedragen, van de twee derde van het kadastraal inkomen van een aan een eigenaar toebehorend woonhuis, zelfs indien hij eigenaar is van verscheidene huizen en, om beroeps- of sociale redenen, zijn woonhuis niet kan betrekken;

— volledige vrijstelling gedurende tien jaar voor de nieuwe gebouwen waarvan het kadastraal inkomen, volgens de klasse van gemeenten, niet de 6 000, 8 000 en 12 000 frank te boven gaat en waarvan de eigenaar aan zekere voorwaarden voldoet;

— vermindering met 25 % voor de bescheiden woningen welke uitsluitend door hun eigenaar betrokken worden, wanneer het nieuw kadastraal inkomen de hierboven vermelde bedragen niet te boven gaat, en behoud van de verworven rechten voor de vroegere begunstigten;

— vermindering met 20 % voor het woonhuis betrokken door een groot-oorlogsinvalides;

— vermindering met 10 % per kind ten laste, wanneer het gezin ten minste twee kinderen in leven telt;

— kwijtschelding of proportionele vermindering overeenkomstig de duur en de hoegrootheid van de improductiviteit of van het verlies of het ontbreken van het genot van inkomsten.

b) De *roerende voorheffing*.

Deze wordt principieel ⁽²⁾ vastgesteld op 15 % voor al de inkomsten van roerende aard, met inbegrip van :

— de inkomsten uit openbare fondsen en de inkomsten uit bankdeposito's;

— de inkomsten welke thans tegen een verlaagde voet worden aangeslagen (inkomsten uit spaargelden, dividend der intercommunale verenigingen, enz.).

Dit bedrag van 15 % wordt ingehouden door de schuldenaar van het roerende inkomen.

De uitgekeerde dividend vergen twee opmerkingen.

(1) Dit hoofdstuk vervangt sectie I van *Stuk n° 264/42* (1961-1962) (Bijlage II).

(2) Afwijkingen zouden kunnen overwogen worden om rekening te houden met de verworven rechten, zoals Staatsleningen die vóór de hervorming zijn uitgeschreven en andere bijzondere toestanden (art. 43, § 2, van het ontwerp).

Tout d'abord le calcul à faire par le contribuable est particulièrement complexe en raison de ce qu'on appelle le crédit d'impôt (ou paiement anticipé de l'actionnaire). Lorsqu'une société affecte à la distribution un bénéfice de 100 francs, la société doit supporter un impôt de 30 % de ce bénéfice soit 30 francs. La moitié de cette somme, soit 15 % dudit bénéfice ou 15 francs, est considérée comme un paiement anticipé de l'actionnaire.

Le calcul du précompte mobilier pour les dividendes (bénéfices distribués par les sociétés) sera donc le suivant :

On prend pour base les 70 francs attribués à l'actionnaire, on le majore des 15 francs qui ont été retenus comme crédit d'impôt. Sur ce montant de 85 francs, la société retient le précompte ordinaire de 15 %, soit :

$$85 \times \frac{15}{100} = F 12,75.$$

Comme il sera rappelé plus loin l'imputation du précompte mobilier sur les dividendes sera également complexe.

c) Complément de précompte mobilier.

Ensuite la procédure de perception de l'impôt sur les dividendes offre une particularité supplémentaire par l'instauration d'un précompte « de contrôle ».

Lorsque le contribuable encaisse ses dividendes :

— il peut autoriser l'organisme payeur à communiquer à l'Administration des Contributions le montant des dividendes encaissés en vue de la vérification de sa déclaration;

— il peut garder l'anonymat, refuser cette communication et dès lors payer un précompte de contrôle (ou complément de précompte mobilier) de 15 % qui est retenu par l'organisme payeur.

d) Le précompte professionnel ⁽¹⁾.

Comme sous les lois coordonnées, les revenus professionnels font l'objet selon le cas de versements anticipatifs ou de retenues à la source.

Au cas où le contribuable (commerçant, artisan ou titulaire d'une profession libérale), n'a pas versé anticipativement l'impôt afférent proportionnellement à ses revenus professionnels, celui-ci est majoré de 15 %. Aucune majoration n'est toutefois appliquée sur la partie de l'impôt qui est versée anticipativement avant le 15 juillet; elle est de 7,5 % sur la partie de l'impôt versé avant le 15 janvier.

Le montant du précompte professionnel sur les rémunérations et pensions est fixé selon les barèmes qui tiennent compte des déductions pour charges de famille et des abattements au titre de dépenses et charges professionnelles déductibles.

⁽¹⁾ Les appointés, salariés ou pensionnés peuvent ou justifier les dépenses effectuées ou bénéficier d'un forfait de :

- 20 % jusqu'à 85 000 francs avec un minimum de 7 500 francs;
- 15 % de 85 000 à 300 000 francs avec un minimum de 17 000 francs;
- 10 % au-delà de 300 000 francs avec un minimum de 45 000 francs et un maximum de 60 000 francs.

La différenciation des taux de ce forfait trouve son origine dans la suppression de la déductibilité de l'impôt. Le forfait actuel de 25 %

In de eerste plaats is de berekening die de belastingplichtige dient te maken, uiterst ingewikkeld wegens wat men pleegt te noemen het belastingkrediet (of vooruitbetaling door de aandeelhouder). Wanneer een vennootschap een winst van 100 frank voor uitkering aanwendt, moet de vennootschap 30 % belasting van deze winst, of 30 frank dragen. De helft van deze som, of 15 % van de bedoelde winst, d.i. 15 frank, wordt beschouwd als een vooruitbetaling van de aandeelhouder.

Voor de berekening van de roerende voorheffing op de dividenden (door de vennootschappen uitgekeerde winsten) zal als volgt te werk worden gegaan :

Als basis wordt genomen de 70 frank, aan de aandeelhouder uitgekeerd, daarbij wordt de 15 frank die als belastingkrediet werden afgehouden, gevoegd. Op dit bedrag van 85 frank houdt de vennootschap de gewone voorheffing van 15 % af :

$$85 \times \frac{15}{100} = F 12,75.$$

Zoals verder wordt aangetoond, zal ook aanrekening van de roerende voorheffing op de dividenden een ingewikkelde zaak worden.

c) Aanvullende roerende voorheffing.

Voorts is aan de wijze van inning van de belasting op de dividenden nog een eigenaardigheid verbonden door het invoeren van een « controlevoorheffing ».

Wanneer de belastingplichtige zijn dividenden moet incasseren :

— kan hij het organisme dat de betaling doet ertoe machtigen om aan het Bestuur der Belastingen het bedrag mede te delen van de geïncasseerde dividenden met het oog op het nazien van zijn aangifte;

— of wel kan hij de anonimiteit bewaren, weigeren dat dergelijke mededeling wordt gedaan en dienvolgens een controlevoorheffing (of aanvullende roerende voorheffing) van 15 % betalen, die door de uitbetalende instelling wordt afgehouden.

d) De bedrijfsvoorheffing ⁽¹⁾.

Zoals onder het stelsel van de gecoördineerde wetten zijn de bedrijfsinkomsten al naar gelang van het geval het voorwerp van vooruitbetalingen of van inhoudingen aan de bron.

Ingeval de belastingplichtige (handelaar, ambachtsman of beoefenaar van een vrij beroep) niet vooraf de belasting naar evenredigheid van zijn inkomsten, heeft betaald, wordt deze met 15 % verhoogd. Nochtans wordt geen verhoging toegepast op het deel van de vóór 15 juli bij voorbaat gestorte belasting; zij bedraagt 7,5 % op het deel van de vóór 15 januari gestorte belasting.

Het bedrag van de bedrijfsvoorheffing op de bezoldigingen en pensioenen wordt vastgesteld volgens de schalen waarin rekening is gehouden met de verminderingen wegens gezinslast en de abattements op grond van aftrekbare bedrijfsuitgaven en -lasten.

⁽¹⁾ De bedienden, de werknemers of de gepensioneerden mogen de gedane uitgaven rechtvaardigen of wel genieten zij een forfait van :

- 20 % tot 85 000 frank met een minimum van 7 500 frank;
- 15 % van 85 000 tot 300 000 frank met een minimum van 17 000 frank;
- 10 % boven de 300 000 frank met een minimum van 45 000 frank en een maximum van 60 000 frank.

Het verschil in deze forfaitaire tarieven vindt zijn oorsprong in de afschaffing van de aftrekbaarheid der belastingen. Het huidige forfaitaire

2° Les déductions pour établir le revenu global net.

Les revenus nets des différentes catégories y compris les revenus divers, sont additionnés et du total obtenu l'on déduit les frais d'assurances, les intérêts d'emprunts, les rentes alimentaires, dans les limites indiquées à l'article 18.

3° L'application du barème de l'impôt global.

Les revenus de toutes origines sont additionnés et soumis au taux de l'impôt global si ces revenus dépassent les minimums exonérés, à savoir :

- 25 000 francs pour le célibataire;
- 30 000 francs pour 1 personne à charge;
- 35 000 francs pour 2 personnes à charge;
- 40 000 francs pour 3 personnes à charge;
- 60 000 francs pour 4 personnes à charge;
- 60 000 francs + 30 000 francs par personne à charge au-delà de la quatrième.

Ce barème est repris à la section 4, annexe II, (Doc. n° 264/42).

Les réductions pour charges de famille sont reprises à la section 6, annexe II (Doc. n° 264/42).

4° Imputation des précomptes.

Sur le montant de l'impôt global obtenu après application du barème à l'ensemble des revenus, le contribuable peut imputer :

a) le *précompte immobilier* avec un maximum de 20 % du revenu cadastral pour les personnes physiques, la quotité imputable du précompte immobilier ne peut cependant pas dépasser la partie de l'impôt proportionnellement afférente aux revenus immobiliers.

b) au titre de *précompte mobilier* :

— pour les revenus d'actions ou parts ou de capitaux investis, le crédit d'impôt de 15 % (c'est-à-dire la moitié de l'impôt supporté par la société distributrice du dividende) et le précompte mobilier de 15 % de 85, soit F 12,75;

Sur 85 francs, l'actionnaire a donc déjà payé :

$$15 + 12,75 = 27,75, \text{ soit } 32 \, \%.$$

— pour la plus grande partie des autres revenus mobiliers, le précompte de 15 % ou le précompte fictif.

— pour les revenus étrangers, la quotité forfaitaire d'impôt étranger.

Pour les personnes physiques, les déductions au titre de précompte mobilier sont limitées à la partie de l'impôt qui résulte de la globalisation des revenus mobiliers.

couvre, en effet, tant la taxe professionnelle déductible que les charges professionnelles. Les impôts déductibles augmentant avec le revenu, le nouveau forfait devait être dégressif.

Les administrateurs et personnes exerçant des fonctions analogues ainsi que les associés actifs dans les sociétés de personnes qui n'auront pas opté pour l'assujettissement de leurs bénéfices à l'impôt des personnes physiques pourront soustraire un forfait de 5 % avec plafond de 60 000 francs. Certaines déductions actuellement autorisées seront maintenues, notamment les cotisations sociales.

Afin de favoriser le revenu du travail par rapport aux autres catégories de revenus, un abattement de 5 % avec un minimum de 5 000 francs et un maximum de 10 000 francs est appliqué. Les pensionnés ne disposant pas d'autres revenus professionnels que leur pension peuvent dans tous les cas déduire 10 000 francs; cette somme est portée à 12 000 francs pour les mineurs et marins pensionnés.

2° De bedragen welke dienen afgetrokken om het netto globale inkomen vast te stellen.

De netto-inkomsten van de diverse categorieën, inclusief de diverse inkomsten, worden samengeteld en van het verkregen totaal worden afgetrokken de verzekeringskosten, de interesten van leningen, de uitkeringen tot onderhoud, binnen de in artikel 18 aangeduide grenzen.

3° De toepassing van de voor de globale belasting geldende schaal.

De inkomsten van alle aard worden samengevoegd en de aanslagvoet van de globale belasting wordt erop toegepast indien deze inkomsten de vrijgestelde minima te boven gaan, nl. :

- 25 000 frank voor een vrijgezel;
- 30 000 frank voor 1 persoon ten laste;
- 35 000 frank voor 2 personen ten laste;
- 40 000 frank voor 3 personen ten laste;
- 60 000 frank voor 4 personen ten laste;
- 60 000 + 30 000 frank per persoon ten laste boven de vierde.

De schaal wordt in sectie 4, bijlage IV medegedeeld (Stuk n° 264/42).

De verminderings wegens gezinslasten komen in sectie 6, bijlage II voor (Stuk n° 264/42).

4° De aanrekening van de voorheffingen.

Op het bedrag van de globale belasting dat is verkregen na toepassing van de in de schaal voorkomende aanslagvoeten op de gezamenlijke inkomsten, mag de belastingplichtige aanrekenen :

a) de *onroerende voorheffing*, niet een maximum van 20 % van het kadastraal inkomen voor de natuurlijke personen, mag het aanrekenbare gedeelte van de onroerende voorheffing nochtans het deel van de belasting niet overschrijden dat proportioneel de onroerende inkomsten treft;

b) als *roerende voorheffing* :

— voor de inkomsten uit aandelen, delen of belegde kapitaal, het belastingkrediet van 15 % (t.t.z. de helft van de door de dividenduitkerende vennootschap gedragen belasting) en de roerende voorheffing van 15 % op 85, zegge F 12,75;

Op 85 frank heeft de aandeelhouder dus reeds gekweten :

$$15 + 12,75 = 27,75, \text{ zegge } 32 \, \%.$$

— voor het merendeel van de andere inkomsten uit roerende kapitalen, de voorheffing van 15 % of de fictieve voorheffing;

— voor de buitenlandse inkomsten, het forfaitair bedrag aan buitenlandse belasting.

Voor de natuurlijke personen wordt de aftrek uit hoofde van roerende voorheffing beperkt tot het deel van de belasting dat uit de globalisatie van de roerende inkomsten voortvloeit.

bedrag van 25 % dekt inderdaad zowel de aftrekbare bedrijfsbelasting als de beroepslasten. Daar de aftrekbare belastingen stijgen naar gelang van het inkomen moest het nieuwe forfaitair bedrag degressief zijn.

De beheerders en de personen die gelijkaardige functies uitoefenen alsook de werkende vennoten van de personenvennootschappen die niet geopteerd hebben voor de onderwerping van hun winsten aan de personenbelasting, mogen een forfaitair bedrag van 5 % met een plafond van 60 000 frank aftrekken. Zekere thans toegestane aftrekken, n.l. de sociale bijdragen, zullen behouden blijven.

Ten einde het inkomen uit arbeid te bevoordelen met betrekking tot de andere categorieën van inkomsten mag een abattement van 5 % met een minimum van 5 000 frank en een maximum van 10 000 frank toegepast worden. De gepensioneerden die buiten hun pensioen over geen andere bedrijfsinkomsten beschikken, mogen altijd 10 000 frank aftrekken; dit bedrag wordt verhoogd tot 12 000 frank voor de gepensioneerde mijnwerkers of zeelieden.

Un précompte de contrôle sera perçu dans certains cas. Comme il est dit ci-avant le contribuable peut éviter celui-ci. Le précompte de contrôle est imputable intégralement.

c) au titre de *précompte professionnel* : le montant retenu à la source ou le versement anticipatif.

Le précompte professionnel est imputable intégralement. Lorsque les revenus immobiliers et mobiliers ont un caractère professionnel, le précompte immobilier (20 % du revenu cadastral) et le précompte mobilier y afférents sont imputés intégralement sur la partie de l'impôt qui correspond proportionnellement aux revenus professionnels.

5° La restitution des excédents de précomptes.

La partie du précompte immobilier qui dépasserait le montant imputable n'est pas restituable.

Il en est de même du précompte mobilier. Cependant la restitution sera accordée à partir de l'exercice 1966.

Par contre, le précompte professionnel, le versement anticipatif et le précompte de contrôle (mobilier) sont entièrement restituables.

On procédera comme suit :

Une fois que sera connu le montant de l'impôt global afférent au revenu global net du contribuable :

— on imputera le précompte immobilier et mobilier dans la mesure prévue, et sur le solde restant de l'impôt global on imputera intégralement le versement anticipatif et le précompte professionnel et le supplément qui dépasserait le montant de l'impôt global sera restitué s'il dépasse 300 francs.

IMPÔT DES SOCIÉTÉS.

On peut synthétiser comme suit le régime fiscal des sociétés.

A. — Sociétés par actions.

Les bénéfices distribués ou non sont soumis à l'impôt global au taux de 30 %, ce taux étant porté à 35 % pour ce qui concerne la partie des bénéfices réservés dépassant cinq millions de francs.

Le taux est ramené à 25 % pour la partie de bénéfices réservés et des dépenses non admises lorsque leur montant global ne dépasse pas 1 million.

Les rémunérations allouées aux administrateurs, commissaires, etc., sont également comprises dans les bénéfices de la société, mais seulement dans certaines limites et conditions.

Ces rémunérations sont en outre soumises à l'impôt des personnes physiques et font l'objet du précompte professionnel. Ce précompte est imputable sur l'impôt dû sur le revenu global et est remboursable. On peut en outre imputer au crédit d'impôt de 15 % du montant des rémunérations qui ont été incorporées dans la base taxable de la société (crédit non remboursable).

Les actionnaires sont soumis au précompte mobilier (15 %) sur les revenus qui leur sont alloués, augmentés du crédit d'impôt. Ce précompte est, rappelons-le, imputable dans la mesure indiquée ci-avant, sur l'impôt définitif afférent aux revenus mobiliers mais provisoirement remboursable.

Een controle-voorheffing zal, zoals hoger vermeld, in sommige gevallen geïnd worden. De belastingplichtige zal deze voorheffing kunnen ontgaan. De controle-voorheffing is volledig aanrekenbaar.

c) als *bedrijfsvoorheffing* : de aan de bron ingehouden som of de vervroegde storting.

De bedrijfsvoorheffing is volledig aanrekenbaar. Als de onroerende en roerende inkomsten een bedrijfskarakter vertonen, worden de onroerende voorheffing (20 % van het kadastraal inkomen) en de roerende voorheffing, die erop betrekking hebben, volledig aangerekend op het deel van de belasting dat proportioneel overeenkomt met de bedrijfsinkomsten.

5° De teruggave van het voorheffingsoverschot.

Het gedeelte van de onroerende voorheffing dat het aanrekenbaar bedrag overschrijdt, is niet vatbaar voor teruggave.

Hetzelfde geldt voor de roerende voorheffing. Nochtans zal de teruggave toegestaan worden vanaf het dienstjaar 1966.

Daarentegen zijn de bedrijfsvoorheffing, de vooruitbetaling en de (roerende) controle-voorheffing vatbaar voor algehele teruggave.

Daarbij zal als volgt worden te werk gegaan :

Als het bedrag van de globale belasting op het netto globale inkomen van de belastingplichtige eenmaal gekend is :

— rekent men de onroerende en roerende voorheffingen aan in de voorziene mate en het restant van de globale belasting rekent men integraal de voorafbetaling en de bedrijfsvoorheffing aan, en het supplement dat het bedrag van de globale belasting zou overschrijden, zal worden teruggegeven als het meer dan 300 frank bedraagt.

VENNOOTSCHAPSBELASTING.

Men kan het fiscaal regime van de vennootschappen als volgt synthetisch samenvatten :

A. — Vennootschappen op aandelen.

De al dan niet uitgekeerde winsten worden aan de globale belasting onderworpen tegen een aanslagvoet, van 30 % verhoogd tot 35 % voor het deel van de gereserveerde winsten dat vijf miljoen frank te boven gaat.

Het percentage wordt teruggebracht tot 25 % voor het deel van de gereserveerde winsten en de niet-erkende uitgaven wanneer hun globaal bedrag dit van 1 miljoen niet overschrijdt.

De bezoldigingen aan de beheerders, commissarissen, enz., toegekend, worden eveneens in de winsten van de vennootschap begrepen, maar enkel met inachtneming van bepaalde grenzen en voorwaarden.

Deze bezoldigingen worden bovendien aan de belasting van de natuurlijke personen onderworpen en zijn het voorwerp van de bedrijfsvoorheffing. Deze voorheffing wordt aangerekend op de verschuldigde belasting op de globale inkomsten en is terugbetaalbaar. Bovendien mag een belastingkrediet aangerekend worden ten belope van 15 % van het bedrag der bezoldigingen die opgenomen werden in de belastinggrondslag van de vennootschap (niet-terugbetaalbaar krediet).

De aandeelhouders worden aan de roerende voorheffing onderworpen (15 %) op de hen toegekende inkomsten, verhoogd met het belastingkrediet. Laten we in herinnering brengen, dat deze voorheffing in de hierboven opgegeven mate aanrekenbaar is op de definitieve belasting betrekking hebbende op de roerende inkomsten maar dat ze niet voorlopig terugbetaalbaar is.

Il sera en outre déduit de l'impôt de l'actionnaire le crédit d'impôt qui sera censé compris à concurrence de 15 % dans l'impôt des sociétés. Ce crédit d'impôt ne pourra toutefois donner lieu à remboursement.

*
**

En cas de liquidation, la société paie 30 % sur toute somme répartie au-delà du montant éventuellement revalorisé du capital social entièrement libéré restant à rembourser, qui ne dépasse pas le montant des bénéfices antérieurement réservés et 15 % sur le surplus.

En ce qui concerne les actionnaires, ils ne sont en principe pas imposables sur les sommes leurs allouées à la liquidation, à moins qu'il s'agisse de sociétés qui ont affecté les titres à l'exercice d'une activité professionnelle. Dans ce cas, les boni de liquidation concourent à la formation du résultat de l'entreprise et ils seront considérés comme des revenus déjà taxés et partant déductibles au même titre que les revenus d'actions.

B. — Sociétés de personnes à responsabilité limitée, sociétés en nom collectif, coopératives, sociétés en commandite simple.

Ces sociétés auront la faculté d'opter soit pour le régime des personnes physiques, soit pour celui des sociétés.

Dans ce dernier cas, l'ensemble des bénéfices non distribués et des revenus de capitaux investis alloués aux associés actifs et non actifs, est soumis à l'impôt global au taux de 30 %, ce taux étant porté à 35 % pour ce qui concerne la partie des bénéfices réservés dépassant cinq millions de francs (ce taux est ramené à 25 % pour les bénéfices réservés et les dépenses non admises lorsque leur montant global ne dépasse pas 1 million.

Les associés sont soumis à l'impôt des personnes physiques. Le précompte mobilier (15 %) s'applique aux sommes attribuées en rémunération des capitaux investis.

Ce précompte est imputable dans la mesure indiquée ci-dessus sur l'impôt définitif afférent aux revenus mobiliers mais provisoirement non remboursable.

Il sera en outre déduit de l'impôt des associés, un crédit d'impôt afférent aux revenus de capitaux investis qui sera censé compris, à concurrence de 15 % dans l'impôt des sociétés. Ce crédit d'impôt ne pourra donner lieu à remboursement. Les dispositions applicables en cas de liquidation des sociétés par actions valent pour les sociétés de personnes.

C. — Sociétés étrangères.

Lorsqu'elles se livrent en Belgique, à une exploitation ou à des opérations à caractère lucratif, ces sociétés sont soumises à l'impôt des non-résidents, au taux de 35 % sur l'ensemble des revenus qu'elles ont réalisés ou recueillis en Belgique.

Si elles ne se livrent pas en Belgique à de telles opérations, l'imposition s'applique à raison des seuls revenus de propriétés foncières et des revenus et produits de capitaux mobiliers qu'elles ont recueillis en Belgique, et l'impôt dû sera censé correspondre aux précomptes.

Van de belasting van de aandeelhouder zal bovendien het belastingkrediet afgetrokken worden, dat zal worden beschouwd als zijnde ten belope van 15 % begrepen in de belasting van de vennootschappen. Dit belastingkrediet zal evenwel geen aanleiding tot terugbetaling kunnen geven.

*
**

In geval van liquidatie betaalt de vennootschap 30 % op ieder bedrag dat verdeeld wordt boven het eventueel gerevalueerd bedrag van het volledig volgestort nog terug te betalen maatschappelijk kapitaal, dat het bedrag der vroeger gereserveerde winsten niet overschrijdt en 15 % op het overschot.

Wat de aandeelhouders betreft, deze zijn in principe niet belastbaar op de hun bij de liquidatie toegekende sommen, tenzij het gaat over vennootschappen die de effecten aangewend hebben ter uitoefening van een beroepsbedrijvigheid. In dergelijk geval zullen de liquidatieboni bijdragen tot de vorming van het resultaat der onderneming en zullen zij beschouwd worden als reeds belaste inkomsten en bijgevolg, met hetzelfde recht als de inkomsten uit aandelen, reduceerbaar.

B. — Personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid, vennootschappen onder firma, coöperatieve vennootschappen, vennootschappen bij eenvoudige geldschieting.

Deze vennootschappen zullen ofwel het stelsel van de natuurlijke personen, ofwel het stelsel van de vennootschappen mogen kiezen.

In dit laatste geval wordt het geheel van de niet uitgekeerde winsten en van de inkomsten uit belegde kapitalen, die aan de werkende en niet-werkende vennoten worden uitgekeerd, aan de globale belasting onderworpen tegen een aanslagvoet van 30 % verhoogd tot 35 % voor het deel van de gereserveerde winsten dat vijf miljoen frank te boven gaat. Dit percentage wordt teruggebracht tot 25 % voor de gereserveerde winsten en de niet-erkende uitgaven wanneer het globale bedrag ervan de som van 1 miljoen niet overschrijdt.

De vennoten worden aan de belasting van de natuurlijke personen onderworpen. De roerende voorheffing (15 %) is toepasselijk op de sommen toegekend ter vergoeding van de belegde kapitalen.

Deze voorheffing is in de hierboven opgegeven mate aanrekenbaar op de definitieve belasting, betrekking hebbende op de roerende inkomsten, maar is niet voorlopig terugbetaalbaar.

Van de belasting van de vennoten zal bovendien afgetrokken worden een belastingkrediet overeenstemmende met de inkomsten uit belegde kapitalen, dat zal geacht worden, ten belope van 15 %, in de belasting van de vennootschappen begrepen te zijn. Dit belastingkrediet zal tot geen terugbetaling kunnen aanleiding geven. De beschikkingen van toepassing bij liquidatie van de vennootschappen op aandelen gelden ook voor de personenvennootschappen.

C. — Vreemde vennootschappen.

Wanneer ze in België een exploitatie of winstgevende bezigheden hebben, worden deze vennootschappen aan de belasting van de niet-inwonenden onderworpen tegen de aanslagvoet van 35 % op het geheel van de inkomsten die ze in België gerealiseerd of ontvangen hebben.

Indien ze zich in België niet met dergelijke verrichtingen bezighouden, dan wordt de belasting toegepast enkel uit hoofde van de inkomsten uit grondeigendommen en van de inkomsten en opbrengsten van roerende kapitalen die ze in België hebben opgestreken; de verschuldigde belasting zal geacht worden met de voorheffingen overeen te stemmen.

DEUXIÈME PARTIE.

DISCUSSION DES ARTICLES.

Sur proposition de votre Commission, un rapporteur a fait un exposé succinct des modifications de forme et de fond apportées par le Sénat au projet ⁽¹⁾.

La Commission entame immédiatement la discussion des articles.

IMPOT DES PERSONNES PHYSIQUES.

Les articles 1, 2 et 3 sont adoptés sans observations par 12 voix contre 1.

Dans la rédaction néerlandaise de l'article 2, § 2, 2°, 5° et 6° lignes, le mot : « handelsbedrijvigheid », remplace le mot : « handelsbedrijf ».

REVENUS DES PROPRIÉTÉS FONCIÈRES.

L'article 4 a fait l'objet de trois nouvelles stipulations adoptées par le Sénat, au § 2.

1° La définition administrative de la parcelle cadastrale est désormais incluse dans la loi (§ 2, 3°).

2° Le contribuable qui a plusieurs maisons et ne peut en occuper aucune pour des raisons professionnelles ou sociales peut soustraire à l'impôt global le revenu d'une de ces maisons (§ 2, 4°).

3° L'Administration doit, d'office, adopter le régime le plus favorable pour le contribuable lorsque la non-globalisation de tout ou partie du revenu de sa maison d'habitation le défavorise (§ 2, 4°).

Deux commissaires s'informent de la portée exacte de cette disposition.

Cette rectification est-elle automatique ?

L'Administration ne peut-elle évoquer l'article 41, § 4, relatif au précompte immobilier où se rencontre l'expression « à la demande de l'intéressé » ?

Le Ministre confirme que la rectification par l'Administration doit se faire d'office, sans demande de l'intéressé et sans envoi de l'avis de rectification prévu à l'article 55, § 12, des lois coordonnées.

⁽¹⁾ Voir la première partie du rapport.

TWEEDE DEEL.

ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING.

Op voorstel van uw Commissie heeft een verslaggever een bondige uiteenzetting gegeven van de wijzigingen die door de Senaat in de vorm en de grondbeginselen van het ontwerp werden aangebracht ⁽¹⁾.

De Commissie vat onmiddellijk de artikelsgewijze bespreking aan.

PERSONENBELASTING.

De artikelen 1, 2 en 3 worden zonder opmerkingen goedgekeurd met 12 stemmen tegen 1.

In de Nederlandse tekst van artikel 2, § 2, 2°, 5° en 6° regel, wordt het woord : « handelsbedrijf », vervangen door : « handelsbedrijvigheid ».

INKOMSTEN UIT GRONDEIGENDOMMEN.

Met betrekking tot *artikel 4* heeft de Senaat drie nieuwe bepalingen in § 2 goedgekeurd.

1° De kadastrale omschrijving van het kadastraal perceel is voortaan opgenomen in de wet (§ 2, 3°).

2° De belastingplichtige die verscheidene woonhuizen bezit, doch er om redenen van professionele of sociale aard geen enkel kan van bezetten, mag het inkomen van één van deze huizen aftrekken van de globale belasting (§ 2, 4°).

3° De Administratie moet ambtshalve de gunstigste regeling voor de belastingplichtige toepassen wanneer hij benadeeld wordt door de niet-globalisatie van het volledig inkomen van zijn woonhuis of van een gedeelte ervan (§ 2, 4°).

Twee leden vragen uitleg over de juiste draagwijdte van deze bepaling.

Gebeurt de aanpassing automatisch ?

Mag artikel 41, § 4, betreffende de onroerende voorheffing, waarin de uitdrukking « op aanvraag van de belanghebbende » voorkomt, niet door de Administratie ingeroepen worden ?

De Minister bevestigt dat de wijziging door het Bestuur ambtshalve moet geschieden, zonder dat de betrokkene daartoe een aanvraag moet indienen en zonder dat het bij artikel 55, § 12, van de gecoördineerde wetten voorgeschreven bericht van wijziging dient toegestuurd te worden.

⁽¹⁾ Zie het eerste deel van het verslag.

REVENUS ET PRODUITS DES CAPITAUX ET BIENS MOBILIERS.

L'article 5 a subi des modifications qui tendent à préciser la portée du texte.

Au § 3, la nouvelle rédaction adoptée par le Sénat implique que seule est soumise à l'impôt, la partie des intérêts de dépôts d'épargne qui dépasse le montant exonéré.

Au § 4, les conditions selon lesquelles un capital est libéré effectivement sont précisées : il n'y a pas libération effective dans le cas d'incorporation au capital social de bénéfices « autres que ceux distribués ayant subi leur régime fiscal propre ».

Au même paragraphe, un commissaire défend un amendement qui élève le montant exonéré des dépôts d'épargne de 1 500 à 3 000 francs (*Doc. n° 264/54*).

Cet amendement veut favoriser l'épargne sociale et tend en outre à réaliser une simplification en excluant de toute taxation un grand nombre de dépôts modiques.

Le Ministre demande le rejet pour deux raisons :

1° actuellement le pourcentage d'impôt atteint 2,40 % à partir d'un montant de 400 francs. Dans le nouveau système ce pourcentage se fera sentir seulement à partir d'un montant de 2 500 francs.

2° la situation des investisseurs en dépôts d'épargne est déjà privilégiée par le fait que l'intérêt net de 3 % n'est pas soumis au précompte. Cette situation pourrait même devenir dangereuse, si les taux d'intérêts étaient relevés dans le but d'attirer les investisseurs.

L'amendement est rejeté par 12 voix contre 1.

L'article 5 est adopté par 12 voix contre 1.

REVENUS PROFESSIONNELS.

Article 6.

Pour éviter des interprétations divergentes du nouveau texte du § 3, 1°, de cet article, la Commission décide qu'il faut se référer au texte français.

Au § 3, le Sénat a précisé ce qu'il fallait entendre par provisions que l'on peut exclure des bénéfices imposables. Il s'agit « des provisions constituées dans les limites et aux conditions déterminées par le Roi en vue de faire face à toutes pertes ou à toutes charges nettement précisées et que les événements en cours rendent probables ».

A ce § 3, un commissaire défend un amendement tendant à préciser les indemnités à incorporer au bénéfice imposable (*Doc. n° 264/54*).

Pour faire partie du bénéfice, ces indemnités devraient être la compensation de la réduction de l'activité ou des bénéfices de l'entreprise; dans le cas d'une réparation des pertes du bénéfice, l'indemnité devrait au moins couvrir 80 % de la réduction ou de la perte subie.

En ce qui concerne la justification de cet amendement, voir *Document n° 264/54* (p. 2).

Dans sa réponse le Ministre se réfère aux discussions antérieures (voir rapport Chambre, *Doc. n° 264/42*, p. 74 et rapport Sénat, *Doc. n° 366*, p. 87).

L'amendement est sans objet, dit-il, parce que dans la pratique depuis la loi du 8 mars 1951, la réparation des

INKOMSTEN UIT EN OPBRENGSTEN VAN ROERENDE KAPITALEN EN GOEDEREN.

In artikel 5 werden wijzigingen aangebracht om de draagwijdte van de tekst te verduidelijken.

In § 3 heeft de nieuwe door de Senaat goedgekeurde tekst tot gevolg dat alleen belast wordt het gedeelte van de interesten van spaardeposito's, dat het vrijgestelde bedrag overtreft.

Bij § 4 worden de voorwaarden die betrekking hebben op de werkelijke storting van een kapitaal, nader omschreven : er is geen werkelijke storting bij opnemings in het maatschappelijk kapitaal van winsten « andere dan uitgekeerde winsten die hun eigen fiscaal regime hebben ondergaan ».

Bij dezelfde paragraaf wordt door een lid een amendement verdedigd, ertoe strekkend het vrijgesteld bedrag voor de spaardeposito's van 1 500 op 3 000 frank te brengen (*Stuk n° 264/54*).

Dit amendement beoogt de bevordering van het speciale sparen en streeft ook een vereenvoudiging na door een groot aantal deposito's met een klein bedrag vrij te stellen.

De Minister vraagt het amendement te verwerpen om twee redenen :

1° thans bereikt het belastingpercentage 2,40 % vanaf een bedrag van 400 frank. In het nieuw stelsel zal dit percentage zich slechts laten voelen vanaf een bedrag van 2 500 frank.

2° degenen die kapitalen beleggen in spaardeposito's, verkeren reeds in een bevoorrechte toestand, doordat de voorheffing niet van toepassing is op de 3 % netto-interest. Die toestand kan zelfs gevaarlijk worden ingeval de interestvoeten moeten verhoogd worden om de beleggers aan te trekken.

Het amendement wordt met 12 tegen 1 stem verworpen.

Artikel 5 wordt aangenomen met 12 stemmen voor en 1 tegen.

BEDRIJFSINKOMSTEN.

Artikel 6.

Om uiteenlopende interpretaties van de nieuwe tekst van § 3, 1°, van dit artikel te voorkomen, besluit de Commissie dat de Franse tekst moet worden gevolgd.

In § 3 heeft de Senaat duidelijk gemaakt wat dient te worden verstaan onder provisies die uit de belastbare winsten afgetrokken mogen worden. Het zijn « provisies aangelegd binnen de perken en onder de voorwaarden die de Koning bepaalt, ten einde het hoofd te bieden aan scherp omschreven verliezen of lasten welke volgens de aan gang zijnde gebeurtenissen waarschijnlijk zijn ».

Bij dezelfde § 3 verdedigt een lid een amendement dat ertoe strekt de vergoedingen te bepalen die in de belastbare winst moeten worden vervat (*Stuk n° 264/54*).

Om deel uit te maken van de winst, zouden die vergoedingen de compensatie moeten zijn voor de vermindering van de activiteit of van de winsten van de onderneming; in geval van herstel van winstderving zou de vergoeding ten minste 80 % van de vastgestelde vermindering of derving moeten dekken.

Voor de verantwoording van dit amendement, zie *Stuk n° 264/54* (blz. 2).

In zijn antwoord verwijst de Minister naar de vroegere besprekingen (zie Kamerverslag, *Stuk n° 264/42*, blz. 74, en Senaatsverslag, *Stuk n° 366*, blz. 87).

Het amendement is doelloos, zegt hij, omdat, in de praktijk, sinds de wet van 8 maart 1951, de vergoeding van de

accidents de travail survenus à des salariés a toujours lieu sur la base d'un salaire intégral.

L'amendement est rejeté par 12 voix contre 1.

L'article 6 est adopté par 12 voix contre 1.

REVENUS PROFESSIONNELS IMMUNISÉS.

Article 7.

Cet article prévoit l'immunisation des plus-values, mais subordonne cette immunisation à certaines conditions.

Au § 2, un commissaire propose de modifier les conditions auxquelles est subordonnée l'immunisation des plus-values résultant d'indemnités perçues du chef de sinistres. L'immunisation serait limitée à la part de l'indemnité qui a fait l'objet d'un emploi (Doc. n° 264/54).

Le Ministre des Finances demande le rejet, pour respecter les intentions du législateur. Celui-ci a voulu favoriser le dégel d'actifs que le contribuable n'osait pas réaliser par peur de la taxation. Mais ce dégel a pour but d'orienter les actifs réalisés vers de nouveaux investissements.

L'amendement est rejeté par 12 voix contre 1.

Question :

Cette question est relative à la transformation des « filiales congolaises » qui ont dû passer du statut de droit colonial au statut de droit congolais.

Une société belge (A) actionnaire d'une société (B) (ex. société soumise à la loi du 21 juin 1927) qui a fait apport de ses avoirs à une société (C) de droit congolais, reçoit de la société B des titres de la société C.

La société réalise ses titres C qui au moment de la vente ont moins de cinq ans.

On voudrait que l'immunité de la plus-value soit accordée.

Réponse :

L'opération, telle qu'elle est exposée suppose que la société A remet à la société B ses titres B contre des titres C.

Au moment de l'échange, application pure et simple de l'article 27, § 2bis et des articles 7 et 31 de la réforme pour ce qui concerne la plus-value éventuelle réalisée sur les titres B (échange = réalisation).

Au moment de la vente des titres C, il n'est pas possible, dans l'état actuel de la jurisprudence, de considérer les titres C (société nouvelle) comme étant entrés dans le patrimoine de la société A à la date d'acquisition des titres B.

Si l'opération consiste en une répartition par la société B, de bénéfices sous la forme de titres C, ces bénéfices seront taxables au titre de dividendes (valeur réelle des titres C) et pour la détermination du régime fiscal applicable à la plus-value qui résulterait, dans le chef de la société A, de la vente ultérieure de ces titres C, on aura égard à la date d'entrée effective de ces titres C dans le patrimoine de la société A.

L'article 7 est adopté par 12 voix contre 1.

L'article 8 est adopté sans observations par 13 voix contre 1.

L'article 9 immunise les pensions, rentes et indemnités dans certaines limites. Au sujet des pensions coloniales le

werkongevallen waarvan loontrekkenden het slachtoffer zijn, steeds gebeurt op basis van een volledig loon.

Het amendement wordt verworpen met 12 stemmen tegen 1.

Artikel 6 wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1.

VRIJGESTELDE BEDRIJFSINKOMSTEN.

Artikel 7.

Dit artikel voorziet de vrijstelling van de meerwaarden, maar maakt die vrijstelling ondergeschikt aan zekere voorwaarden.

Bij § 2 stelt een commissielid voor, de voorwaarden te wijzigen waaraan de vrijstelling van de meerwaarden, die voortvloeien uit de vergoedingen die uit hoofde van rampen ontvangen worden, onderworpen is. De vrijstelling zou beperkt zijn tot het deel van de vergoeding dat het voorwerp is geweest van een wederbelegging (Stuk n° 264/54).

De Minister van Financiën vraagt de verwerping. Ten einde de inzichten van de wetgever te eerbiedigen, heeft hij het ontvriezen van activa, die de belastingplichtige niet dierf verwezenlijken uit vrees voor de belasting, willen bevorderen. Maar die ontvriezing strekt ertoe de verwezenlijkte activa te oriënteren naar nieuwe investeringen.

Het amendement wordt verworpen met 12 stemmen tegen 1.

Vraag :

Deze vraag heeft betrekking op de omzetting van de « Kongolese filialen », die van het koloniaalrechtelijk naar het Kongoleesrechtelijk statuut hebben moeten overgaan.

Een Belgische vennootschap (A), die aandeelhoudster is van een vennootschap B (bijvoorbeeld een vennootschap die onderworpen is aan de wet van 21 juni 1927) en inbreng heeft gedaan van haar vermogen in een vennootschap (C) van Kongolees recht, ontvangt van vennootschap B effecten van vennootschap C.

De vennootschap verkoopt haar effecten C die, op het ogenblik van de verkoop, minder dan vijf jaar oud zijn.

Men zou wensen dat de meerwaarde vrijgesteld wordt.

Antwoord :

De verrichting, zoals zij is uiteengezet, veronderstelt dat vennootschap A aan vennootschap B haar aandelen B tegen aandelen C overmaakt.

Op het ogenblik van de uitwisseling worden gewoonweg artikel 27, § 2bis, en artikelen 7 en 31 van de hervorming toegepast in verband met de eventuele meerwaarde die verwezenlijkt wordt op de effecten B (uitwisseling = verkoop).

Op het ogenblik van de verkoop van de effecten C is het niet mogelijk — in de huidige stand van de rechtspraak — aan te nemen dat de effecten C (nieuwe vennootschap) in het patrimonium van vennootschap A gekomen zijn op de verwervingsdatum van de effecten B.

Indien de verrichting bestaat in een verdeling, door vennootschap B, van winsten in de vorm van effecten C, zijn die winsten belastbaar als dividend (werkelijke waarde van de effecten C) en, voor de bepaling van het belastingsregime dat toepasselijk is op de meerwaarde die zou voortvloeien, in hoofde van vennootschap A, uit de latere verkoop van haar effecten C, zal men de datum in aanmerking nemen van de effectieve inbreng van die effecten C in het patrimonium van vennootschap A.

Artikel 7 wordt aangenomen met 12 stemmen voor en 1 tegen.

Artikel 8 wordt zonder opmerkingen aangenomen met 13 stemmen tegen 1.

Bij artikel 9 worden de pensioenen, renten en vergoedingen in bepaalde grenzen vrijgesteld. Wat de koloniale pen-

Ministre des Finances rappelle les prévisions consignées dans le rapport de la Chambre (Doc. n° 264/42, p. 84) et le rapport du Sénat (Doc. n° 366, p. 105).

En vertu d'une circulaire n° Ci P. 14/209.939 une partie de la pension coloniale correspondant à l'invalidité est immunisée lorsqu'on peut faire la distinction entre pension de vieillesse et pension d'invalidité. Cette circulaire reste d'application.

D'autre part, la pension des invalides du temps de paix n'est pas visée par cet article.

Un commissaire propose d'étendre l'immunisation à l'intégralité des pensions de vieillesse.

Il constate que dans le cas du contribuable qui jouit de revenus d'épargne outre sa pension de vieillesse, celle-ci devient taxable. Il estime immoral et injuste de pénaliser de la sorte l'effort que ses concitoyens ont consenti pour s'assurer une retraite meilleure (Doc. n° 264/54).

L'amendement est rejeté par 13 voix contre 1.

L'article 9 est adopté par 13 voix contre 1.

DÉTERMINATION DU MONTANT NET DES REVENUS PROFESSIONNELS.

L'article 10 est adopté sans observations par 13 voix contre 1.

L'article 11 précise les dépenses ou charges professionnelles déductibles du revenu imposable. Elles doivent avoir été faites ou supportées pendant la période imposable en vue d'acquiescer « ou » de conserver ces revenus.

Le Sénat a substitué la conjonction « ou » à la conjonction « et » parce que la jurisprudence n'a jamais exigé la réunion de ces deux conditions.

L'article 11 est réservé et sa discussion sera jointe à la discussion de l'article 21.

Les articles 12, 13 et 14 sont adoptés sans observations par 13 voix contre 1.

DÉPENSES ET ABATTEMENTS DÉDUCTIBLES DU TOTAL DES REVENUS PROFESSIONNELS.

Article 15.

Un rapporteur commente les modifications de fond adoptées par le Sénat :

- au § 1, 4°, la déduction de sommes affectées à un emprunt hypothécaire est autorisée si cet emprunt a été contracté en vue de la transformation d'un immeuble;
- au § 1, 5°, les libéralités exonérées d'impôt (qui ne peuvent dépasser 5 % du total des revenus professionnels) peuvent être faites en faveur des musées et académies royales;
- au § 1, 6°, des cotisations payées à des organismes accordant une aide aux territoires en voie de développement pourront être déduites à certaines conditions et sous certains contrôles.

Une modification de forme a été adoptée par le Sénat :

- au § 1, l'expression « société reconnue par la Belgique », a remplacé l'expression : « société mutualiste belge ».

sioenen betreft, herinnert de Minister van Financiën aan de in het verslag van de Kamer (Stuk n° 264/42, blz. 84) en in het verslag van de Senaat (Stuk n° 366, blz. 105) opgenomen uitleg.

Krachtens de omzendbrief n° Ci P. 14/209.939 wordt een gedeelte van het koloniale pensioen, dat met de invaliditeit overeenstemt, vrijgesteld als onderscheid kan worden gemaakt tussen ouderdomspensioenen en invaliditeitspensioenen.

Anderzijds, heeft dit artikel geen betrekking op de invaliden van vreedstijd.

Een lid stelt voor de vrijstelling uit te breiden tot het gehele bedrag van de ouderdomspensioenen.

Hij stelt vast dat het pensioen van de belastingplichtige, die buiten zijn ouderdomspensioen inkomsten uit spaardepot's heeft, belastbaar wordt. Het is immoreel en onrechtvaardig, de inspanningen die onze medeburgers zich hebben getroost om voor een betere oude dag te zorgen, aldus te bestraffen (Stuk n° 264/54).

Het amendement wordt met 13 stemmen tegen 1 verworpen.

Het artikel wordt aangenomen met 13 stemmen voor en 1 tegen.

BEPALING VAN HET NETTO-BEDRAG DER BEDRIJFSINKOMSTEN.

Artikel 10 wordt zonder opmerkingen aangenomen met 13 stemmen tegen 1.

In artikel 11 wordt nader bepaald welke bedrijfsuitgaven of -lasten aftrekbaar zijn van het belastbaar inkomen. Vereist is dat zij tijdens het belastbare tijdperk zijn gedaan of gedragen om die inkomsten te verkrijgen « of » te behouden.

De Senaat heeft het voegwoord « en » door « of » vervangen, omdat in de rechtspraak nooit is geëist dat aan beide voorwaarden samen wordt voldaan.

Artikel 11 wordt in beraad gehouden en zal samen met artikel 21 worden besproken.

De artikelen 12, 13 en 14 worden zonder opmerkingen aangenomen met 13 stemmen tegen 1.

UITGAVEN EN ABATTEMENTEN AFTREKBAAR VAN HET TOTALE BEDRIJFSINKOMEN.

Artikel 15.

Een verslaggever licht de door de Senaat aangenomen wijzigingen ten gronde toe :

- in § 1, 4°, wordt de aftrek van sommen, besteed aan een hypothecaire lening, toegestaan, als die lening is afgesloten voor het verbouwen van een onroerend goed;
- in § 1, 5°, mogen giften (voor zover zij niet meer bedragen dan 5 % van het totale bedrijfsinkomen) belastingvrij worden gedaan aan koninklijke musea en academies;
- in § 1, 6°, mogen de bijdragen aan instellingen die hulp verlenen aan de ontwikkelingsgebieden, onder bepaalde voorwaarden en onder bepaald toezicht, worden afgetrokken.

De Senaat heeft volgende vormwijziging aangenomen :

- in 1°, is : « erkende Belgische mutualiteitsvereniging », vervangen door : « door België erkende mutualiteitsvereniging ».

A ce § 1, quatre questions sont traitées, les deux premières par amendement.

Première question. — *Formule radicale d'indexation.*

Le premier amendement propose d'ajouter une nouvelle catégorie aux montants déductibles des revenus professionnels (Doc. n° 264/53).

Les contribuables qui perçoivent des salaires, traitements et pensions ne dépassant pas 250 000 francs, seraient autorisés à déduire du revenu imposable le montant de l'augmentation résultant de l'adaptation de ces revenus à l'évolution de l'indice des prix de détail, au cours de l'année dont les revenus servent de base à l'imposition.

En ce qui concerne la justification de cet amendement, voir Document n° 264/53.

Le Ministre des Finances observe que cet amendement a une portée beaucoup plus étendue que tous les autres amendements antérieurs sur le même objet. Les amendements antérieurs tendaient à maintenir l'impôt sur toute augmentation de revenus correspondant à une augmentation réelle.

Ce nouvel amendement bloque au contraire, de façon définitive les recettes de l'Etat.

L'amendement est rejeté par 12 voix contre 1 et 1 abstention.

Deuxième question. — *Déduction forfaitaire pour frais professionnels.*

Un commissaire propose de compléter le 5° du § 1. Ce 5° autorise une déduction forfaitaire de 5 % du montant total des revenus professionnels, dans certaines limites. Le commissaire propose d'ajouter à ce 5° l'alinéa suivant :

« Toutefois la somme déductible sera fixée à 10 % et le maximum porté à 300 000 francs pour les contribuables qui ne bénéficient pas des dispositions de l'article 12 de la présente loi, ainsi que pour ceux qui renonceraient à en utiliser les dispositions. »

En ce qui concerne la justification voir Document n° 264/54 (p. 4).

Le Ministre des Finances énumère les raisons justifiant le rejet de cet amendement :

1° Il s'agit d'une nouvelle rédaction d'un amendement qui a déjà été discuté de façon approfondie par les deux Commissions.

2° La loi établit un taux identique pour des montants de revenus identiques, qu'il s'agisse de professions indépendantes ou salariées.

3° Les comparaisons citées par le commissaire ne reposent pas sur des bases identiques : on compare, d'une part, le revenu net des professions indépendantes et, d'autre part, un revenu brut des salariés.

Cette comparaison est d'autant plus inadéquate que la plus grosse partie des indépendants jouit d'un barème forfaitaire de revenus, barème établi très bas et constituant une forme de subvention indirecte.

4° Pour le contribuable exerçant une profession indépendante ayant plusieurs activités professionnelles, la loi tient compte des charges professionnelles réelles.

5° Pour la totalité des cas les charges professionnelles que peuvent déduire les titulaires de professions indépendantes (même dans les professions libérales) sont plus élevées que le montant admis à titre forfaitaire.

In verband met deze eerste paragraaf worden vier kwesties opgeworpen, de eerste twee bij wijze van amendement.

Eerste kwestie. — *Radicale indexatieformule.*

In het eerste amendement wordt voorgesteld een nieuwe categorie toe te voegen aan de bedragen die van het bedrijfsinkomen afgetrokken mogen worden (Stuk n° 264/53).

De belastingplichtigen die lonen, wedden of pensioenen van ten hoogste 250 000 frank ontvangen, zouden het belastbaar inkomen mogen verminderen met het bedrag van de verhoging die voortvloeit uit de aanpassing van dit inkomen aan de schommeling van het indexcijfer der kleinhandelsprijzen, in de loop van het jaar waarvan de inkomsten als belastinggrondslag dienen.

Voor de verantwoording van dit amendement, zie Stuk n° 264/53.

De Minister merkt op dat dit amendement een veel grotere draagwijdte heeft dan alle andere vroegere amendementen over hetzelfde onderwerp. De vroegere amendementen strekten ertoe de belasting te behouden bij iedere werkelijke verhoging van het inkomen.

Daartegenover staat, dat het nieuwe amendement voor altijd de Rijksontvangsten blokkeert.

Het amendement wordt verworpen met 12 tegen 1 stem en 1 onthouding.

Tweede kwestie. — *Forfaitaire aftrek voor bedrijfslasten.*

Een lid stelt voor het 5° van § 1, krachtens hetwelk, binnen bepaalde grenzen, het totaal bedrag van het bedrijfsinkomen forfaitair met 5 % mag worden verminderd, aan te vullen met volgend lid :

« De aftrekbare som wordt echter vastgesteld op 10 % en het maximum wordt op 300 000 frank gebracht voor de belastingplichtigen die zich niet kunnen beroepen op de bepalingen van artikel 12 van deze wet alsmede voor degenen die zouden afzien van een beroep op die bepalingen. »

Voor de verantwoording wordt verwezen naar het Stuk n° 264/54 (blz. 4).

De Minister somt de redenen op die pleiten voor het verwerpen van dit amendement :

1° Het gaat om een nieuwe tekst van een amendement, dat reeds uitvoerig door de twee Commissies werd besproken.

2° De wet voorziet in dezelfde coëfficiënten voor dezelfde bedragen van inkomsten, ongeacht of het vrije of bezoldigde beroepen betreft.

3° De door het lid aangehaalde vergelijkingen steunen niet op identieke gronden : enerzijds vergelijkt men het netto-inkomen der zelfstandige beroepen en, anderzijds, een bruto-inkomen van werknemers.

Deze vergelijking is des te ongerijmd, daar het grootste deel van de zelfstandigen een forfaitaire inkomenschaal geniet, die zeer laag vastgesteld is en een vorm van indirecte subsidiëring is.

4° Voor de belastingplichtige die een zelfstandig beroep uitoefent en verschillende beroepswerkzaamheden heeft, houdt de wet rekening met de reële bedrijfslasten.

5° In alle gevallen zijn de bedrijfslasten die de beoefenaars van zelfstandige beroepen (zelfs vrije beroepen) mogen aftrekken, hoger dan het forfaitair toegestane bedrag.

6° Le système proposé par l'amendement qu'entraîne un abaissement simultané des barèmes forfaitaires, des charges professionnelles et des revenus professionnels des exploitants, nécessiterait le recrutement de plusieurs milliers de fonctionnaires supplémentaires.

L'amendement est rejeté par 13 voix contre 1.

Troisième question. — *Versements volontaires pour assurance-vieillesse.*

Un commissaire fait état d'un autre projet de loi actuellement en discussion et relatif à l'assurance volontaire contre la vieillesse.

Les montants qui seront visés dans le cadre de cette loi seront-ils déduits du revenu imposable ? Faudra-t-il modifier déjà la nouvelle loi fiscale pour y intégrer cette déduction ?

Le Ministre des Finances considère que toute disposition ayant une incidence fiscale qui serait adoptée dans un autre projet devra être libellée de telle sorte qu'elle s'intègre automatiquement dans le présent projet de réforme fiscale.

Quatrième question. — *Immunisation des pensions de mineurs et de marins.*

Un commissaire constate qu'à la suite de la hausse de l'index, les pensions des mineurs et des marins atteignent dans certains cas le montant de 52 800 francs et dépassent le montant exonéré par l'impôt.

Il demande que le Gouvernement majore dans ce cas le minimum des pensions exonérées.

Le Ministre des Finances considère qu'il s'est engagé à procéder à de pareilles modifications si l'index se stabilisait au chiffre de 114 points.

Or l'indice est descendu à 112 points. Ce niveau reste suffisamment élevé pour obliger le gouvernement à accorder des majorations de pensions. Les contribuables intéressés ne perdent donc aucun avantage.

Au § 3, 2°, de l'article 15, le Sénat a adopté deux autres modifications.

a) Les avantages d'un contrat d'assurance peuvent avoir été stipulés au profit d'un créancier lorsque le contribuable use de la faculté de déduire de son revenu imposable les sommes affectées à l'amortissement ou à la reconstitution d'emprunts hypothécaires.

b) Dans le cas où on peut déduire des sommes affectées à l'amortissement ou à la reconstitution d'emprunts hypothécaires, l'assurance qui couvre l'emprunt ne doit pas nécessairement s'élever au même montant que celui-ci.

L'article 15 est adopté par 13 voix contre 2.

Article 16.

Cet article traite du cumul des revenus des époux et des dérogations qui sont apportées à ce régime fiscal.

Un commissaire propose de remplacer le texte de cet article par le texte suivant :

« Lorsque l'exploitant est effectivement aidé dans l'exercice de sa profession, par son conjoint n'ayant pas bénéficié personnellement pendant la période imposable, d'un revenu passible de la taxe professionnelle, une quote-part des

6° De door het amendement voorgestelde regeling die een gelijktijdige vermindering van de forfaitaire schalen, van de bedrijfslasten en van de bedrijfsinkomsten der exploitanten met zich brengt, zou de aanwerving van enkele duizenden beambten meer vergen.

Het amendement wordt verworpen met 13 stemmen tegen 1.

Derde vraag. — *Vrijwillige storting voor ouderdomsverzekering.*

Een lid brengt een ander wetsontwerp ter sprake, dat thans in studie is genomen en dat betrekking heeft op de vrijwillige ouderdomsverzekering.

Zullen de binnen het kader van deze wet te storten bedragen van het belastbaar inkomen afgetrokken worden ? Zal de nieuwe belastingwet reeds moeten worden gewijzigd om er die aftrek te kunnen invoegen ?

De Minister van Financiën verklaart, dat elke bepaling met een fiscale terugslag die in het kader van een ander ontwerp wordt aangenomen, zodanig zal moeten opgesteld zijn, dat zij automatisch in het onderhavig wetsontwerp van fiscale hervorming ingeschakeld wordt.

Vierde vraag. — *Vrijstelling van de pensioenen van mijnwerkers en zeelieden.*

Een lid constateert, dat ingevolge de stijging van het indexcijfer, de pensioenen van zeelieden en mijnwerkers in sommige gevallen het bedrag van 52 800 frank bereiken en het van belasting vrijgestelde grensbedrag overschrijden.

Hij vraagt dat de Regering in dit geval het minimumbedrag van de vrijgestelde pensioenen zou verhogen.

De Minister van Financiën verklaart, dat hij er zich toe verbonden heeft om dergelijke wijzigingen uit te voeren, indien het indexcijfer op 114 punten gestabiliseerd blijft.

Het indexcijfer nu is gedaald tot 112 punten. Dit peil is hoog genoeg om de Regering te verplichten pensioenverhogingen toe te staan. De betrokken belastingplichtigen verliezen dus geen enkel voordeel.

Wat de paragraaf 3, 2°, van artikel 15 betreft, nam de Senaat twee andere wijzigingen aan.

a) De voordelen voortspruitend uit een verzekeringscontract mogen bepaald geworden zijn ten gunste van een schuldeiser, wanneer de belastingplichtige gebruik maakt van de mogelijkheid om van zijn inkomen af te trekken de bedragen besteed aan de aflossing of aan de herstelling van hypotheekleningen.

b) In het geval waarin de voor de aflossing of voor de herstelling van hypotheekleningen aangewende bedragen mogen afgetrokken worden, moet de verzekering die de lening dekt niet noodzakelijkerwijze hetzelfde bedrag bereiken als deze lening.

Artikel 15 wordt aangenomen met 13 stemmen tegen 2.

Artikel 16.

Dit artikel handelt over de samenvoeging van de inkomsten van echtgenoten en over de wijzigingen die aan deze fiscale regeling aangebracht worden.

Een commissielid stelt voor de tekst van dit artikel door de volgende tekst te vervangen :

« Wanneer de exploitant in de uitoefening van zijn beroep werkelijk wordt bijgestaan door zijn echtgenoot, die tijdens het belastbare tijdperk niet persoonlijk een onder de bedrijfsbelasting vallend inkomen heeft genoten, wordt

bénéfices ou profits égale à 40 % est, pour le calcul de la taxe, considérée comme attribuée au conjoint aidant, en rémunération de son travail personnel.

» La quote-part considérée comme attribuée au conjoint aidant est réduite à 20 % des bénéfices et profits mentionnés à l'alinéa précédent, lorsque cette aide n'est que partielle.

» L'attribution de cette quote-part d'une somme égale à 40 % ou 20 %, ne peut avoir pour effet de ramener la quote-part de l'autre conjoint au-dessous de 60 000 francs.

» Lorsque la période à laquelle les bénéfices ou profits se rapportent a une durée inférieure ou supérieure à douze mois, le montant de 72 000 francs est réduit ou augmenté proportionnellement à la durée de cette période.

» Les bénéfices ou profits qui servent de base à la détermination de la quote-part visée au présent article, s'entendent de leur montant brut diminué des dépenses ou charges professionnelles qui les grèvent. »

Voir justification au Document n° 264/54 (p. 5).

A titre subsidiaire le même membre propose au § 1, *in fine* du 2°, de remplacer « 25 000 francs » par « 36 000 francs » (Doc. n° 264/54).

En fixant le maximum déductible à 25 000 francs, dit ce commissaire, les effets du cumul des revenus professionnels du mari et de la femme sont réduits à 62 500 francs, ce qui correspond à 5 200 francs par mois. Ce montant est insuffisant dans les conditions actuelles. Il semble logique de prendre en considération des revenus bruts de 7 500 francs par mois, soit 90 000 francs par an dont 40 % représentent 36 000 francs.

Enfin pour rétablir l'égalité entre professions indépendantes et salariés il propose au § 2, *in fine* du premier alinéa de supprimer la fin de la phrase à partir des mots : « et son attribution ne peut avoir... 72 000 francs ».

Il propose également la suppression du deuxième alinéa (Doc. n° 264/54).

Le Ministre répète que le régime élaboré à l'article 16 se révélera avantageux pour les revenus modestes ainsi que pour les revenus moyens.

Un membre pense que cette déclaration n'est exacte que s'il s'agit uniquement de revenus professionnels. Il en sera toutefois autrement si d'autres revenus entrent en ligne de compte.

Les amendements sont rejetés par 13 voix contre 2.

L'article est adopté par 13 voix contre 2.

REVENUS DIVERS.

Article 17.

Le Sénat a étendu l'exonération de l'impôt aux prix et subsides pendant deux ans, pour la tranche ne dépassant pas 100 000 francs.

Le contribuable peut déduire les intérêts d'emprunts contractés en vue d'acquies ou de conserver un revenu immobilier.

Le Sénat a étendu le bénéfice de cette déduction aux intérêts d'emprunts contractés en vue de la constitution d'avoirs produisant un revenu mobilier ou en vue de conserver un patrimoine.

Il s'agit d'emprunts destinés à une augmentation de capital ou d'emprunts permettant de payer des droits de succession sans réaliser un patrimoine.

een aan 40 % gelijk gedeelte van de winsten of baten voor de berekening van de belasting beschouwd als aan de medehelpende echtgenoot toegekend wegens bezoldiging van zijn persoonlijke arbeid.

» Wanneer bedoelde hulp slechts gedeeltelijk is, wordt het als aan de medehelpende echtgenoot toegekende gedeelte vermindert tot 20 % van de in vorig lid bedoelde winsten en baten.

» De toekenning van dit gedeelte van een aan 40 % of 20 % gelijk bedrag mag niet tot gevolg hebben dat het gedeelte van de andere echtgenoot tot beneden 60 000 frank wordt vermindert.

Indien het tijdperk, waarop de winsten of baten betrekking hebben, minder of meer dan twaalf maanden belooft, wordt het bedrag van 72 000 frank evenredig tot de duur van dit tijdperk verlaagd of verhoogd.

» Onder winsten of baten dienend tot grondslag om het bij dit artikel bedoelde gedeelte te bepalen, wordt verstaan het bruto-bedrag vermindert met de erop drukkende bedrijfsuitgaven of -lasten. »

Zie verantwoording in Stuk n° 264/54 (blz. 5).

In bijkomende orde stelt hetzelfde lid voor *in fine* van het 2° van § 1 « 25 000 frank » te vervangen door « 36 000 frank » (Stuk n° 264/54).

Door het maximum van de aftrekbare som vast te stellen op 25 000 frank, zegt dit lid, worden de gevolgen van het cumuleren der bedrijfsinkomsten van de echtgenoten beperkt tot 62 500 frank, wat overeenstemt met 5 200 frank per maand. Dit bedrag is ontoereikend, gelet op de huidige toestanden. Het ware logisch bruto-inkomsten van 7 500 frank per maand in aanmerking te nemen, hetzij 90 000 frank per jaar; 40 % daarvan vormen 36 000 frank.

Ten slotte stelt hij voor, om de gelijkheid tussen zelfstandigen en loontrekkenden te herstellen, in § 2, *in fine* van het eerste lid, het einde van de zin vanaf de woorden : « en de toekenning ervan » weg te laten.

Hij stelt eveneens voor het tweede lid weg te laten (Stuk n° 264/54).

De Minister herhaalt dat het in artikel 16 uitgewerkte stelsel voordelig zal zijn voor de bescheiden en middelmatige inkomsten.

Een lid meent dat deze verklaring slechts waar is zo men alleen met beroepsinkomsten te maken heeft. Anders zal het echter zijn wanneer er andere inkomsten bij te pas komen.

De amendementen worden verworpen met 13 stemmen tegen 2.

Het artikel wordt aangenomen met 13 stemmen tegen 2.

DIVERSE INKOMSTEN.

Artikel 17.

De Senaat heeft de belastingvrijstelling uitgebreid tot de prijzen en de gedurende twee jaar ontvangen subsidies, voor de schijf die 100 000 frank niet overtreft.

De belastingplichtige kan de interesten aftrekken van leningen die werden aangegaan met het oog op het verkrijgen of het behoud van een onroerend inkomen.

De Senaat heeft het genot van deze aftrek uitgebreid tot de interesten van leningen die werden aangegaan met het oog op de samenstelling van vermogens die een roerend inkomen verschaffen of met het oog op het behoud van een vermogen.

Het zijn leningen bestemd voor een kapitaalsverhoging of leningen bestemd om erfenisrechten te betalen zonder tegeldemaking van een vermogen.

Ce nouveau texte des alinéas 3° et 4° nécessita des modifications à l'alinéa final du § 1 de l'article 18. Ces modifications furent faites en séance publique du Sénat.

De plus, au 3°, le mot « dettes » considéré comme plus général, a été substitué au mot « emprunts » (amendements Hambye et Van Laeys).

Cet article est adopté sans observations.

PERTES ET DÉPENSES DÉDUCTIBLES DU TOTAL DES REVENUS NETS IMPOSABLES.

Article 18.

Le Sénat a modifié le texte adopté par la Chambre.

Cet article est adopté sans observations.

REVENUS IMMOBILIERS ET MOBILIERS À CARACTÈRE PROFESSIONNEL.

Article 19.

De même qu'à l'article 6, § 6, le Sénat a remplacé le mot : « servent », par les mots : « sont affectés ».

Cet article est adopté sans observations.

IMPOSITION COLLECTIVE.

Article 20.

Un commissaire propose de remplacer le § 1 de cet article par le texte suivant :

« § 1. Les revenus imposables des époux ne sont pas cumulés pour le calcul de l'impôt.

» Les revenus imposables du mari et ceux de la femme sont imposables au taux afférent aux revenus respectifs de chacun des conjoints, mais la cotisation est établie au nom du chef de famille.

» Toutefois les revenus professionnels du mari et ceux de la femme sont cumulés quel que soit le régime matrimonial adopté et la cotisation est établie au nom du chef de famille dans le cas où l'un des conjoints bénéficie de rémunérations visées à l'article 25, § 1, 2°, en raison de son activité professionnelle, soit dans une société par actions près de laquelle l'autre conjoint exerce des fonctions d'administrateur, commissaire, liquidateur ou d'autres fonctions analogues, soit dans une société de personnes à responsabilité limitée dont l'autre conjoint est associé ou membre, ainsi que dans le cas où les deux conjoints sont associés ou membres d'une même société autre que par actions ou d'une société de personnes à responsabilité limitée.

» Les revenus du mari et ceux de la femme sont cumulés pour la partie des revenus dépassant au total 500 000 francs et taxée au taux correspondant. La cotisation relative à l'ensemble de ces revenus est établie au nom du chef de famille. »

Voir justification au Document n° 264/54 (p. 6).

L'amendement est rejeté par 13 voix contre 2.

L'article est adopté par 13 voix contre 2.

Deze nieuwe tekst van de alinea's 3° en 4° vergde wijzigingen in het laatste lid van § 1 van artikel 18. Deze wijzigingen werden in openbare vergadering van de Senaat aangebracht.

Bovendien werd, in het 3°, het woord « schulden », dat als meer algemeen beschouwd wordt, in de plaats gesteld van het woord « leningen » (amendementen Hambye en Van Laeys).

Dit artikel werd zonder opmerking aangenomen.

VERLIEZEN EN UITGAVEN AFTREKBAAR VAN HET TOTAAL DER BELASTBARE NETTO-INKOMSTEN.

Artikel 18.

De Senaat heeft de door de Kamer goedgekeurde tekst gewijzigd.

Dit artikel werd zonder opmerking aangenomen.

ONROERENDE EN ROERENDE INKOMSTEN MET BEDRIJFSKARAKTER.

Artikel 19.

Zoals in artikel 6, § 6, heeft de Senaat het woord « dienen » vervangen door de woorden « worden aangewend ».

Dit artikel werd zonder opmerking aangenomen.

COLLECTIEVE AANSLAG.

Artikel 20.

Een lid stelt voor § 1 van dit artikel te vervangen door de volgende tekst :

« § 1. De belastbare inkomsten van de echtgenoten worden niet samengevoegd voor de berekening van de belasting.

» De belastbare inkomsten van de man en die van de vrouw zijn belastbaar tegen de aanslagvoet voor de respectieve inkomsten van elk dezer echtgenoten, maar de aanslag wordt op naam van het gezinshoofd gevestigd.

» Het geheel van de bedrijfsinkomsten van de man en deze van de vrouw wordt evenwel samengevoegd, welk ook de aangenomen huwelijksvoorwaarden zijn en de aanslag wordt op naam van het gezinshoofd gevestigd, ingeval een van de echtgenoten de bij artikel 25, § 1, 2°, bedoelde bezoldigingen geniet wegens zijn bedrijfsactiviteit, hetzij in een vennootschap op aandelen waarin de andere echtgenoot ambten vervult van beheerder, commissaris, vereffenaar of andere soortgelijke functies, hetzij in een vennootschap anders dan op aandelen of een personenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid waarin de andere echtgenoot vennoot of lid is, alsmede in de gevallen waarin beide echtgenoten vennoot of lid zijn van een zelfde vennootschap of vereniging anders dan op aandelen of van een personenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid.

» De inkomsten van de man en die van de vrouw worden samengevoegd voor het deel dat 500 000 frank overschrijdt en belast tegen de dienovereenkomstige aanslagvoet. De aanslag betreffende deze inkomsten samen wordt op naam van het gezinshoofd gevestigd. »

Zie verantwoording in Stuk n° 264/54 (blz. 6).

Dit amendement werd verworpen met 13 tegen 2 stemmen.

Het artikel werd aangenomen met 13 stemmen tegen 2.

CALCUL DE L'IMPÔT DES PERSONNES PHYSIQUES.

Article 21 (et article 11).

La discussion de l'article 11 avait été reportée à la discussion de l'article 21 (qui fixe le taux de l'impôt frappant les revenus des personnes physiques).

Le Sénat a apporté trois modifications à cet article 21.

Tout d'abord, sur l'impôt établi selon un barème fixé par arrêté royal lorsque le revenu imposable ne dépasse pas 160 000 francs, une réduction sera accordée par personne à charge (§ 1, 2°).

Ensuite, la détermination d'une personne à charge d'un contribuable se fait non plus d'après le montant brut de ses ressources, mais d'après le montant net (§ 2).

Enfin, les §§ 2 et 3 de cet article 21 ont été intervertis tandis que les mots : « au 2° et 3° » contenus dans le 4° du § 1 sont remplacés par « 2° ».

Deux commissaires ont proposé à votre Commission d'amender les deux articles 11 et 21 (voir *Doc. n°s 264/53 et 264/54*).

La discussion de ces amendements a rouvert le débat sur deux questions :

Première question : la déductibilité de l'impôt.

Thèse des partisans de la déductibilité.

Les premiers amendements (amendements De Clercq, *Doc. n° 264/54*) tendent :

- en ordre principal : à rétablir d'une façon générale la règle de la déductibilité de l'impôt que supprime le projet de réforme;
- en ordre subsidiaire : à rétablir d'une façon partielle la règle de déductibilité de l'impôt, en la limitant aux seuls revenus professionnels.

Ces amendements sont libellés comme suit :

I. — *Amendement principal.*

Au § 3, de l'article 11, supprimer les 3° et 4°.

L'auteur de cet amendement s'est à nouveau largement étendu sur l'injustice que, selon lui, le principe de non-déductibilité entraînera pour les titulaires de professions indépendantes.

Le débat a déjà fait l'objet de multiples discussions au sein des deux Commissions (voir rapport de la Chambre et rapport du Sénat, discussion générale).

II. — *Amendements subsidiaires.*

Aussi, ce commissaire abandonne le principe général, et propose deux amendements aux articles 11 et 21 qui auront le mérite, selon lui, de maintenir le principe de globalisation. Ces deux amendements limitent la règle de déductibilité à l'impôt qui frappe les seuls revenus professionnels.

BEREKENING VAN DE PERSONENBELASTING.

Artikel 21 (en artikel 11).

De bespreking van artikel 11 was verschoven geweest naar de bespreking van artikel 21 (waarin de aanslagvoet van de belasting, die de inkomsten van natuurlijke personen treft, wordt bepaald).

De Senaat heeft drie wijzigingen aangebracht in dit artikel 21.

Eerst en vooral zal op de belasting, die bepaald wordt volgens een schaal vastgelegd bij koninklijk besluit wanneer het belastbaar inkomen 160 000 frank niet te boven gaat, een vermindering toegestaan worden voor personen ten laste (§ 1, 2°).

Vervolgens houdt men, voor het bepalen van een persoon die ten laste is van een belastingplichtige, geen rekening meer met het bruto-bedrag van zijn inkomsten, maar met het netto-bedrag (§ 2).

Tenslotte werd de volgorde van de §§ 2 en 3 van dit artikel 21 omgekeerd, terwijl de woorden « 2° en 3° », die voorkwamen in het 4° van § 1, vervangen werden door « 2° ».

Twee commissieleden hebben uw Commissie voorgesteld de twee artikelen 11 en 21 (zie *Stuk. n°s 264/53 en 264/54*) te amenderen.

De bespreking van die amendementen heeft het debat heropend betreffende twee vraagstukken :

Eerste vraag : de aftrekbaarheid van de belasting.

Stelling van de voorstanders van de aftrekbaarheid.

De eerste amendementen (amendementen van de heer De Clercq, *Stuk n° 264/54*) strekken ertoe :

- in hoofdorde : de door het ontwerp tot hervorming afgeschafte regel van de aftrekbaarheid der belasting algemeen te herstellen;
- in bijkomende orde : de regel van aftrekbaarheid der belasting gedeeltelijk te herstellen door die te beperken tot de bedrijfsinkomsten alleen.

Deze amendementen luiden als volgt :

I. — *Amendement in hoofdorde.*

In § 3 van artikel 11, 3° en 4° weglaten.

De indiener van deze amendementen weidde opnieuw uit over de onrechtvaardigheid waartoe, volgens hem, het beginsel van de niet-aftrekbaarheid voor de beoefenaars van zelfstandige beroepen aanleiding zal geven.

Dit vraagstuk werd reeds breedvoerig behandeld door de twee Commissies (zie verslag van de Kamer en verslag van de Senaat, algemene bespreking).

II. — *Amendementen in bijkomende orde.*

Dit commissielid, evenwel, zonder het algemene beginsel prijs te geven, stelt twee amendementen voor op artikelen 11 en 21 waarin, volgens hem, het beginsel van de globale belasting wordt behouden. Die twee amendementen beperken de regel van aftrekbaarheid tot de belasting op bedrijfsinkomsten alleen.

Voici le texte de ces amendements subsidiaires :

A. — « Art. 11. — Au § 3, 3°, remplacer les mots : « l'impôt des personnes physiques », par les mots : « la partie de l'impôt des personnes physiques qui est proportionnellement afférente aux revenus autres que les revenus professionnels ».

B. — 1. « Art. 21. — Au § 1, remplacer le 2° par ce qui suit :

» 2° en ce qui concerne les revenus autres que les revenus professionnels, l'impôt sera calculé comme suit :

» a) pour les contribuables dont les revenus imposables ne dépassent pas 160 000 francs l'impôt est fixé suivant un barème établi par le Roi, à un chiffre variant de 300 à 28 300 francs; sur cet impôt il est accordé, une réduction pour personne à charge, au moins égale à celle prévue au 4°;

» b) pour les contribuables dont les revenus imposables dépassent 160 000 francs, l'impôt est fixé à : 28 300 francs pour la première tranche de revenus de 160 000 francs; 27,5 % pour la tranche de 160 000 à 200 000 francs; 30 % pour la tranche de 200 000 à 300 000 francs; 35 % pour la tranche de 300 000 à 400 000 francs; 37,5 % pour la tranche de 400 000 à 500 000 francs; 40 % pour la tranche de 500 000 à 750 000 francs; 42,5 % pour la tranche de 750 000 à 1 million de francs; 45 % pour la tranche de 1 à 3 millions de francs; 50 % pour la tranche de 3 à 5 millions de francs; 55 % pour la tranche de revenus dépassant 5 millions de francs.

» En aucun cas, l'impôt total ne peut dépasser 50 % du revenu imposable. »

2. « Au même § 1, remplacer le 3° par ce qui suit :

» 3° Pour les revenus professionnels, l'impôt est calculé comme suit :

» a) pour les contribuables dont les revenus imposables ne dépassent pas 160 000 francs l'impôt est fixé suivant un barème établi par le Roi à un chiffre variant de 300 à 35 500 francs.

» Sur cet impôt il est prévu une réduction pour personnes à charge, au moins égale à celle prévue au 4°.

» b) pour les contribuables dont les revenus imposables dépassent 160 000 francs l'impôt est fixé à :

» — 35 500 francs pour la première tranche de 160 000 francs de revenus.

» — 38 % sur la tranche de 160 000 à 200 000 francs de revenus.

» — 43 % sur la tranche de 200 000 à 300 000 francs de revenus.

» — 54 % sur la tranche de 300 000 à 400 000 francs de revenus.

» — 60 % sur la tranche de 400 000 à 500 000 francs de revenus.

» — 67 % sur la tranche de 500 000 à 750 000 francs de revenus.

» — 74 % sur la tranche de 750 000 à 1 million de francs de revenus.

» — 82 % sur la tranche de 1 million à 3 millions de francs de revenus.

» — Au-delà de 3 millions de francs de revenus : 90 %. »

Ziehier de tekst van deze subsidiaire amendementen :

A. — « Art. 11. — In dezelfde § 3, 3°, de woorden : « de personenbelasting », vervangen door de woorden : « het deel van de personenbelasting dat proportioneel betrekking heeft op andere inkomsten dan de bedrijfsinkomsten ».

B. — 1. « Art. 21. — In § 1, het 2° vervangen door wat volgt :

» 2° wat de andere dan de beroepsinkomsten betreft, wordt de belasting als volgt berekend :

» a) voor belastingplichtigen wier belastbaar inkomen 160 000 frank niet te boven gaat, wordt de belasting, volgens een door de Koning vastgestelde belastingsschaal, bepaald op een cijfer gaande van 300 tot 28 300 frank; op deze belasting wordt wegens personen ten laste een vermindering verleend die minstens gelijk is aan die voorzien in het 4°;

» b) voor belastingplichtigen wier belastbaar inkomen 160 000 frank te boven gaat, wordt de belasting bepaald op : 28 300 frank voor de eerste inkomstenschijf van 160 000 frank; 27,5 % voor de schijf van 160 000 tot 200 000 frank; 30 % voor de schijf van 200 000 tot 300 000 frank; 35 % voor de schijf van 300 000 tot 400 000 frank; 37,5 % voor de schijf van 400 000 tot 500 000 frank; 40 % voor de schijf van 500 000 tot 750 000 frank; 42,5 % voor de schijf van 750 000 tot 1 miljoen frank; 45 % voor de schijf van 1 tot 3 miljoen frank; 50 % voor de schijf van 3 tot 5 miljoen frank; 55 % voor de inkomstenschijf welke 5 miljoen frank te boven gaat.

» In geen geval mag de totale belasting 50 % van het belastbaar inkomen te boven gaan. »

2. « In dezelfde § 1, het 3° vervangen door wat volgt :

» 3° Voor de beroepsinkomsten wordt de belasting als volgt berekend :

» a) voor belastingplichtigen wier belastbaar inkomen 160 000 frank niet te boven gaat, wordt de belasting, volgens een door de Koning vastgestelde belastingsschaal, bepaald op een cijfer gaande van 300 tot 35 500 frank.

» Op deze belasting wordt wegens personen ten laste een vermindering verleend die ten minste gelijk is aan die voorzien in het 4°.

» b) voor belastingplichtigen wier belastbaar inkomen 160 000 frank te boven gaat, wordt de belasting bepaald op :

» — 35 500 frank voor de eerste inkomstenschijf van 160 000 frank.

» — 38 % voor de schijf van 160 000 tot 200 000 frank.

» — 43 % voor de schijf van 200 000 tot 300 000 frank.

» — 54 % voor de schijf van 300 000 tot 400 000 frank.

» — 60 % voor de schijf van 400 000 tot 500 000 frank.

» — 67 % voor de schijf van 500 000 tot 750 000 frank.

» — 74 % voor de schijf van 750 000 tot 1 miljoen frank.

» — 82 % voor de schijf van 1 tot 3 miljoen frank.

» — 90 % voor de inkomsten welke 3 miljoen frank te boven gaan. »

3. « Au même § 1, insérer un 3° bis (nouveau) libellé comme suit :

» 3° bis. En cas de cumul de revenus professionnels et d'autres revenus, il est procédé comme suit :

» a) pour les revenus professionnels, le taux moyen est fixé en fonction du montant global déterminé, déduction faite de la quotité d'impôts admise parmi les charges professionnelles du redevable, ainsi que de la quotité d'impôts afférent aux revenus autres que les revenus professionnels.

» Ce taux est ensuite appliqué aux revenus professionnels nets, conformément au barème et aux taux prévus au 3°.

» b) pour les autres revenus, le taux moyen est fixé en fonction des montants du revenu global, sans déduction de la quotité d'impôts mentionnée sous a).

» Ce taux est ensuite appliqué à l'ensemble des revenus autres que les revenus professionnels, conformément aux barèmes et au taux prévu au 2°.

L'auteur de ces amendements subsidiaires développe leur justification dans le Document n° 264/54 [pp. 3 (art. 11) et 8 (art. 21)].

Le commissaire communique plusieurs exemples dans le cas du rétablissement partiel de la déductibilité.

Première hypothèse.

Un contribuable a un revenu global de 200 000 francs :

1° Revenus fondés : 100 000 francs.

2° Revenus professionnels sans déductibilité : 100 000 francs.

Impôt professionnel admis au titre de charge en vertu de l'article 11, § 3, 3° : 15 000 francs (nous supposons admis l'amendement présenté à cet article).

I. — Situation actuelle.

Dans l'état actuel du texte, l'intéressé paierait, sur les 200 000 francs de revenu global :

a) 28 300 francs sur la première tranche de 160 000 francs;

b) 27,5 % sur la tranche de 160 000 à 200 000 francs = 11 000 francs.

Total a + b = 39 300 francs.

II. — Situation en cas d'adoption des amendements au 2° et 3° de l'article 21.

a) Recherche du taux moyen applicable aux revenus fondés :

1° base pour ce calcul : 200 000 francs (total des revenus sans déductibilité);

$$2^{\circ} \text{ taux : } \frac{39\,300 \times 100}{200\,000} = 19,65 \text{ \%};$$

3° assiette de l'impôt : 100 000 francs (revenus fondés);

4° impôt à payer : 19 650 francs.

3. « In dezelfde § 1, een 3° bis (nieuw) invoegen, dat luidt als volgt :

» 3° bis. In geval van samenvoeging van de bedrijfsinkomsten met andere inkomsten, wordt te werk gegaan als volgt :

» a) voor de bedrijfsinkomsten wordt de gemiddelde aanslagvoet vastgesteld in functie van het bepaalde globaal bedrag, na aftrekking van het belastingbedrag dat onder de bedrijfslasten van de belastingplichtige aanvaard werd evenals van het belastingbedrag dat betrekking heeft op de inkomsten andere dan de bedrijfsinkomsten.

» Die aanslagvoet wordt vervolgens toegepast op de netto-bedrijfsinkomsten overeenkomstig de schaal en de aanslagvoet bepaald sub 3°;

» b) voor de andere inkomsten wordt de gemiddelde aanslagvoet vastgesteld in functie van de bedragen van het globale inkomen, zonder afhouding van het sub a) vermelde belastinggedeelte.

» Die aanslagvoet wordt vervolgens toegepast op het geheel van de inkomsten, andere dan bedrijfsinkomsten, overeenkomstig de schalen en de aanslagvoeten bepaald sub 2°.

De indiener van die amendementen in bijkomende orde geeft er uitvoerig de verantwoording van in Stuk n° 264/54 [blz. 3 (art. 11) en 8 (art. 21)].

Het lid haalt verscheidene voorbeelden aan in verband met het gedeeltelijk herstel van de aftrekbaarheid.

Eerste veronderstelling.

Een belastingplichtige met een globaal inkomen van 200 000 frank :

1° Gefundeerde inkomsten : 100 000 frank;

2° Bedrijfsinkomsten zonder aftrekbaarheid : 100 000 frank.

Krachtens artikel 11, § 3, 3°, als bedrijfslast aftrekbare bedrijfsbelasting : 15 000 frank (wij veronderstellen dat het op dit artikel voorgestelde amendement aangenomen werd).

I. — Huidige toestand.

Zoals de tekst thans luidt, zou de betrokkene op een globaal inkomen van 200 000 frank betalen :

a) 28 300 frank op de eerste schijf van 160 000 frank;

b) 27,50 % op de schijf van 160 000 tot 200 000 frank = 11 000 frank.

Totaal a + b = 39 300 frank.

II. — Toestand in het geval de amendementen op 2° en 3° van artikel 21 worden goedgekeurd.

a) Berekening van de op de gefundeerde inkomsten toepasselijke gemiddelde aanslagvoet :

1° grondslag voor deze berekening : 200 000 frank (totaal van de inkomsten zonder aftrekbaarheid);

$$2^{\circ} \text{ aanslagvoet : } \frac{39\,300 \times 100}{200\,000} = 19,65 \text{ \%};$$

3° zetting van de belasting : 100 000 frank (gefundeerde inkomsten);

4° te betalen belasting : 19 650 frank.

b) Recherche du taux moyen applicable aux revenus professionnels :

1° base pour ce calcul : 85 000 francs (revenus professionnels moins impôts déductibles) + 80 350 francs (revenus fondés de 100 000 francs moins impôt afférent de 19 650 francs = 80 350 francs) = 165 350 francs.

2° taux : pour le déterminer, il convient d'additionner les deux espèces de revenus et de rechercher le taux applicable au total. Sur la première tranche de 160 000 francs, l'impôt est de 35 500 francs. Sur la tranche de 160 000 à 165 350 francs, au taux de 38 %, l'impôt est de 2 033 francs. Au total, nous avons donc 37 533 francs d'impôt. D'où le taux de 37 533 : 165 350 francs = 22,69 %.

3° assiette de l'impôt : 85 000 francs.

4° impôt à payer : $85\,000 \times 22,69\% = 19\,286$ francs.

c) Total des impôts : $19\,650 + 19\,286 = 38\,936$ francs.

D'où une différence de 364 francs par rapport au régime de globalisation intégrale, ce qui démontre l'équivalence budgétaire des deux systèmes.

Deuxième hypothèse.

Même situation que dans la première hypothèse, sauf en ce qui concerne l'impôt professionnel admis au titre de charge en vertu de l'article 11, § 3, 3°. Admettons que celui-ci soit de 10 000 francs au lieu de 15 000 francs.

I. — Situation actuelle.

Inchangée, c'est-à-dire total de 39 300 francs.

II. — Situation en cas d'adoption des amendements au 2° et 3° de l'article 21.

a) Inchangé, c'est-à-dire 19 650 francs.

b) Recherche du taux moyen :

1° base : $90\,000 + 80\,350 = 170\,350$ francs.

2° taux : sur première tranche de 160 000 francs, l'impôt est de 35 500 francs. Sur la tranche de 160 000 à 170 350 francs, au taux de 38 %, l'impôt est de 3 933 francs. Au total, nous avons donc 39 433 francs d'impôts. D'où le taux de 39 433 : 170 350 francs = 23,14 %.

3° assiette de l'impôt : 90 000 francs;

4° impôt à payer : $90\,000 \times 23,14\% = 20\,826$ francs.

c) Total des impôts : $19\,650 + 20\,826 = 40\,476$ francs.

D'où une différence de 1 176 francs en plus par rapport au régime de globalisation intégrale qui démontre l'incidence réelle des impôts payés.

Troisième hypothèse.

Même hypothèse que dans la première hypothèse, sauf en ce qui concerne l'impôt professionnel admis au titre de charge, en vertu de l'article 11, § 3, 3°. Admettons que celui-ci soit de 20 000 francs au lieu de 15 000 francs.

b) Berekening van de op de bedrijfsinkomsten toepasselijke gemiddelde aanslagvoet :

1° basis voor de berekening : 85 000 frank (bedrijfsinkomsten min aftrekbare belastingen) + 80 350 frank (gefundeerde inkomsten van 100 000 frank min de erop betrekking hebbende belasting van 19 650 frank = 80 350 frank) = 165 350 frank.

2° aanslagvoet : ten einde deze te bepalen, dient met de twee soorten inkomsten samen te voegen en de aanslagvoet te bepalen die op het totaal toepasselijk is. Op de eerste schijf van 160 000 frank bedraagt de belasting 35 500 frank. Op de schijf van 160 000 tot 165 350 frank, waarop een aanslagvoet van 38 % toepasselijk is, bedraagt de belasting 2 033 frank. In het geheel komt men dus tot een belasting van 37 533 frank. Daaruit volgt dat de aanslagvoet $37\,533 : 165\,350$ frank = 22,69 % bedraagt.

3° grondslag van de belasting : 85 000 frank.

4° te betalen belasting : $85\,000 \times 22,69\% = 19\,286$ frank.

c) Totaal bedrag van de belastingen : $19\,650 + 19\,286 = 38\,936$ frank.

Daaruit volgt dat er een verschil van 364 frank is ten opzichte van het stelsel van integrale globalisatie, wat de budgettaire gelijkwaardigheid van de twee stelsels aantoont.

Tweede veronderstelling.

Zelfde toestand als in de eerste onderstelling, behalve wat betreft de bedrijfsbelasting die als last aanvaard wordt op grond van artikel 11, § 3, 3°. Laten wij aannemen dat deze 10 000 frank bedraagt in plaats van 15 000 frank.

I. — Huidige toestand.

Ongewijzigd, d.w.z. een totaal van 39 300 frank.

II. — Toestand in geval van aanvaarding van de amendementen op het 2° en het 3° van artikel 21.

a) Ongewijzigd, d.w.z. 19 650 frank.

b) Bepaling van de gemiddelde aanslagvoet :

1° basis : $90\,000 + 80\,350 = 170\,350$ frank.

2° aanslagvoet : op de eerste schijf van 160 000 frank bedraagt de belasting 35 500 frank. Op de schijf van 160 000 tot 170 350 frank, waarop een aanslagvoet van 38 % toepasselijk is, bedraagt de belasting 3 933 frank. In het geheel komt men dus tot 39 433 frank belasting. Daaruit volgt dat de aanslagvoet $39\,433 : 170\,350$ frank = 23,14 % bedraagt.

3° belastinggrondslag : 90 000 frank.

4° te betalen belasting : $90\,000 \times 23,14\% = 20\,826$ frank.

c) Totaal der belastingen : $19\,650 + 20\,826 = 40\,476$ frank.

Vandaar een verschil van 1 176 frank meer dan volgens het stelsel van de integrale globalisatie, waaruit het werkelijke verschil tussen de betaalde belastingen blijkt.

Derde veronderstelling.

Zelfde onderstelling als de eerste, behoudens wat de krachtens artikel 11, § 3, 3°, als last aangenomen bedrijfsbelasting betreft. Stellen wij, dat deze 20 000 in plaats van 15 000 frank is.

I. — Situation actuelle.

Inchangée, c'est-à-dire total de 39 300 francs.

II. — Situation en cas d'adoption des amendements aux 2° et 3° de l'article 21.

a) Inchangée, c'est-à-dire 19 650 francs.

b) Recherche du taux moyen :

1° base : $80\,000 + 80\,350 = 160\,350$ francs.

2° taux : sur première tranche de 160 000 francs, l'impôt est de 35 500 francs. Sur la tranche de 160 000 à 160 350 francs, au taux de 38 %, l'impôt est de 133 francs. Au total, nous avons donc 35 633 francs d'impôts. D'où le taux de 35 633 : 160 350 francs = 22,22 %.

3° assiette de l'impôt : 80 000 francs.

4° impôt à payer : $80\,000 \times 22,22\% = 17\,776$ francs.

c) Total des impôts : $19\,650 + 17\,776 = 37\,426$ francs.

D'où une différence de 1 874 francs en moins par rapport à la globalisation intégrale.

Thèse des adversaires de la déductibilité de l'impôt.

Plusieurs commissaires ont déclaré ne pouvoir accepter les amendements rétablissant la déductibilité.

Un commissaire après avoir analysé le nouveau barème contenu dans l'amendement subsidiaire constate que celui-ci a pour résultat de favoriser non pas les classes moyennes mais les gros revenus.

En effet, le barème gouvernemental frappe les revenus supérieurs à 3 millions de francs de 50 % d'impôts et les revenus supérieurs à 5 millions de francs de 55 %. Le barème des amendements frappe respectivement ces deux revenus à 47 %.

De plus, la complication qu'entraînerait les amendements serait extrême.

Un autre commissaire déclare ne pouvoir se rallier à ces amendements pour de multiples raisons :

1° La règle de non-déductibilité est une pure question technique. Seuls des prétextes invoqués de part et d'autre la font présenter comme un instrument de lutte de classe.

2° Son application n'entraîne pas d'injustice puisque les barèmes ont été adaptés.

3° Son adoption fera disparaître l'opposition entre les taux nominaux qui frappent apparemment le contribuable et les taux réels que ce contribuable supporte.

4° Le soi-disant frein automatique que constituerait la règle de déductibilité favorise en réalité le désintéressement des citoyens vis-à-vis des affaires publiques.

5° L'adoption des amendements même subsidiaires entraînerait une complication inouïe.

Un commissaire souligne la différence de situation dans laquelle se trouvent les contribuables dont l'impôt est retenu à la source et les autres contribuables. Selon lui la règle de déductibilité renforce l'avantage des seconds.

Le Ministre des Finances rappelle deux communications écrites qui ont été faites aux membres du Sénat au cours de la discussion publique. Nous donnons ci-dessous le contenu de chacune de ces notes.

I. — Huidige toestand.

Ongewijzigd, d.w.z., totaal van 39 300 frank.

II. — Toestand ingeval de amendementen op 2° en 3° van artikel 21 aangenomen worden.

a) Ongewijzigd, d.w.z., 19 650 frank.

b) Gemiddelde belastingspercentage :

1° basis : $80\,000 + 80\,350 = 160\,350$ frank.

2° belastingspercentage : op de eerste schijf van 160 000 frank wordt 35 500 frank belasting geheven. Op de schijf van 160 000 tot 160 350 frank, wordt 38 % of 133 frank geheven. In totaal wordt er dus 35 633 frank aan belastingen geheven. Vandaar het percentage : 35 633 : 160 350 frank = 22,22 %.

3° belastinggrondslag : 80 000 frank.

4° te betalen belasting : $80\,000 \times 22,22\% = 17\,776$ frank.

c) Totale belasting : $19\,650 + 17\,776 = 37\,426$ frank.

Tegenover het stelsel van de integrale globalisatie dient dus 1 874 frank minder aan belastingen betaald te worden.

Thesis van de tegenstanders der aftrekbaarheid van de belasting.

Verscheidene leden hebben verklaard dat zij de amendementen, waarbij de aftrekbaarheid wordt hersteld, niet kunnen aanvaarden.

Na de in het ondergeschikte amendement vervatte nieuwe schaal aandachtig te hebben onderzocht, komt een lid tot de bevinding dat daardoor niet de middenstand, maar de hoge inkomsten worden bevoordeeld.

Volgens de schaal van de Regering worden de inkomsten boven 3 miljoen frank immers voor 50 % en die boven 5 miljoen frank voor 55 % belast. In de bij de amendementen voorgestelde schaal wordt de belasting op die beide inkomsten onderscheidenlijk op 47 % gebracht.

Bovendien zouden die amendementen buitengewone verwikkelingen ten gevolge hebben.

Een ander lid verklaart met die amendementen niet te kunnen instemmen, en voert daar tal van redenen voor aan :

1° De regel betreffende de niet-aftrekbaarheid is een kwestie van loutere techniek. Dat men hem doet voorkomen als een middel tot klassenstrijd is enkel het gevolg van voorwendsels, die zowel aan de ene als aan de andere zijde worden aangevoerd.

2° De toepassing ervan zal geen aanleiding geven tot onrechtvaardigheid, want de schalen werden aangepast.

3° Met de aanvaarding van die regel zal de tegenstelling vervallen tussen de nominale aanslagvoeten, die schijnbaar op de belastingplichtige worden toegepast, en de werkelijke bedragen waarmede hij wordt belast.

4° De zogenaamde automatische rem, die in de regel van de aftrekbaarheid zou besloten liggen, heeft in feite tot gevolg dat de belangstelling van de burgers voor de staatszaken verflauwt.

5° Het aannemen van de amendementen, zelfs van de ondergeschikte, zou tot ongehoorde complicaties leiden.

Een lid wijst op het verschil in toestand tussen de belastingplichtigen van wie de belasting aan de bron wordt ingehouden, en de andere belastingbetalers. Volgens hem worden laatsbedoelden door de regel van de aftrekbaarheid nog meer bevoordeeld.

De Minister van Financiën herinnert aan twee schriftelijke mededelingen welke de senatoren tijdens de bespreking in openbare vergadering zijn ter hand gesteld. Wij laten hierna de inhoud van elk van beide nota's volgen.

L'INTRODUCTION DE LA DÉDUCTIBILITÉ TOTALE DANS LE SYSTÈME D'IMPÔT GLOBAL.

(Répercussion technique, abstraction faite des injustices internes inhérentes au système de déductibilité.)

HET INVOEREN DER AFTREKBAARHEID IN HET STELSEL VAN DE GLOBALE BELASTING.

(Technische terugslag buiten en boven de interne onrechtvaardigheden die aan het stelsel der aftrekbaarheid zijn verbonden.)

Tranche de revenus — <i>Schijf</i>	Impôt non déductible — <i>Belasting niet aftrekbaar</i> %	Transposé en déductibilité — <i>Getransponeerd in aftrekbaarheid</i> %	Arrondi — <i>Afgerond</i> %
De/Van 25 000 à/tot 30 000	10	11,11	11
De/Van 30 000 à/tot 35 000	12	13,63	13,50
De/Van 35 000 à/tot 40 000	15	17,64	17,50
De/Van 40 000 à/tot 50 000	16	19,04	19
De/Van 50 000 à/tot 70 000	17	20,48	20,50
De/Van 70 000 à/tot 80 000	20	25	25
De/Van 80 000 à/tot 100 000	22	28,20	28,50
De/Van 100 000 à/tot 150 000	24	31,58	31,50
De/Van 150 000 à/tot 200 000	27,50	37,90	38
De/Van 200 000 à/tot 300 000	30	42,80	43
De/Van 300 000 à/tot 400 000	35	53,84	54
De/Van 400 000 à/tot 500 000	37,50	60	60
De/Van 500 000 à/tot 750 000	40	66,66	67
De/Van 750 000 à/tot 1 000 000	42,50	73,89	74
De/Van 1 000 000 à/tot 3 000 000	45	81,81	82
De/Van 3 000 000 à/tot 5 000 000	50	100	100
De plus de/Van meer dan 5 000 000	55	122,22	100

La transposition ne couvre pas toutes les tranches.

Le glissement interne rendu nécessaire par la taxation réduite des tranches de revenus au-delà de 3 000 000 de francs est plutôt limité.

Mais pour maintenir le niveau des recettes de l'Etat, le supplément d'impôts devra être récupéré sur les tranches de revenus situées au-dessous de 1 000 000 de francs.

Il n'est pas impossible de trouver une solution à ce problème mais il ne faut pas perdre de vue cet aspect très important que dans le système actuel la déductibilité joue, en partie, à l'I.C.P. exclusivement sans influencer sur la T.P. (impôt foncier, C.N.C., I.C.P., et taxe mobilière).

Il en découle que nombre de ces impôts sont déductibles en théorie, notamment pour les redevables exempts de l'I.C.P., et que pour le surplus, la répercussion moyenne de la déductibilité en matière d'I.C.P. ne se chiffre qu'à 4 %.

En ce qui concerne les revenus de 1960 (exercice 1961) ces éléments peuvent être calculés approximativement comme suit :

Montant déductible de l'impôt total (taxe professionnelle et impôt complémentaire personnel) :

Taxe professionnelle 23 milliards

Montant déductible uniquement à l'impôt complémentaire personnel :

Impôt foncier et C.N. de crise 5,5 milliards
Taxe mobilière 4,6 milliards
Impôt complémentaire 5,7 milliards

15,8 milliards

De omschakeling dekt echter niet alles.

De interne verschuiving die er door zou noodzakelijk worden door de minder taxatie van de inkomstschijven boven de 3 000 000 frank is eerder beperkt.

Om de Staatsinkomsten op peil te houden zou echter dit bedrag dienen te worden gerecupereerd op de inkomstschijven die beneden 1 000 000 frank liggen.

Dit is echter op zichzelf geen onoplosbaar probleem. Maar het belangrijkste aspect is echter dat in het huidige stelsel een gedeelte der aftrekbaarheid dient te geschieden in de A.P.B. en niet slaat op de bedrijfsbelasting (grondbelasting, nationale crisisbelasting, de A.P.B. en de mobiliënbelasting).

Te noteren dat heel wat van deze belastingen aldus alleen theoretisch aftrekbaar waren voor deze die geen A.P.B. verschuldigd waren, en voor de overige de gemiddelde terugslag van deze aftrekbaarheid in de A.P.B. slechts 4 % uitmaakt.

Op de inkomsten 1960 (dienstjaar 1961) kunnen deze elementen bij benadering als volgt worden bepaald :

Aftrekbaarheid van de totale belasting (bedrijfsbelasting en aanvullende personele belasting) :

Bedrijfsbelasting 23 miljard

Enkel aftrekbaar in de aanvullende personele belasting :

Grondbelasting en crisisbelasting 5,5 miljard
Mobiliënbelasting 4,6 miljard
Aanvullende personele belasting 5,7 miljard

15,8 miljard

Mais tout ne peut être déduit, puisqu'une partie du foncier, de la taxe de crise et de la taxe mobilière a été payée par des personnes qui ne sont pas redevables de l'impôt complémentaire, soit :

± 2 milliards de contribution foncière + C.N. de crise
± 1,1 milliards de taxe mobilière

± 3,1 milliards

Dans le système actuel, le dégrèvement découlant de la déductibilité à l'I.C.P., égale donc :

$15,8 - 3,1$ ou $12,7$ milliards $\times 4\%$ = 508 millions.

Dans un système de globalisation avec maintien de la déductibilité, la déduction totale s'opère à l'impôt global et les tranches supérieures bénéficient d'une réduction.

Il est raisonnable de situer la moyenne des revenus entre 50 000 et 70 000 francs, ce qui correspond à un taux d'imposition de 17 %.

La perte de recettes qui résultera de la déductibilité des impôts actuellement déductibles à l'I.C.P. uniquement, se chiffre donc à :

$15,8$ milliards $\times 17\%$ = 2 686 millions.

Pour obtenir le même rendement après la réforme des impôts, dans un système d'impôt global avec maintien de la déductibilité, il faut donc retrouver 2 180 millions dans le barème.

On ne peut le faire dans la tranche de 1 million et plus.

C'est impensable également pour les petits revenus.

Il en découle inévitablement qu'il faudra majorer les taux d'imposition des revenus moyens.

Cette situation est tellement pertinente que, contrairement à ce qui a toujours été avancé, on abandonne actuellement la revendication de la déductibilité générale et que, en raison de l'aspect psychologique qui s'y attache, on voudrait instaurer une déductibilité restreinte.

A noter d'ailleurs qu'on accepte généralement que les barèmes ont été transposés de telle façon que, sauf pour les revenus très élevés, aucune aggravation d'impôts ne découle de la non-déductibilité.

Néanmoins on croit encore que le système de déductibilité offre plus de sécurité qu'un système de non-déductibilité avec taux global légalement plafonné.

INTRODUCTION D'UNE DÉDUCTIBILITÉ LIMITÉE DANS UN SYSTÈME D'IMPÔT GLOBAL.

On propose actuellement de limiter la déductibilité à l'impôt correspondant aux revenus professionnels et ceci uniquement pour les personnes physiques.

A remarquer tout d'abord que cette déductibilité restreinte fait subsister tous les inconvénients du système de la déductibilité : taux trop élevé pour la première année, pour entreprises débutantes, pour entreprises en expansion continue, pour famille bénéficiant de réductions pour charges de famille, lors de la cessation de l'activité, en cas de non-récupération de pertes professionnelles, etc.

Au surplus par la suite du traitement anormalement favorable des hautes tranches de revenus, il faudrait en tout cas récupérer environ 250 millions dans les tranches des revenus moyens et partant, le barème devrait être relevé dans une certaine mesure.

Maar niet alles kan afgetrokken worden, daar een gedeelte der grond-, crisis- en mobiliënbelasting werd betaald door personen die geen aanvullende personele belasting verschuldigd zijn en wel

± 2 miljard aan grond- en crisisbelasting
± 1,1 miljard aan mobiliënbelasting

± 3,1 miljard

In het huidige stelsel is de ontlasting die uit de aftrekbaarheid in de A.P.B. voortvloeit dus :

$15,8 - 3,1$ of $12,7$ miljard $\times 4\%$ = 508 miljoen.

In een stelsel van globalisatie waarin de aftrekbaarheid wordt behouden geschiedt de volledige aftrek van de globale belasting met vermindering van de hoogste inkomstenschijven.

Het is redelijk het gemiddelde tussen 50 000 à 70 000 frank te situeren, wat een belastingpercentage van 17 % betekent.

De vermindering ingevolge aftrekbaarheid door de aftrek van wat thans enkel op de A.P.B. aftrekbaar is, wordt dus :

$15,8$ miljard $\times 17\%$ = 2 686 miljoen.

Om hetzelfde rendement na de belastinghervorming te behouden in het stelsel der globale belasting met behoud van de aftrekbaarheid moet dus 2 180 miljoen in het belastingbarema worden teruggevonden.

Dit kan niet bij de inkomsten van 1 miljoen en meer.

Het is ondenkbaar bij de kleine inkomsten.

Het onvermijdelijke gevolg is dus het opvoeren van de belastingvoeten voor de middelmatige inkomens.

Deze toestand is zodanig klaar dat in afwijking van wat steeds werd vooruitgezet, men thans het standpunt van de algemene aftrekbaarheid heeft verlaten en men, omwille van het psychologische probleem, daaraan verbonden, een beperkte aftrekbaarheid zou willen invoeren.

Te noteren valt overigens dat men over het algemeen aanvaardt dat de barema's zodanig werden aangepast dat, behoudens voor de zeer hoge inkomsten, er geen verzwaring der belasting uit de niet-aftrekbaarheid voortvloeit.

Men meent echter nog altijd in het stelsel der aftrekbaarheid meer veiligheid te vinden dan in der niet-aftrekbaarheid met wettelijk begrensde hoogte der totale belasting.

INVOERING VAN EEN BEPERKTE AFTREKBAARHEID IN EEN STELSEL VAN GLOBALE BELASTING.

Er wordt thans voorgesteld de aftrekbaarheid te beperken tot de belasting die overeenstemt met het bedrijfsinkomen en dit alleen voor de natuurlijke personen.

Vooreerst weze opgemerkt dat deze beperkte aftrekbaarheid al de nadelen van het stelsel der aftrekbaarheid in leven houdt : te hoge aanslagvoet voor het eerste jaar, voor beginnende bedrijven, voor bestendig groeiende bedrijven, voor gezinnen met belastingverminderingen ingevolge gezinslast, bij het stopzetten der activiteit, bij de niet-recuperatie van bedrijfsverliezen, enz.

Tevens moet ingevolge de abnormaal gunstige behandeling der hoogste inkomstenschijven in alle geval circa 250 miljoen bij de middelmatige inkomsten worden teruggevonden en dus in bepaalde mate de schalen verhoogd.

Si, cette fois-ci il ne s'agit pas de récupérer le montant énorme de 2 milliards sur les revenus moyens, il est alors incontestable qu'on crée une discrimination profonde entre les revenus professionnels et les autres catégories de revenus.

Mais le système a inévitablement de telles complications techniques que non seulement il ne peut être mis en pratique, mais qu'en même temps, par ses répercussions, il impliquerait la modification de presque toutes les dispositions essentielles de la réforme fiscale :

- les minima exonérés en matière de revenus professionnels;
- le système du forfait des charges professionnelles pour salariés;
- le système des majorations pour absence de versements anticipatifs;
- les réductions pour charges de famille;
- les abattements (minimum et maximum) prévus en cas de cumul des époux;
- les immunisations forfaitaires pour pensionnés.

Il faudrait, surtout, appliquer parallèlement deux barèmes :

1° Barème avec déductibilité pour les revenus professionnels jusqu'à 250 000 francs;

2° Barème avec non-déductibilité pour les autres revenus et pour les revenus professionnels au-delà de 250 000 francs.

Etant donné que les revenus sont presque toujours mixtes, il faudrait élaborer un système proportionnel extrêmement compliqué. Ceci aurait comme conséquence que le contribuable se perdrait dans le calcul des impôts payés déductibles et que le système entier deviendrait un labyrinthe.

Pour les revenus dont l'impôt correspondant est déductible, les minima exonérés devraient être diminués. Il n'en serait pas ainsi pour les autres revenus. Ici encore, une discrimination, et au surplus, en cas de revenus mixtes, la même complication dont question ci-dessus.

DEDUCTIBILITÉ PARTIELLE DE L'IMPÔT.

I. — Problème à résoudre.

Établir un tarif d'impôt sur les personnes physiques compte tenu de la déductibilité de l'impôt, de manière telle que ce tarif donne approximativement le même résultat que le tarif figurant au projet de loi, qui est établi, lui, compte tenu de la non-déductibilité, et ce, aussi bien pour chacun des contribuables envisagés séparément que pour l'ensemble des contribuables.

II. — Première solution.

A. — Principe.

La quotité de l'I.P.P. qui se rapporte aux revenus professionnels serait déductible au titre de dépense professionnelle, au même titre que les impôts ou taxes perçus, au profit des pouvoirs subordonnés, sur la base ou le montant de l'I.P.P.

Les autres quotités de l'I.P.P. (quotités se rapportant aux revenus immobiliers, mobiliers ou divers) ne seraient pas déductibles, ni au titre de charges professionnelles, ni au titre de charges gravant le revenu global.

C'est là le problème posé par l'amendement Adam et De Baeck, rejeté par la Commission des Finances du Sénat.

Indien ditmaal niet het enorme bedrag van 2 miljard op de middelmatige inkomsten moet worden verhaald, dan is het echter zo dat men een diepgaande discriminatie tot stand brengt tussen de bedrijfsinkomsten en de andere categorieën van inkomsten.

Maar het stelsel leidt onvermijdelijk tot zodanige technische complicaties dat het niet alleen niet door te voeren is, maar dat het tevens een wijziging van bijna alle essentiële beschikkingen van de fiscale hervorming tot gevolg zou hebben :

- de vrijgestelde minima dienen verminderd voor de bedrijfsinkomsten;
- het stelsel van de forfaitaire aftrek voor bedrijfslasten voor de loontrekkenden;
- het stelsel der verhogingen wegens het ontbreken van vervroegde stortingen;
- de verminderingen wegens gezinslasten;
- de abattements (minimum en maximum) voor de samengevoegde inkomsten der echtgenoten;
- de forfaitaire vrijstelling voor gepensioneerden.

Er zouden vooral twee schalen gelijklopend moeten worden toegepast :

1° Schaal met aftrekbaarheid voor bedrijfsinkomsten tot 250 000 frank;

2° Schaal zonder aftrekbaarheid voor de andere inkomsten en voor bedrijfsinkomsten boven de 250 000 frank.

Daar de inkomsten meestal gemengd zijn, zou een uiterst gecompliceerd stelsel van proportionaliteit moeten worden uitgewerkt. Dit zou tevens voor gevolg hebben dat voor de belastingplichtige én het belastingstelsel én het gedeelte der aftrekbare betaalde belastingen totaal onoverzichtelijk zou worden.

De vrijgestelde minima zouden, voor de inkomsten waarvan de belasting aftrekbaar is, gereduceerd moeten worden. Voor de andere inkomsten echter niet. Dus hier ook nieuwe discriminatie en tevens, bij gemengde inkomsten, dezelfde complicatie als hierboven vermeld.

GEDEELTELIJKE AFTREKBAARHEID VAN DE BELASTING.

I. — Probleemstelling.

Een tarief uitwerken in zake belasting op de natuurlijke personen, derwijze rekening houdend met de aftrekbaarheid van de belasting dat het tarief nagenoeg hetzelfde resultaat geeft als dit van het wetsontwerp (hetwelk uitgewerkt werd op basis van niet-aftrekbaarheid der belasting), en dit zoveel voor elke belastingplichtige afzonderlijk als voor het geheel der belastingplichtigen.

II. — Eerste oplossing.

A. — Principe.

Het bedrag van de belasting op de natuurlijke personen dat verband houdt met de bedrijfsinkomsten, zou, als bedrijfslast, aftrekbaar zijn, evenals de belastingen en taken geheven ten voordele van de ondergeschikte besturen op de basis of op het bedrag van de P.B.

De andere gedeelten van de P.B. (die verband houden met de onroerende-, roerende- of diverse inkomsten) zouden niet aftrekbaar zijn, noch als bedrijfslasten noch als lasten op het globaal inkomen.

Dit is het probleem gesteld door het amendement Adam en De Baeck, hetwelk verworpen werd door de Senaatscommissie voor de Financiën.

B. — Première approche du problème.

Considérer que le revenu imposable est constitué exclusivement par des revenus professionnels.

Le tableau ci-après montre les différences entre les deux tarifs envisagés.

B. — Eerste benadering van het probleem.

Veronderstellen dat het belastbaar inkomen uitsluitend uit bedrijfsinkomsten bestaat.

De hierna volgende tabel toont de verschillen tussen de twee bedoelde tarieven.

Tarif sans déductibilité — Tarief zonder aftrekbaarheid		Tarif avec déductibilité (chiffres arrondis) — Tarief met aftrekbaarheid (afgeronde cijfers)	
Minimum exonéré de base. — Vrijgesteld minimum ..	25 000	Minimum exonéré de base. — Vrijgesteld minimum ..	24 000
Tranche : — Schijf :	%	Tranche : — Schijf :	%
De/Van 25 000 à/tot 30 000	10	De/Van 24 000 à/tot 29 000	10
De/Van 30 000 à/tot 35 000	12	De/Van 29 000 à/tot 33 000	15
De/Van 35 000 à/tot 40 000	15	De/Van 33 000 à/tot 37 000	18,75
De/Van 40 000 à/tot 50 000	16	De/Van 37 000 à/tot 46 000	17,75
De/Van 50 000 à/tot 70 000	17	De/Van 46 000 à/tot 62 000	21,25
De/Van 70 000 à/tot 80 000	20	De/Van 62 000 à/tot 70 000	25
De/Van 80 000 à/tot 100 000	22	De/Van 70 000 à/tot 86 000	28,80
De/Van 100 000 à/tot 150 000	24	De/Van 86 000 à/tot 124 000	31,80
De/Van 150 000 à/tot 200 000	27,50	De/Van 124 000 à/tot 160 000	39
De/Van 200 000 à/tot 300 000	30	De/Van 160 000 à/tot 230 000	42,80
De/Van 300 000 à/tot 400 000	35	De/Van 230 000 à/tot 295 000	53,80
De/Van 400 000 à/tot 500 000	37,50	De/Van 295 000 à/tot 358 000	59,50
De/Van 500 000 à/tot 750 000	40	De/Van 358 000 à/tot 508 000	66,60
De/Van 750 000 à/tot 1 000 000	42,50	De/Van 508 000 à/tot 652 000	73,70
De/Van 1 000 000 à/tot 3 000 000	45	De/Van 652 000 à/tot 1 752 000	81,80
De/Van 3 000 000 à/tot 5 000 000	50	De/Van 1 752 000 à/tot 2 752 000	100
5 000 000 et plus/en meer	55	2 752 000 et plus/en meer	122

1. Mathématiquement, dans une situation idéale, — c'est-à-dire lorsque l'impôt déductible est « stabilisé » et correspond au montant de l'I.P.P. afférent, suivant le projet de loi, au revenu maximum de chacune des tranches du tarif figurant au projet de loi —, on obtiendrait, individuellement et globalement, le résultat recherché en « convertissant » le minimum exonéré de base, les augmentations de minimum exonéré, les tranches du tarif, les taux d'I.P.P. et les réductions pour charges de famille, en fonction de la déductibilité de l'impôt.

2. Mais, il serait psychologiquement inconcevable d'établir un tarif comportant des taux de 100 % et 122 %; à partir de $\pm$ 650 000 francs de revenu imposable, il faudrait donc un taux uniforme de $\pm$ 80 %, encore que ce taux pourrait être considéré comme exagéré à partir de ce montant de revenu qui n'est pas encore tellement élevé.

Dès lors, on aboutirait à la situation suivante :

a) Pour chacun des quelques centaines de contribuables disposant de revenus professionnels importants, le maintien de la déductibilité de l'impôt entraînerait une réduction de charge fiscale :

— dans tous les cas, par rapport au projet de loi;

— parfois, et cela surtout quand le revenu est fort important, par rapport à la situation actuelle (par rapport au projet de loi, il y aurait là une moins-value d'environ 250 millions).

b) Théoriquement, cette moins-value devrait être compensée par une aggravation de la charge — par rapport au projet de loi — afférente aux revenus des centaines de

1. Mathematisch zou men in een ideale toestand — d.w.z. wanneer de aftrekbare belasting « gestabiliseerd » is zodat zij overeenstemt met de B.N.P. die volgens het wetsontwerp verband houdt met het maximum-inkomen van elke tariefschijf in het wetsontwerp voorzien — individueel en globaal het gezochte resultaat bekomen door « omzetting » van het vrijgesteld minimum, van de verhogingen van het vrijgesteld minimum, van de tariefschijven, van de aanslagvoeten der B.N.P., en van de verminderingen wegens gezinslasten, in functie van de aftrekbaarheid der belasting.

2. Maar het zou, psychologisch gezien, ondenkbaar zijn een tarievenschaal in te voeren met aanslagvoeten gaande tot 100 % en 122 %; vanaf een belastbaar inkomen van $\pm$ 650 000 frank, zou bijgevolg een eenvormige aanslagvoet van $\pm$ 80 % dienen gerekend, alhoewel men dit percentage als buitensporig zou kunnen beschouwen voor een inkomen dat tenslotte nog niet zo hoog ligt.

Men zou derhalve tot de volgende toestand komen :

a) Voor ieder van de enige honderden belastingplichtigen die belangrijke bedrijfsinkomsten genieten, zou het behoud van de aftrekbaarheid een verlichting van hun fiscale last betekenen :

— in elk geval, ten opzichte van het wetsontwerp;

— in enkele gevallen, en vooral wanneer het inkomen zeer aanzienlijk is, ten opzichte van de huidige toestand (ten opzichte van het wetsontwerp is er een minderwaarde van ongeveer 250 miljoen).

b) Theoretisch zou deze minderwaarde dienen gecompenseerd door een verzwaring van de fiscale last — steeds ten opzichte van het wetsontwerp — betreffende de inkomsten

milliers d'autres contribuables; comme il ne serait sans doute pas possible de faire supporter ces 250 millions par les petits contribuables, ce seraient les contribuables moyens qui devraient les endosser; bien sûr, pour chacun d'eux, en particulier, cela ne serait pas grave, mais le fait serait tout de même là.

3. Pour la première année d'application du nouveau système, l'application du nouveau tarif susvisé entraînerait des distorsions réellement injustifiables et ce, en raison des faits suivants :

a) Le tarif du projet de loi a été établi en partant des revenus professionnels nets actuellement soumis à la T.P., auxquels on a ajouté la T.P. y afférente et desquels on a déduit 5 % (avec minimum de 5 000 francs et maximum de 10 000 francs), de manière telle que l'I.P.P. soit inférieur à la T.P. + l'I.C.P. pour les petits contribuables, approximativement équivalent à la T.P. + l'I.C.P. pour les contribuables moyens, et supérieur à la T.P. + l'I.C.P. pour les contribuables importants; les tranches et les taux de ce tarif ont donc été déterminés compte tenu des revenus professionnels nets *avant déduction* de l'impôt y afférent (T.P. uniquement).

b) Par contre, le nouveau tarif susvisé (avec déductibilité) est déterminé en fonction d'une situation idéale (charge fiscale stabilisée au montant de l'I.P.P. afférent suivant le projet au revenu maximum de chacune des tranches du tarif figurant dans le projet), c'est-à-dire en fonction de la déductibilité d'un montant correspondant — sous réserve de ce qui est dit sub a quant à l'incidence de la réforme pour les trois grandes catégories de contribuables — à la T.P. + l'I.C.P. actuels.

c) Comme pour la première année d'application du système, seule la T.P. devrait normalement être déductible au titre de charges professionnelles.

On arriverait à la situation suivante :

- les *petits contribuables*, pour lesquels la différence entre la charge stabilisée dont il est question sub b et la T.P. actuelle est, dans la plupart des cas, négative (charge stabilisée, T.P. actuelle) trouveraient dans l'application du nouveau tarif un nouvel *allègement de la charge fiscale* inversement proportionnel à l'importance de leurs revenus; dans l'ensemble, la moins-value serait cependant d'importance, eu égard au grand nombre de contribuables de cette catégorie;
- les *contribuables moyens*, pour lesquels la différence entre la « charge stabilisée » et la T.P. actuelle correspond approximativement à l'I.C.P. actuel, subiraient, du chef de l'application du nouveau tarif, une *majoration de la charge fiscale*, proportionnelle à l'importance de leurs revenus (cette majoration serait encore aggravée du fait que le tarif devrait compenser dans les tranches moyennes, la moins-value afférente aux tranches supérieures; voir 2° ci-dessus);
- les *contribuables importants*, pour lesquels la différence entre la « charge stabilisée » et la T.P. actuelle serait encore plus importante que pour les contribuables moyens seraient les « grandes victimes » du système, tout au moins pendant les premières années d'application du nouveau système (pour les revenus importants, la proportion d'I.C.P. de la charge globale tend vers 40 %).

Pour limiter, dans toute la mesure du possible, les distorsions indiquées sub 3, il faudrait également admettre la

van honderden duizenden andere belastingplichtigen; aan gezien het ongetwijfeld niet mogelijk is deze 250 miljoen ten laste van de kleine belastingplichtigen te leggen, zouden de middelgrote belastingplichtigen de last ervan moeten dragen; voor ieder van hen individueel genomen zou dit voorzeker niet zwaar zijn, maar het feit is er niettemin.

3. Voor het eerste jaar waarin het nieuw systeem van kracht wordt, zou de toepassing van voormeld nieuw tarief werkelijk niet verantwoordbare distorsies meebrengen, en wel wegens de volgende feiten :

a) Het tarief van het wetsontwerp werd vastgelegd uitgaande van de netto-inkomsten die thans onderworpen zijn aan de B.B., waaraan men de erop slaande B.B. heeft toegevoegd en waarvan men 5 % heeft afgetrokken (met minimum van 5 000 frank en maximum van 10 000 frank), zodanig dat de belasting der natuurlijke personen lager zou zijn dan de som van B.B. + A.P.B. voor wat de kleine belastingplichtigen betreft, ongeveer gelijk voor wat de middelgrote belastingplichtigen aangaat, en hoger voor de belangrijke belastingplichtigen; de schijven en de aanslagvoeten van dit tarief werden dus bepaald rekening gehouden met de netto-bedrijfsinkomsten *voor aftrek* van de erop slaande belasting (uitsluitend B.B.).

b) Daarentegen is het hoger bedoeld nieuw tarief (met aftrekbaarheid) bepaald in functie van een ideale toestand (fiscale last gestabiliseerd op het bedrag van de B.N.P. die volgens het ontwerp verband houdt met het maximum-inkomen van elke in het ontwerp voorziene tariefschijf), d.w.z. in functie van de aftrekbaarheid van een bedrag overeenstemmend — onder voorbehoud van wat gezegd werd onder a met betrekking tot de weerslag van de hervorming op de drie grote categorieën van belastingplichtigen — met de huidige B.B. + A.P.B.

c) Zoals voor het eerste jaar gedurende hetwelk het systeem wordt toegepast, zou alleen de B.B. normaal mogen afgetrokken worden als bedrijfslast.

Men zou tot de volgende toestand komen :

- de *kleine belastingplichtigen*, voor wie het verschil tussen de « gestabiliseerde last » waarvan sprake sub b en de huidige B.B. in de meeste gevallen negatief is (gestabiliseerde last, huidige B.B.) zouden bij de toepassing van het nieuwe tarief een nieuwe *verlichting bekomen van hun fiscale last*, en wel omgekeerd evenredig met de belangrijkheid van hun inkomsten; in het geheel gezien zou de minderwaarde echter aanzienlijk zijn, wegens het groot aantal belastingplichtigen van deze categorie;
- de *middelgrote belastingplichtigen*, voor wie het verschil tussen de « gestabiliseerde last » en de huidige B.B. ongeveer overeenstemt met de huidige A.P.B., zouden bij de toepassing van het nieuwe tarief een *belastingverhoging* ondergaan evenredig met de belangrijkheid van hun inkomsten (deze verhoging zou nog verzwaaard worden door het feit dat het tarief in de schijven der gemiddelde inkomsten compensatie zou moeten vinden voor de minderwaarde betreffende de hoogste schijven; zie 2° hierboven);
- de *belangrijke belastingplichtigen*, voor wie het verschil tussen de gestabiliseerde last » en de huidige B.B. nog aanzienlijker zou zijn dan voor de middelgrote belastingplichtigen, zouden de « grote slachtoffers » van het systeem zijn, ten minste gedurende de eerste jaren waarin dit nieuw systeem zou toegepast worden (voor de aanzienlijke inkomsten bereikt de verhouding A.P.B. in de totale last 40 %).

Om in de mate van het mogelijke de distorsies waarvan sprake onder 3 te beperken, zou men eveneens de aftrek-

déduction, au titre de charge professionnelle, de l'I.C.P. afférent aux revenus professionnels. Mais, du point de vue technique, il y a là une impossibilité matérielle lorsque le revenu global comprend des revenus autres que professionnels.

5. Quoi qu'il en soit, les difficultés visées sub 2 et 3 sont encore de loin moins graves que celles avec lesquelles on est confronté lorsqu'il s'agit de résoudre le cas des contribuables à revenus mixtes (voir D ci-après).

C. — *Deuxième approche du problème.*

Considérer que le revenu imposable ne comprend pas de revenus professionnels.

Dans les éventualités où cette situation se rencontrerait, (d'après la statistique I.C.P. de l'exercice 1960, il y aurait $\pm 14\ 000$ contribuables de l'espèce), le tarif du projet de loi devrait être maintenu, avec les tranches qu'il comporte, puisque pour les contribuables dont il s'agit, le principe de la non-déductibilité de l'impôt serait maintenu.

Il devrait donc y avoir un deuxième tarif d'I.P.P.

D. — *Troisième approche du problème.*

Considérer que le revenu imposable comprend à la fois des revenus professionnels, pour lesquels la déductibilité serait maintenue, et des autres revenus pour lesquels la déductibilité ne serait pas maintenue.

1. Pour que la réforme donne le rendement souhaité par le Gouvernement, le tarif de l'I.P.P. figurant dans le projet de loi a été déterminé compte tenu des effets de la « globalisation »; pour évaluer ces effets, il a été tenu compte de la statistique I.C.P. de l'exercice 1960, qui indique, par tranche de revenu global soumis à l'I.C.P. le montant des revenus immobiliers ou mobiliers qui y sont compris.

Cette même statistique doit être utilisée pour déceler les effets du maintien de la déductibilité partielle.

Elle fournit les indications suivantes quant à la ventilation moyenne du revenu global entre les deux catégories de revenus à envisager.

baarheid als bedrijfslast moeten aanvaarden voor de A.P.B. in de bedrijfsinkomsten. Van technisch standpunt uit is dit evenwel materieel onmogelijk wanneer het globaal inkomen andere inkomsten dan bedrijfsinkomsten bevat.

5. Wat er ook van zij, de moeilijkheden bedoeld onder 2 en 3 zijn veruit minder zwaar dan deze waar men voor staat wanneer men te maken heeft met belastingplichtigen die gemengde inkomsten genieten (zie D hierna).

C. — *Tweede benadering van het probleem.*

Veronderstellen dat het belastbaar inkomen geen bedrijfsinkomsten bevat.

In de gevallen waarin deze toestand zich zou voordoen, (volgens de statistieken der A.P.B. van het dienstjaar 1960, zouden ongeveer 14 000 belastingplichtigen zich in dat geval bevinden) zou het tarief van het wetsontwerp met de daarin voorziene schijven dienen behouden te worden aangezien voor deze delastingplichtigen het principe der niet-afrekbaarheid zou van kracht blijven.

Er zou dus een tweede tarief B.N.P. moeten zijn.

D. — *Derde benadering van het probleem.*

Veronderstellen dat het belastbaar inkomen terzelfder tijd bedrijfsinkomsten bevat, waarvoor de aftrekbaarheid zou behouden blijven, en andere inkomsten waarvoor de aftrekbaarheid niet zou gelden.

1. Om te bekomen dat de hervorming het door de Regering gewenste rendement zou opleveren, werd het in het wetsontwerp voorziene tarief der B.N.P. bepaald, rekening houdend met de « globalisatieffecten »; om deze effecten te ramen werd gesteund op de statistiek der A.P.B. betreffende het dienstjaar 1960, waarin per schijf van het in de A.P.B. belastbaar inkomen, het bedrag is aangegeven van de daarin begrepen onroerende en roerende inkomsten.

Men moet dezelfde statistiek gebruiken om de gevolgen op te sporen van het behoud van de gedeeltelijke aftrekbaarheid.

Zij levert de volgende aanduidingen omtrent de gemiddelde verdeling van het globaal inkomen over de twee te beschouwen categorieën van inkomsten.

Tranches de revenu global — Schijven van globaal inkomen		Revenus (en %) — Inkomsten (in %)		
soumis à l'I.C.P. onderworpen aan de A.P.B.	soumis à l'I.P.P. (sans déductibilité) onderworpen aan de B.F.P. (zonder aftrekbaarheid)	professionnels bedrijfs- inkomsten	autres andere	Total Totaal
Moins de/Minder dan 30 000	Moins de/Minder dan 30 000	98	2	100
30 000 à/tot 50 000	30 000 à/tot 48 000	96	4	100
50 000 à/tot 70 000	48 000 à/tot 75 000	96	4	100
70 000 à/tot 100 000	75 000 à/tot 110 000	95	5	100
100 000 à/tot 150 000	110 000 à/tot 170 000	91	9	100
150 000 à/tot 200 000	170 000 à/tot 250 000	89	11	100
200 000 à/tot 250 000	250 000 à/tot 330 000	85	15	100
250 000 à/tot 300 000	330 000 à/tot 410 000	85	15	100
300 000 à/tot 400 000	410 000 à/tot 520 000	80	20	100
400 000 à/tot 500 000	520 000 à/tot 650 000	80	20	100
500 000 à/tot 750 000	650 000 à/tot 1 100 000	65	35	100
750 000 à/tot 1 000 000	1 100 000 à/tot 1 500 000	72	28	100
1 000 000 et plus/en meer	1 500 000 et plus/en meer	75	25	100

Pour déterminer le tarif de l'I.P.P. compte tenu de la déductibilité de la quotité de l'impôt afférente aux revenus professionnels, on pourrait donc considérer que:

- jusqu'à 100 000 francs de revenu imposable, il y a 5 % de revenus autres que professionnels;
- de 100 000 à 250 000 francs il y en a 10 %;
- de 250 000 à 400 000 francs, 15 %;
- de 400 000 à 650 000 francs, 20 %;
- et au-delà, 30 %.

2. Le tarif qui tiendrait compte de ces éléments dans une mesure telle que la charge individuelle et globale soit la même que dans le système du projet de loi serait le suivant :

Minimum exonéré de base : 24 000.

Tranche de	24 000 à	29 000	10	%.
Tranche de	29 000 à	33 000	15	%.
Tranche de	33 000 à	37 000	18,75	%.
Tranche de	37 000 à	46 000	17,75	%.
Tranche de	46 000 à	63 000	20	%.
Tranche de	63 000 à	71 000	25	%.
Tranche de	71 000 à	87 000	28,8	%.
Tranche de	87 000 à	127 000	30	%.
Tranche de	127 000 à	164 000	30	%.
Tranche de	164 000 à	241 000	40	%.
Tranche de	241 000 à	311 000	50	%.
Tranche de	311 000 à	386 000	50	%.
Tranche de	386 000 à	580 000	50	%.
Tranche de	580 000 à	756 000	60	%.
Tranche de	756 000 à	2 126 000	65	%.
Tranche de	2 126 000 à	3 426 000	77	%.
Tranche de	3 426 000 et +		90	%.

3. Ce tarif éviterait l'écueil rencontré lors de la première approche du problème, encore que le taux maximum (90 %) pourrait être jugé exagéré.

4. Pour la première année d'application du nouveau système, ce tarif entraînerait les mêmes distorsions que celles signalées à l'occasion de la première approche du problème, bien que ces distorsions soient légèrement atténuées en raison de la non-déductibilité d'une quotité de l'I.P.P.

5. Mais — et cela est de loin plus grave —, ce tarif, s'il est susceptible de régler de manière satisfaisante le cas des contribuables dont le revenu imposable est constitué de revenus professionnels et de revenus autres suivant les proportions sus-indiquées, entraînerait des distorsions sérieuses — et injustifiées —, lorsque la « constitution » du revenu est différente. Et ce sera généralement le cas.

6. Il s'agirait là d'un troisième tarif d'I.P.P. Bien entendu, du point de vue technique, il ne peut être question d'appliquer trois tarifs d'I.P.P. : le premier pour les contribuables n'ayant que des revenus professionnels, le second pour ceux n'ayant que des revenus de chacune de ces catégories.

Il faudrait donc combiner ces trois tarifs, avec la conséquence inéluctable que les distorsions provenant de la non-déductibilité de la quotité de l'I.P.P. qui se rapporte aux revenus autres que professionnels seraient encore aggravées lorsque la ventilation entre les deux catégories de revenus s'écarte sensiblement de la « ventilation idéale ».

De toute manière, le contribuable qui n'a que des revenus professionnels, pour lesquels la déductibilité est totale, serait

Om het tarief van de B.N.B. te bepalen rekening houdend met de aftrekbaarheid van het gedeelte der bedoelde belasting dat verband houdt met de bedrijfsinkomsten, zou men kunnen beschouwen dat

- tot 100 000 frank belastbare inkomsten, er 5 % inkomsten zijn andere dan uit een bedrijfsactiviteit;
- van 100 000 tot 250 000 frank, er 10 % zijn;
- van 250 000 tot 400 000 frank, 15 %;
- van 400 000 tot 650 000 frank, 20 %;
- daarboven, 30 %.

2. Het tarief dat dermate met deze elementen zou rekening houden dat de individuele en globale last dezelfde is als in het wetsontwerp, doet zich voor als volgt :

Vrijgesteld minimum : 24 000.

Schijf van	24 000 tot	29 000	10	%.
Schijf van	29 000 tot	33 000	15	%.
Schijf van	33 000 tot	37 000	18,75	%.
Schijf van	37 000 tot	46 000	17,75	%.
Schijf van	46 000 tot	63 000	20	%.
Schijf van	63 000 tot	71 000	25	%.
Schijf van	71 000 tot	87 000	28,8	%.
Schijf van	87 000 tot	127 000	30	%.
Schijf van	127 000 tot	164 000	30	%.
Schijf van	164 000 tot	241 000	40	%.
Schijf van	241 000 tot	311 000	50	%.
Schijf van	311 000 tot	386 000	50	%.
Schijf van	386 000 tot	580 000	50	%.
Schijf van	580 000 tot	756 000	60	%.
Schijf van	756 000 tot	2 126 000	65	%.
Schijf van	2 126 000 tot	3 426 000	77	%.
Schijf van	3 426 000 en meer		90	%.

3. Dit tarief zou de klip vermijden die wij ontmoet hebben bij de eerste benadering van het probleem, alhoewel de maximum-aanslagvoet (90 %) overdreven kan geacht worden.

4. Gedurende het eerste jaar waarin het nieuw systeem zou toegepast worden, zou het tarief dezelfde distorsies meebrengen als deze waarop gewezen werd bij de eerste benadering van het probleem, al worden die distorsies ietwat gematigd ingevolge de niet-aftrekbaarheid van een gedeelte van de B.N.P.

5. Maar, — en dit is wel veel erger — alhoewel dit tarief op voldoende wijze het geval kan regelen van de belastingplichtigen wier inkomen is samengesteld uit bedrijfs- en andere inkomsten in de bovenstaande verhouding, brengt het nog ernstige en ongerechtvaardigde distorsies mede wanneer de samenstelling van het inkomen andere verhoudingen aanneemt. En dit zal meestal het geval zijn.

6. Het zou hier gaan om een derde tarief van B.N.P. Welnu, uit technisch oogpunt kan er geen sprake van zijn drie tarieven van B.N.P. toe te passen : het eerste voor belastingplichtigen die uitsluitend bedrijfsinkomsten genieten; het tweede voor hen die alleen maar andere inkomsten dan bedrijfsinkomsten hebben, en het derde voor hen die beschikken over inkomsten van beide categorieën.

Men zou deze drie tarieven moeten combineren, met het onvermijdelijke gevolg dat de distorsies voortvloeiend uit de niet-aftrekbaarheid van het gedeelte der B.N.P. dat verband houdt met de inkomsten andere dan uit een bedrijfsactiviteit, nog zouden verzwaaard worden wanneer de verdeling over de twee categorieën van inkomsten gevoelig afwijkt van de « ideale verhouding ».

In ieder geval zou de belastingplichtige die uitsluitend bedrijfsinkomsten geniet, waarvoor de totale aftrekbaar-

lésé, tandis que celui qui n'a que des revenus autres que professionnels serait injustement avantagé.

Exemple.

Supposons que le tarif qui permette d'obtenir, dans l'ensemble, le même résultat que le tarif du projet de loi soit :

Minimum exonéré de base : 24 000 ... I.P.P. sur 24 000 : 300

Tranche de				
24 000 à	29 000 :	10 % ...	29 000 :	800
29 000 à	33 000 :	15 % ...	33 000 :	1 400
33 000 à	37 000 :	18,75 % ...	37 000 :	2 150
37 000 à	46 000 :	±17,75 % ...	46 000 :	3 750
46 000 à	63 000 :	20 % ...	63 000 :	7 150
63 000 à	71 000 :	25 % ...	71 000 :	9 150
71 000 à	86 000 :	±29,3 % ...	86 000 :	13 550
86 000 à	125 000 :	±30,8 % ...	125 000 :	25 550
125 000 à	161 000 :	±38,2 % ...	161 000 :	39 300
161 000 à	240 000 :	±38 % ...	240 000 :	69 300

Première éventualité : *contribuable n'ayant que des revenus professionnels.*

a) *Salarié* : Rémunérations brutes déduction faite des cotisations sociales : 250 000 francs.

I.P.P. dû suivant le projet de loi :

	250 000
— 15 %	37 500
Différence.	212 500
— 5 % (max.).	10 000

Revenu imposable. 202 500 I.P.P. célib. 40 050

I.P.P. dû suivant le projet amendé :

	250 000
— 25 %	62 500
Différence.	187 500
— 5 %	9 375

Revenu imposable. 178 125 I.P.P. célib. 45 798

Différence +5 748
(1)

b) *Indépendant* : Bénéfices nets avant déduction de l'impôt : 212 500 francs.

I.P.P. dû suivant le projet de loi :

	212 500
— 5 % (max.).	10 000

Revenu imposable. 202 500 I.P.P. célib. 40 050

I.P.P. dû suivant le projet amendé :

	212 500
— impôt	40 288 ⁽²⁾
Différence.	172 212
— 5 %	8 610

Revenu imposable. 163 602 I.P.P. célib. 40 288

Différence + 238

(1) Cette différence provient du fait que le forfait de charges professionnelles actuel serait rétabli; les distorsions qui en résultent déjà actuellement dans le système de la déductibilité continueraient à subsister.

(2) I.P.P. calculé « en dedans », c'est-à-dire dans la situation idéale : revenu et impôt stabilisés.

heid geldt, benadeeld zijn, terwijl degene die uitsluitend « andere » inkomsten geniet onrechtvaardig zou bevoordeeld worden.

Voorbeeld.

Veronderstellen wij dat het tarief dat globaal gezien hetzelfde resultaat afwerpt als dit van het wetsontwerp, zich voordoet als volgt :

Vrijgesteld basisminimum : 24 000 B.N.P. op 24 000 : 300

Schijf van				
24 000 tot	29 000 :	10 % ...	29 000 :	800
29 000 tot	33 000 :	15 % ...	33 000 :	1 400
33 000 tot	37 000 :	18,75 % ...	37 000 :	2 150
37 000 tot	46 000 :	±17,75 % ...	46 000 :	3 750
46 000 tot	63 000 :	20 % ...	63 000 :	7 150
63 000 tot	71 000 :	25 % ...	71 000 :	9 150
71 000 tot	86 000 :	±29,3 % ...	86 000 :	13 550
86 000 tot	125 000 :	±30,8 % ...	125 000 :	25 550
125 000 tot	161 000 :	±38,2 % ...	161 000 :	39 300
161 000 tot	240 000 :	±38 % ...	240 000 :	69 300

Eerste mogelijkheid : *belastingplichtige die uitsluitend bedrijfsinkomsten geniet.*

a) *Loontrekkende* : Bruto-loon na aftrek van de sociale bijdragen : 250 000 frank.

B.N.P. verschuldigd volgens het wetsontwerp :

	250 000
— 15 %	37 500
Verschil.	212 500
— 5 % (max.).	10 000

Belastbaar inkomen. 202 500 B.N.P. vrijg. 40 050

B.N.P. volgens het geamendeerde ontwerp :

	250 000
— 25 %	62 500
Verschil.	187 500
— 5 %	9 375

Belastbaar inkomen. 178 125 B.N.P. vrijg. 45 798

Verschil +5 748
(1)

b) *Zelfstandige* : Netto-winsten voor aftrek van de belasting : 212 500 frank.

B.N.P. verschuldigd volgens het wetsontwerp :

	212 500
— 5 % (max.).	10 000

Belastbaar inkomen. 202 500 B.N.P. vrijg. 40 050

B.N.P. verschuldigd volgens het geamendeerde ontwerp :

	212 500
— belasting	40 288 ⁽²⁾
Verschil.	172 212
— 5 %	8 610

Belastbaar inkomen. 163 602 B.N.P. vrijg. 40 288

Verschil + 238

(1) Dit verschil spruit hieruit voort dat het huidige forfait der bedrijfslasten opnieuw zou ingevoerd worden; de distorsies die er nu reeds het gevolg van zijn in een systeem met aftrekbaarheid, zouden verder blijven bestaan.

(2) B.N.P. ingerekend, d.w.z. in een ideale toestand : inkomen en belasting gestabiliseerd.

Deuxième éventualité : contribuable n'ayant que des revenus autres que professionnels.

Revenus nets de propriétés foncières ou de capitaux mobiliers	202 500
I.P.P. dû suivant le projet de loi (célib.)	40 050
I.P.P. dû suivant le projet amendé (célib.)	55 070
Différence	+ 15 020

Troisième éventualité : contribuable ayant à la fois des revenus professionnels et d'autres revenus.

a) Revenus immobiliers et mobiliers nets. 25 000

Revenus profes. nets avant impôt	177 500 (186 842 - 9 342)
Revenu global. 202 500	
I.P.P. dû suivant le projet de loi (célib.)	40 050
I.P.P. dû suivant le projet amendé (célib.) :	
Revenus immob. et mob.	25 000
Rev. prof. net avant impôt	186 842
— impôt. 35 842(1)	
Différence	151 000
— 5 % 7 550	
Rev. prof. net. 143 450	143 450
Revenu imposable	168 450 I.P.P. 42 112
Différence	+ 2 062

b) Revenus immobiliers et mobiliers 52 500
Revenus professionnels 150 000 (157 890—7 890)

Revenu global. 202 500	
I.P.P. dû suivant le projet de loi	40 050
I.P.P. dû suivant le projet amendé :	
Rev. immob. et mob.	52 500
Rev. prof. net avant impôt	157 890
— impôt. 30 890(1)	
Différence	127 000
— 5 % 6 250	
Rev. prof. net. 120 750	120 750
Revenu imposable	173 250 I.P.P. 43 936
Différence	+ 3 886

E. — Conclusion.

Quoi que l'on fasse, il ne serait pas possible, dans le cadre de la solution adoptée par la Commission des Finances du Sénat, d'éviter les difficultés pratiquement insurmontables qui résultent :

— d'une part, du fait que, pour la première année d'application du nouveau système, l'impôt (T.P.) qui serait effectivement déductible ne correspondrait pas à l'impôt « stabilisé » qui devrait être retenu pour l'établissement d'un tarif définitif : un palliatif consisterait à déduire non seulement la T.P., mais aussi la quotité de l'I.C.P. afférente aux revenus professionnels, mais on ne peut envisager de faire procéder à cette ventilation de l'I.C.P. par l'administration et, encore moins, par le contribuable;

— d'autre part, de l'impossibilité matérielle d'éviter les distorsions entre la charge fiscale afférente à un même revenu global, avant l'impôt, suivant la composition de ce revenu.

(1) I.P.P. calculé « en dedans », c'est-à-dire dans la situation idéale : revenu et impôt stabilisés.

Tweede mogelijkheid : belastingplichtige die uitsluitend over andere dan bedrijfsinkomsten beschikt.

Netto-inkomsten uit onroerende goederen of uit roerende kapitalen	202 500
B.N.P. verschuldigd volgens het wetsontwerp (vrijgezel)	40 050
B.N.P. verschuldigd volgens het geamendeerde ontwerp (vrijgezel)	55 070
Verschil	+ 15 020

Derde mogelijkheid : belastingplichtige die terzelfdertijd bedrijfsinkomsten en andere inkomsten geniet.

a) Netto-onroerende en roerende inkomsten 25 000
Netto-bedrijfsinkomsten vóór belasting. 177 500 (186 842—9 342)

Globaal inkomen. 202 500	
B.N.P. verschuldigd volgens het wetsontwerp (vrijgezel) ...	40 050
B.N.P. verschuldigd volgens het geamendeerde ontwerp (vrijgezel) :	
Onroerende en roerende inkomsten	25 000
Netto-bedrijfsink. vóór belast.	186 842
— belasting. 35 842(1)	
Verschil	151 000
— 5 % 7 550	
Netto-bedrijfsinkomen. 143 450	143 450
Belastbaar inkomen	168 450 B.N.P. 42 112
Verschil	+ 2 062

b) Onroerende en roerende inkomsten ... 52 500
Bedrijfsinkomsten 150 000 (157 890—7 890)

Globaal inkomen. 202 500	
B.N.P. verschuldigd volgens het ontwerp	40 050
B.N.P. verschuldigd volgens het geamendeerde ontwerp :	
Onroerende en roerende inkomsten	52 500
Bedrijfsink. vóór belasting	157 890
— belasting. 30 890(1)	
Verschil	127 000
— 5 % 6 250	
Netto-bedrijfsinkomen. 120 750	120 750
Belastbaar inkomen	173 250 B.N.P. 43 936
Verschil	+ 3 886

E. — Besluit.

Hoe men het ook aan boord legge, het is niet mogelijk in het kader van de oplossing die door de Senaatscommissie voor Financiën werd aangenomen, de praktisch onoverkomelijke moeilijkheden te ontwijken die voortvloeien uit :

— eensdeels het feit dat voor het eerste jaar waarin het nieuwe stelsel wordt toegepast, de belasting (B.B.) die effectief aftrekbaar is, niet overeenstemt met de « gestabiliseerde belasting » die zou in aanmerking moeten genomen worden voor het opstellen van een definitief tarief : een lapmiddel zou hierin bestaan dat niet alleen de B.B. doch eveneens de A.P.B. met betrekking tot de bedrijfsinkomsten zou afgetrokken worden, maar men kan niet overwegen de administratie, en nog veel minder de belastingplichtige, te belasten met de verdeling van de A.P.B.;

— anderdeels, de materiële onmogelijkheid distorsies te vermijden tussen de fiscale last betreffende een zelfde globaal inkomen, vóór aanslag, naargelang van de samenstelling van dit inkomen.

(1) B.N.P. ingerekend, d.w.z. in een ideale toestand : inkomen en belasting gestabiliseerd.

D'autre part, un tel régime créerait entre les contribuables, et par le seul fait de l'origine des revenus, des discriminations injustifiables en opposition flagrante avec le principe « à revenu égal, impôt égal » consacré par la réforme fiscale.

A défaut de pouvoir appliquer une ventilation arbitraire des revenus professionnels ou autres, la seule solution consisterait à opérer le partage exact des revenus d'après leur origine.

Si cette dernière solution a l'avantage d'être équitable, on n'en entrevoit malheureusement pas l'application dans la pratique.

En effet, afin de rendre cette opération possible, il conviendrait de soumettre l'ensemble des revenus (revenus professionnels et revenus fondés à un seul barème au taux déductible). L'impôt ainsi obtenu serait réparti proportionnellement entre, d'une part, les revenus professionnels, d'autre part, les revenus fondés. Les impôts afférents aux revenus professionnels subiraient le régime normal de la déductibilité. Quant aux impôts correspondant aux autres revenus, le taux étant forcé, compte tenu de la déductibilité, il y aurait lieu de les ramener à un taux effectif non déductible.

Pour ce faire, un calcul long et compliqué doit redresser la situation. Si apparemment ce mode de calcul paraît moins compliqué et certes plus équitable, on ne peut cependant perdre de vue que son application s'avère, techniquement, quasi impossible si l'on tient compte des imputations de précompte immobilier et mobilier, des réductions pour charges de famille qui seraient à calculer sur des bases différentes, des limitations des revenus pour charges de famille qui seraient, elles aussi, différentes d'après qu'il s'agit de revenus professionnels ou de revenus autres et, enfin, des augmentations pour manque de paiement anticipatif en ce qui concerne les revenus professionnels.

D'autre part, tous les inconvénients cités au début de cet exposé en matière de transposition du barème non déductible en barème déductible, restent maintenus.

Le nombre de contribuables qui disposent de revenus mixtes (revenus professionnels et revenus mobiliers ou immobiliers) se chiffre par centaines de milliers, de sorte que l'application du système complexe énoncé ci-dessus s'avérerait une difficulté administrative insurmontable.

Il est superflu d'ajouter que les complications s'accroîtraient si on désirait limiter la déductibilité non seulement au seul revenu professionnel, mais à des revenus plafonnés à 250 000 francs par exercice.

**

En réponse aux critiques contenues dans ces exposés, l'auteur de l'amendement fait observer notamment que certaines complications ne sont nullement à redouter : dans le cadre de son amendement, les minima ne doivent pas être modifiés, pas plus que les plafonds de personnes à charge, car il n'y a pas dualité de revenus dans ces deux cas.

Il déclare que des barèmes plus complets seront présentés en séance publique si les amendements sont rejetés.

L'amendement principal de M. De Clercq (Doc. n° 264/54) à l'article 11 est rejeté par 17 voix contre 2.

L'amendement subsidiaire à l'article 11 est rejeté par 17 voix contre 2.

Overigens zou een dergelijk regime door het loutere verschil in oorsprong der inkomsten, onder de belastingplichtigen onrechtvaardige discriminaties scheppen die regelrecht indruisen tegen het door de fiscale hervorming gehuldigd beginsel : « voor gelijk inkomen, gelijke belasting ».

Daar het niet mogelijk is een willekeurige verdeling te doen tussen bedrijfsinkomsten en andere, blijft als enige oplossing de inkomsten nauwkeurig te scheiden naargelang van hun oorsprong.

Deze oplossing heeft het voordeel rechtvaardig te zijn, maar ongelukkig ziet men niet in hoe ze praktisch toegepast kan worden.

Inderdaad, om deze verrichting mogelijk te maken, dient het geheel der inkomsten (bedrijfsinkomsten en gefundeerde inkomsten) onderworpen aan een enkel barema met aftrekbaar belasting. De aldus bekomen belasting zou dan evenredig verdeeld worden tussen eensdeels de bedrijfsinkomsten en anderdeels de andere inkomsten. De belastingen betreffende de bedrijfsinkomsten zouden aftrekbaar zijn. Wat de belastingen betreffende de andere inkomsten aangaat, aangezien de aanslagvoet overdreven is uit hoofde van de aftrekbaarheid, zouden zij dienen teruggebracht tot een effectieve aanslagvoet die niet aftrekbaar is.

Om daartoe te komen, d.w.z. om de overgang van aftrekbaar naar niet aftrekbaar te realiseren, is een lange en ingewikkelde berekening nodig. Indien deze berekeningswijze uiterlijk minder ingewikkeld schijnt en in feite rechtvaardig is, dan mag men echter niet vergeten dat zij technisch haast onmogelijk is. Men dient immers te letten op de aanrekeningen van de onroerende en roerende voorheffingen; op de verminderingen wegens gezinslasten die zouden moeten berekend worden op verschillende basissen; op de inkomstengrenzen voor gezinslasten die eveneens zouden verschillen naargelang het gaat om bedrijfsinkomsten of andere inkomsten; en tenslotte, op de verhogingen wegens gebrek aan voorafbetaling wat de bedrijfsinkomsten betreft.

Anderdeels zouden al de nadelen die in het begin van deze uiteenzetting werden vermeld in verband met de omzetting van de schaal zonder aftrekbaarheid in een schaal met aftrekbaarheid, behouden blijven.

Het aantal belastingplichtigen die over gemengde inkomsten (bedrijfsinkomsten en roerende of onroerende inkomsten) beschikken loopt in de honderdduizenden zodat de toepassing van het hierboven uiteengezet ingewikkeld stelsel, administratief gezien onoverkomelijke moeilijkheden biedt.

Het is wel overbodig hier nog aan toe te voegen dat de complicaties nog zouden aangroeien indien men de aftrekbaarheid niet slechts tot de bedrijfsinkomsten zou willen beperken, maar bovendien nog tot een plafond van 250 000 frank per dienstjaar.

**

In antwoord op de kritiek vervat in deze uiteenzettingen, betoogt de indiener van het amendement onder meer, dat de vrees voor bepaalde moeilijkheden volkomen ongegrond is. In het raam van zijn amendement moeten de minima, noch de bedragen voor personen ten laste gewijzigd worden, want in deze twee gevallen zijn de inkomsten niet verschillend.

Hij verklaart dat indien de amendementen verworpen worden, vollediger belastingschalen tijdens de openbare vergadering voorgelegd zullen worden.

Het amendement in hoofdde van de heer De Clercq (Stuk n° 264/54) op artikel 11 wordt verworpen met 17 tegen 2 stemmen.

Het amendement in bijkomende orde bij artikel 11 wordt verworpen met 17 tegen 2 stemmen.

Amendement de M. Moulin (Doc. n° 264/53).

Ce commissaire propose de compléter le § 2 par un 6° (*nouveau*) libellé comme suit :

« 6° pour les personnes physiques dont le revenu global ne dépasse pas 160 000 francs, le montant des impôts et précomptes payés au cours de l'exercice précédent. »

La justification en est développée au *Document* n° 264/53.

Le Ministre note que l'auteur a négligé d'adapter les barèmes.

Cet amendement est rejeté par 17 voix contre 2.

L'article 11 est adopté par 18 voix contre 2.

Deuxième question : l'indexation de l'impôt.

Les amendements de deux commissaires ont à nouveau soulevé le problème de l'indexation des taux d'impôt et des tranches de revenus imposables.

Amendements de M. De Clercq.

En ordre principal l'auteur de ces amendements propose : a) de supprimer le § 3 de l'article 21; b) de compléter cet article par un § 4 ainsi rédigé :

« § 4. Les minima imposables déterminés au 1° du § 1, les tranches de revenus citées aux 2°, 3° et 5° du même paragraphe, le maximum de 20 000 francs prévu à l'alinéa premier du § 3 et au dernier alinéa du 5° du même paragraphe, ainsi que les sommes déductibles indiquées au dernier alinéa de l'article 16, § 1, ont été fixées compte tenu de l'indice 111,49 du mois de novembre 1961.

» Toute fluctuation de 5 % de la moyenne arithmétique dudit indice, dans le sens de la hausse ou de la baisse, observée au cours de l'exercice fiscal précédent, entraînera une modification de la même importance des minima, des tranches et du maximum indiqués à l'alinéa qui précède. »

Cet amendement, déclare ce commissaire, reprend en grande partie — tout en le complétant et en le modifiant quelque peu — l'amendement présenté par M. Scheyven et consorts à la Chambre ainsi que par M. Versé et consorts au Sénat.

Il s'agit de la liaison à l'indice des prix de détail des minima exonérés et des diverses tranches de revenus, ainsi que des sommes qui pourront être déduites dans le cadre du cumul des revenus des époux.

A titre subsidiaire le commissaire propose d'insérer *in fine* du § 3, entre les mots : « § 1, 1° » et les mots : « § 2 », les mots : « et 5° ». C'est-à-dire qu'il attribue au Roi la possibilité de relever les plafonds des revenus exonérés d'impôt.

Le Ministre demande le rejet de ces deux amendements et renvoie aux discussions antérieures relatives à l'indexation.

Un commissaire se déclare favorable au principe de l'indexation mais s'incline devant les raisons que le Gouvernement a maintes fois fournies. Toutefois, il attend avec impatience le vote d'un amendement qui a été déposé au budget des Voies et Moyens.

L'amendement principal de M. De Clercq est rejeté par 14 voix contre 2.

L'amendement subsidiaire a été rejeté par 14 voix contre 2 et 1 abstention.

Un autre amendement subsidiaire (amendement De Clercq, Doc. n° 264/54) tend à obliger Gouvernement

Amendement van de heer Moulin (Stuk n° 264/53).

Het lid stelt voor § 2 aan te vullen met een 6° (*nieuw*), dat luidt als volgt :

« 6° voor de natuurlijke personen wier globale inkomen niet meer dan 160 000 frank bedraagt, het bedrag van de belastingen en voorheffingen betaald in de loop van het vorige dienstjaar. »

De verantwoording komt voor in *Stuk* n° 264/53.

De Minister noteert dat de indiener van het amendement naliet de schalen aan te passen.

Dit amendement wordt verworpen met 17 tegen 2 stemmen.

Artikel 11 wordt aangenomen met 18 tegen 2 stemmen.

Tweede vraag : de koppeling aan het indexcijfer.

De amendementen van twee leden hebben opnieuw het probleem van de koppeling van de belastingcoëfficiënten en van de schijven der belastbare inkomsten aan het indexcijfer doen rijzen.

Amendementen van de heer De Clercq.

In hoofddeel : a) § 3 van dit artikel weglaten; b) dit artikel aanvullen met een § 4, aldus gesteld :

« § 4. De in 1° van § 1 bepaalde belastbare minimuminkomens, de in 2°, 3° en 5° van dezelfde paragraaf vermelde inkomstenschijven, het in § 3, eerste lid, en in dezelfde paragraaf, 5°, laatste lid, bepaalde maximumbedrag van 20 000 frank, evenals de in het laatste lid van artikel 16, § 1, genoemde aftrekbare bedragen zijn vastgesteld op basis van het indexcijfer 111,49 van de maand november 1961.

» Elke schommeling van 5 % van het rekenkundig gemiddelde van het indexcijfer, die tijdens het vorige belastingjaar is waargenomen in stijgende of dalende lijn, brengt een evenredige wijziging met zich in de in het vorige lid bepaalde minima, inkomstenschijven en maximumbedrag. »

In dit amendement, verklaart dit lid, wordt grotendeels — mits een paar aanvullingen en lichte wijzigingen — het door de heer Scheyven c.s. in de Kamer en door de heer Versé c.s. in de Senaat voorgesteld amendement overgenomen.

De bedoeling ervan is, de vrijgestelde minima en de verschillende inkomstenschijven, zomede de bedragen die in het kader van de samenvoeging van de inkomsten der echtgenoten zullen mogen worden afgetrokken, te koppelen aan het indexcijfer van de kleinhandelsprizen.

In bijkomende orde stelt het Commissielid voor, *in fine* van § 3, tussen de woorden : « § 1, 1° » en de woorden : « § 2 », de woorden : « en 5° » toe te voegen. Zodoende zou de Koning de mogelijkheid worden verleend de maxima van de belastingvrije inkomsten te verhogen.

De Minister dringt aan op de verwerping van de twee amendementen en verwijst naar de vroegere besprekingen in verband met de koppeling aan het indexcijfer.

Een commissielid verklaart voorstander te zijn van het principe van de koppeling aan het indexcijfer, doch hij legt zich neer bij de redenen die de Regering herhaaldelijk heeft aangevoerd. Hij wacht evenwel met ongeduld op de goedkeuring van een amendement dat werd ingediend op de Rijksmiddelenbegroting.

Het amendement in hoofddeel van de heer De Clercq wordt verworpen met 14 tegen 2 stemmen.

Het amendement in bijkomende orde wordt verworpen met 14 tegen 2 stemmen en 1 onthouding.

Een ander amendement in bijkomende orde (amendement van de heer De Clercq, *Stuk* n° 264/54), strekt ertoe

et Parlement à se prononcer chaque année sur l'indexation de l'impôt. Il est ainsi rédigé :

« Le Gouvernement décidera chaque année, et au plus tard le 15 décembre, du problème de l'adaptation éventuelle des dispositions du présent article à la dépréciation du pouvoir d'achat de la monnaie tel qu'il résulte de l'index des prix de détail.

» La décision sera rendue exécutoire par le Roi, par voie d'arrêté délibéré en Conseil des Ministres, et cet arrêté sera soumis à la ratification des Chambres législatives dans le courant du mois de janvier de l'année suivante. »

Cet amendement est rejeté par 14 voix contre 2.

Amendements de M. Moulin (Doc. n° 264/54).

En ordre principal, ce commissaire propose de faire fixer par la loi le barème des contribuables dont le revenu imposable ne dépasse pas 160 000 francs, afin que le Parlement puisse modifier ce barème en tout temps.

L'amendement est rejeté par 12 voix contre 2.

En ordre subsidiaire ce commissaire propose d'appliquer un abattement de 1 000 francs sur l'impôt qui frappe les bénéficiaires de revenus inférieurs à 160 000 francs.

Le Ministre fait observer que le nombre de ces contribuables atteint trois millions. L'amendement entraînerait une moins-value de 3 milliards.

L'amendement est rejeté par 12 voix contre 2.

Enfin, ce commissaire propose de majorer les plafonds de revenus exonérés de 1 % chaque fois que l'index augmente d'une unité à partir de 110.

L'amendement tend donc à adapter les minima fixés aux fluctuations de l'indice du coût de la vie. L'auteur de l'amendement ne peut admettre l'opinion du Ministre selon laquelle le Trésor ne peut supporter la dépense supplémentaire résultant de cette adaptation.

De nombreuses organisations considèrent comme une injustice le fait que l'État doit une partie de ses revenus en matière de contributions à l'augmentation du coût de la vie.

L'État porte d'ailleurs la responsabilité de cette augmentation.

Au lieu de mener une politique des prix raisonnable, l'État spéculé sur une hausse des prix afin de se procurer de revenus supplémentaires. Le problème de l'indexation pourrait dès lors trouver une solution dans une stabilisation des prix.

Les revenus supplémentaires que l'État perdrait de cette manière, pourraient être compensés par une lutte efficace contre la fraude fiscale.

Le Ministre des Finances demande le rejet et souligne la stabilité de l'index qui de 1959 à 1962 est demeuré stable, avec une légère hausse sans comparaison avec la hausse qu'ont connue les autres pays.

L'amendement est rejeté par 12 voix contre 2.

L'article 21 est adopté par 14 voix contre 2.

Article 22.

Cet article prévoit notamment des diminutions d'impôts lorsque celui-ci est payé anticipativement.

de Regering en het Parlement te verplichten zich ieder jaar uit te spreken over de koppeling van de belastingen aan het indexcijfer. Het is als volgt gesteld :

« De Regering beslist ieder jaar, uiterlijk op 15 december, over de eventuele aanpassing van het bepaalde in dit artikel aan de verminderde koopkracht van de munt, zoals deze blijkt uit het indexcijfer der kleinhandelsprijzen.

» Deze beslissing wordt bij wege van in Ministerraad overlegd besluit door de Koning uitvoerbaar verklaard en dit besluit wordt ter bekrachtiging aan de Wetgevende Kamers voorgelegd in de loop van de maand januari van het volgende jaar ».

Dit amendement wordt verworpen met 14 tegen 2 stemmen.

Amendementen van de heer Moulin (Stuk n° 264/54).

In hoofdorde stelt dit lid voor de belastingsschaal voor de belastingplichtigen wier belastbaar inkomen 160 000 frank niet te boven gaat, wettelijk vast te stellen, ten einde het Parlement de mogelijkheid te bieden deze schaal op gelijk welk ogenblik te wijzigen.

Het amendement wordt verworpen met 12 tegen 2 stemmen.

In bijkomende orde stelt dit lid voor, een aftrek van 1 000 frank toe te passen op de belasting verschuldigd door de personen met een inkomen van minder dan 160 000 frank.

De Minister betoogt dat het aantal belastingplichtigen die zich in dit geval bevinden, drie miljoen bedraagt. Het amendement zou de ontvangsten doen verminderen met 3 miljard.

Het amendement wordt verworpen met 12 stemmen tegen 2.

Tenslotte stelt dit lid voor de vrijgestelde inkomsten met 1 % te verhogen, telkens als het indexcijfer met een eenheid stijgt, te rekenen vanaf het indexcijfer 110.

Het amendement strekt er dus toe de vastgestelde minima aan te passen aan de schommelingen van het indexcijfer van de kosten van levensonderhoud. De indiener van het amendement kan de mening van de Minister niet aanvaarden, volgens welke de Schatkist de bijkomende uitgave, die uit die aanpassing voortvloeit, niet kan dragen.

Talrijke organisaties beschouwen het als een feitelijke onrechtvaardigheid dat de Staat een deel van zijn inkomsten inzake belastingen dankt aan de verhoging van de kosten van levensonderhoud.

De Staat is ten andere verantwoordelijk voor die verhoging.

In plaats van een redelijke prijzenpolitiek te voeren, rekent de Staat op een verhoging van de prijzen om zich bijkomende inkomsten te verschaffen. Het vraagstuk van de koppeling aan het indexcijfer zou dan ook een oplossing kunnen vinden in een stabilisatie van de prijzen.

De bijkomende inkomsten die de Staat aldus zou verliezen zouden vergoed kunnen worden door een doeltreffende bestrijding van de belastingontduiking.

De Minister van Financiën vraagt de verwerping en wijst op de stabiliteit van het indexcijfer dat, tussen 1959 en 1962, onveranderd is gebleven, op een lichte stijging na, die niet te vergelijken valt met de in de andere landen gekende stijging.

Het amendement wordt verworpen met 12 tegen 2 stemmen.

Artikel 21 wordt aangenomen met 14 stemmen tegen 2.

Artikel 22.

Dit artikel voorziet o.m. in belastingverminderingen, wanneer de belasting vervroegd gestort wordt.

Un amendement (*Doc. n° 264/54*) propose d'institutionnaliser obligatoirement le paiement anticipatif des impôts afin d'établir pour les professions indépendantes un régime identique à celui des salariés.

Cet amendement est ainsi rédigé :

« La partie de l'impôt qui correspond proportionnellement à des bénéfices, rémunérations et profits, visés à l'article 25, § 1, 1°, 2°, *b* et 3°, des mêmes lois coordonnées, doit être payée anticipativement par quarts, successivement à la fin de chaque trimestre, sur base de la moyenne de l'impôt des deux dernières années.

» A défaut de paiement dans les délais prévus, ces versements portent intérêts à partir du premier jour du mois suivant, au taux de 0,6 % par mois.

» Est considéré comme répondant aux prescriptions ci-dessus, la partie de l'impôt qui a été effectivement versée par voie de précompte professionnel.

» Le Roi détermine les conditions et modalités d'exécution des alinéas qui précèdent et fixe celles qui doivent être observées sous peine de déchéance, par les contribuables intéressés. »

Le Ministre des Finances, en demande le rejet pour des raisons d'ordre pratique. Le régime « du quart provisionnel » suppose la tenue à jour des comptes individuels des contribuables et l'Administration n'a pas les effectifs pour remplir cette tâche.

Toutefois la question pourra être réexaminée aussitôt que le nouveau système fonctionnera normalement. Il serait néanmoins inopportun de prévoir dès maintenant un « timing ».

L'amendement est rejeté par 15 voix contre 2.

L'article 22 est ensuite adopté par 15 voix contre 2.

Article 23.

Un amendement tend à maintenir le régime de la législation actuelle pour des contrats conclus avant le 1^{er} janvier 1962 (*Doc. n° 264/54*).

Le parallélisme des deux systèmes — ne fût-ce que pendant une année — entraînerait, selon le Ministre, des difficultés énormes sur le plan pratique.

Cet amendement est rejeté par 15 voix contre 2.

L'article est adopté par 15 voix contre 2.

IMPOT DES SOCIETES.

Les articles 24 à 28 sont adoptés sans observations.

L'article 29 règle le partage de l'avoir social d'une société.

D'après le texte adopté par le Sénat, l'exonération de l'impôt est accordée en cas de fusion ou d'absorption d'une façon plus étendue, à savoir :

1° même si l'assemblée générale extraordinaire, a décidé la dissolution sans mentionner expressément qu'elle se faisait en vue d'une fusion ou d'une absorption;

2° mais à la condition que les liquidateurs éventuels n'aient pas procédé au préalable, à une répartition de l'avoir social en exemption d'impôts.

Des questions écrites ont été posées.

1. — Question :

L'article 29, § 5, immunise de la cotisation spéciale établie au § 1, les fusions de sociétés à la condition que la société

Een amendement (*Stuk n° 264/54*) stelt voor, de gevraagde storting van de belastingen tot een wettelijke verplichting te maken om een zelfde regeling voor de zelfstandigen en voor de loontrekkenden in te voeren.

Dit amendement luidt als volgt :

« Het gedeelte van de belasting dat proportioneel overeenstemt met winsten, bezoldigingen en baten, bedoeld in artikel 25, § 1, 1°, 2°, *b* en 3°, van dezelfde gecoördineerde wetten, dient bij voorbaat betaald per vierden, achtereenvolgens op het einde van elk kwartaal, op basis van het gemiddelde van de belasting voor de laatste twee jaren.

» Bij gebreke van betaling binnen de gestelde termijn, brengen die stortingen interest op van de eerste dag van de volgende maand, naar rato van 0,6 % per maand.

» Wordt beschouwd als beantwoordend aan de voorgaande bepalingen, het belastinggedeelte dat werkelijk werd gestort door middel van bedrijfsvoorheffing.

» De Koning bepaalt de voorwaarden en de wijze van uitvoering van de voorgaande leden en stelt vast welke hiervan de belanghebbende belastingplichtigen, op straf van verval, moeten in acht nemen. »

De Minister van Financiën vraagt dit amendement te verwerpen om praktische redenen. Het stelsel van « het provisionele vierde » onderstelt het bijhouden van individuele rekeningen van de belastingplichtigen, en het Bestuur beschikt niet over voldoende ambtenaren om een dergelijke taak te vervullen.

De kwestie zal echter opnieuw kunnen onderzocht worden van zodra de nieuwe regeling een normale werking zal kennen. Het ware niettemin ongepast van nu af aan een « timing » te bepalen.

Het amendement wordt verworpen met 15 tegen 2 stemmen.

Artikel 22 wordt daarop goedgekeurd met 15 tegen 2 stemmen.

Artikel 23.

Een amendement beoogt het regime van de huidige wetgeving te behouden voor de contracten afgesloten vóór 1 januari 1962 (*Stuk n° 264/54*).

Het parallelisme van beide regelingen, al ware het slechts voor één jaar, zou, naar de mening van de Minister, op geweldige praktische moeilijkheden stuiten.

Dit amendement wordt verworpen met 15 tegen 2 stemmen.

Het artikel wordt goedgekeurd met 15 tegen 2 stemmen.

VENNOOTSCHAPSBELASTING.

De artikelen 24 tot 28 worden zonder opmerking aangenomen.

Artikel 29 regelt de verdeling van het maatschappelijk vermogen van een vennootschap.

Luidens de door de Senaat goedgekeurde tekst wordt de belastingvrijstelling, bij fusie of opslorping, in ruimere mate toegestaan, nl. :

1° zelfs zo de buitengewone algemene vergadering tot de ontbinding heeft besloten zonder uitdrukkelijk te vermelden dat dit geschiedt met het oog op een fusie of opslorping;

2° doch op voorwaarde dat de eventuele vereffenaars het sociaal vermogen te voren niet hebben verdeeld met vrijstelling van belastingen.

Schriftelijke vragen werden gesteld.

1. — Vraag :

Bij artikel 29, § 5, worden de fusies van vennootschappen van de bij § 1 bepaalde bijzondere aanslag vrijgesteld, op

absorbante ou née de la fusion ait son siège social ou son principal établissement en Belgique.

Cette restriction, compréhensible dans le passé, perd de vue le phénomène économique nouveau que constitue le Marché Commun. C'est en fonction de celui-ci que la Belgique doit légiférer. Des fusions s'imposeront inéluctablement entre des sociétés belges et des sociétés ressortissantes des pays partenaires du nôtre dans la Communauté Européenne. Ce serait tourner délibérément le dos à l'avenir que de l'ignorer.

Au cours du colloque des Facultés de Droit à Lille (1959), le Prof^r Maxime Chrétien a fait sous la présidence de notre éminent compatriote, M. le Ministre Van Houtte, une remarquable synthèse des divers problèmes fiscaux des trois Communautés Européennes. L'harmonisation de leurs législations est un problème d'actualité. M. le Ministre n'estime-t-il pas que le projet de loi actuellement en discussion pourrait utilement faire un pas concret dans la voie indiquée en prévoyant que le Roi pourra conclure des accords de réciprocité en matière de fusions — et aussi d'apports de branches d'activité — sous la réserve, s'il échet, de ratification par les Chambres ?

Réponse :

La question posée vise le cas où une société belge serait absorbée par une société n'ayant en Belgique ni son siège social ni son principal établissement.

Ce cas n'est pas prévu à l'article 29, § 5, 1^o et l'opération entraînerait donc, dans le chef de la société belge, l'application du régime du droit commun en ce qui concerne la taxation du boni de liquidation.

Le problème posé présente un aspect international et devrait trouver sa solution dans le cadre de conventions multilatérales à soumettre à l'approbation du Parlement.

2. — Question :

Cette disposition exonère le partage de l'avoir social en cas de *fusions* de sociétés à la condition notamment que la société absorbante ou née de la fusion ait son siège social ou son principal établissement en Belgique.

C'est en somme la consolidation de l'article premier de la loi du 15 juillet 1959 tendant à favoriser l'absorption ou la fusion de sociétés.

Toutefois cette loi du 15 juillet 1959 tend aussi à favoriser l'apport de *branches d'activité*. Or, l'article 29, § 5, ne parle pas de ce genre d'apport. Comme on ne voit pas la raison de cette omission, M. le Ministre admettra-t-il que dans la pratique, l'article 29, § 5, sera interprété comme couvrant aussi l'apport de branches d'activité ?

Réponse :

L'article 8, § 2, 2^o du projet prévoit que sont, notamment, exonérés les bénéfices obtenus ou constatés à l'occasion de l'apport, dans les conditions à déterminer par le Roi, d'une ou de plusieurs branches d'activité à une société existante ou à constituer dont le siège social ou le principal établissement est situé en Belgique.

Cette disposition est également applicable aux sociétés en vertu de l'article 24, § 3, du projet, suivant lequel sous réserve des dérogations prévues au présent titre, les revenus

pourraient être de la fusion ait son siège social ou son principal établissement en Belgique.

Deze beperking, die in het verleden begrijpelijk was, houdt geen rekening met het volkomen nieuw economisch verschijnsel dat de Gemeenschappelijke Markt is. Het is in functie hiervan dat de Belgische wetgeving dient te worden opgemaakt. Er zullen zich noodzakelijkerwijze fusies opdringen tussen de Belgische vennootschappen en de vennootschappen uit de Staten welke onze medeleden zijn in de Europese Gemeenschap. Hiermede geen rekening houdend zou erop neerkomen beslist de toekomst de rug toe te keren.

Tijdens het colloquium van de Rechtsfaculteiten te Rijsel (1959), heeft Prof^r Maxime Chrétien, onder het voorzitterschap van onze eminente landgenoot, de heer Minister van Houtte, een merkwaardige synthese opgemaakt van de verschillende fiscale problemen van de drie Europese Gemeenschappen. De harmonisatie van hun wetgevingen is een actueel probleem. Acht de heer Minister niet dat het thans besproken wetsontwerp met nut een concrete stap in de aangeduide richting zou kunnen zetten door daarin te bepalen dat de Koning wederkerigheidsakkoorden zal kunnen sluiten op gebied van fusies — en ook van inbreng van activiteitstakken — mits, gebeurlijk, voorbehoud van de bekrachtiging door de Kamers ?

Antwoord :

De vraag geldt het geval van een Belgische maatschappij, die wordt opgeslorpt door een maatschappij, welke noch haar maatschappelijke zetel noch haar voornaamste inrichting in België heeft.

Dit geval wordt in artikel 29, § 5, 1^o, niet behandeld. Deze operatie zou derhalve voor de Belgische maatschappij de toepassing van het gemeen recht met zich brengen, wat de belasting van het likwidatieoverschot betreft.

Aan dit probleem zit een internationaal aspect vast, en de oplossing ervan dient gevonden te worden in het raam van multilaterale overeenkomsten, die aan de goedkeuring van het Parlement moeten worden onderworpen.

2. — Vraag :

Bij toepassing van deze bepaling wordt de verdeling van het maatschappelijk vermogen vrijgesteld bij *fusie* van vennootschappen, op voorwaarde o.m. dat de opslorpende of uit de fusie ontstane vennootschap haar maatschappelijke zetel of haar voornaamste inrichting in België heeft.

Dit komt in feite neer op de bevestiging van artikel 1 van de wet van 15 juli 1959 tot bevordering van de opslorping of de fusie van vennootschappen.

Doch deze wet van 15 juli 1959 strekt er ook toe de *inbreng van bedrijfstakken* te bevorderen. In artikel 29, § 5, nu wordt er niet gerept over een dergelijke inbreng. Daar er voor deze weglating geen geldige reden kan gevonden worden, stemt de Minister ermee in dat men in de praktijk artikel 29, § 5, zal interpreteren alsof het ook de inbreng van bedrijfstakken geldt ?

Antwoord :

Artikel 8, § 2, 2^o, van het ontwerp bepaalt dat o.m. zijn vrijgesteld de winsten bekomen of vastgesteld ter gelegenheid van de inbreng, onder de door de Koning te bepalen voorwaarden, van één of meer bedrijfstakken in een bestaande of op te richten vennootschap, waarvan de maatschappelijke zetel of de voornaamste inrichting in België is gevestigd.

Deze bepaling is eveneens van toepassing op de vennootschappen krachtens artikel 24, § 3, van het ontwerp, waarbij voorgeschreven wordt dat, onder voorbehoud van de in

passibles de l'impôt des sociétés ou immunisés dudit impôt sont, quant à leur nature, les mêmes que ceux qui sont envisagés en matière d'impôt des personnes physiques. Leur montant est déterminé d'après les règles applicables aux bénéfices des exploitations visées à l'article 25, § 2, 1^o, des mêmes lois coordonnées.

Il n'y a donc pas lieu de prévoir le cas d'apport de branches d'activités, à l'article 29, § 5, du projet.

L'article a été adopté par 12 voix contre 2.

Les articles 30, 31, 32 sont adoptés sans observations.

A l'article 33 un amendement tend à rétablir le précompte de la déductibilité des impôts payés en proposant la suppression des 1^o et 2^o du § 2.

Il est rejeté par 15 voix contre 2.

Question :

Cette disposition du projet prévoit que ne sont pas déductibles de la base imposable l'impôt des sociétés, les taxes provinciales et communales assises sur cette base.

De quel impôt s'agit-il ? De l'impôt créé par le projet. M. le Ministre est-il d'accord pour en conclure que si une société ayant des exploitations à l'étranger s'y trouve taxée, cette taxe étrangère vient, quant à elle, en déduction de la base taxable ?

Cela paraît aller de soi puisque la société ne retire de l'étranger qu'un bénéfice amputé de l'impôt étranger. Au surplus, si l'impôt (belge) sur les sociétés n'est pas déductible, il reste que son taux est fixé par le législateur belge. Le redevable peut normalement espérer qu'il demeurera dans des limites raisonnables. La même garantie n'existe pas pour l'impôt étranger.

Malgré l'évidence de la réponse, les redevables seront reconnaissants de l'entendre énoncer par M. le Ministre.

Réponse :

Les revenus qu'une société retire d'un établissement situé à l'étranger sont des revenus nets, c'est-à-dire des revenus bruts, diminués des charges professionnelles qui les grèvent à l'étranger, en ce compris les impôts payés à l'étranger.

L'article 33 est adopté par 15 voix contre 2.

L'article 34 a été modifié par le Sénat.

Cet article met en application partielle la règle de déduction « revenu de revenu » dans le calcul du bénéfice imposable des sociétés industrielles. Celles-ci peuvent déduire de leurs bénéfices 85 % du montant net encaissé de leurs revenus d'actions. Ce montant étant censé avoir été frappé par l'impôt.

Les 15 % restants sont imposables.

Mais dans le cas d'une taxation en cascade à la suite de redistributions successives, 15 % du montant redistribué sont chaque fois soumis à l'impôt. Les sociétés industrielles subissent de ce fait, une pénalisation.

Aussi le Sénat a-t-il stipulé que la taxation ne portera que sur 5 % du montant net encaissé des revenus d'actions

deze titel omschreven afwijkingen, de inkomsten, welke, wat hun aard betreft, vatbaar zijn voor de vennootschapsbelasting of hiervan vrijgesteld zijn, dezelfde zijn als degene die inzake de personenbelasting worden beoogd; hun bedrag wordt vastgesteld volgens de regels toepasselijk op de winsten van de in artikel 25, § 2, 1^o, van dezelfde gecoördineerde wetten bedoelde bedrijven.

Er is derhalve geen reden om in artikel 29, § 5, van het ontwerp het geval van de inbreng van bedrijfstukken op te nemen.

Het artikel wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 2.

De artikelen 30, 31 en 32 worden zonder opmerking aangenomen.

Een amendement op artikel 33 strekt tot het behoud van het beginsel van de aftrekbaarheid van de betaalde belastingen, door voor te stellen in § 2, het 1^o en 2^o weg te laten.

Het wordt verworpen met 15 tegen 2 stemmen.

Vraag :

Uit deze bepaling van het ontwerp blijkt dat niet aftrekbaar zijn van de belastbare grondslag de vennootschapsbelasting en de op deze grondslag gevestigde provincie- en gemeentebelastingen.

Om welke belasting gaat het ? Het geldt de door het ontwerp ingevoerde belasting. Stemt de heer Minister ermee in dat men daaruit afleidt dat, zo een maatschappij, die exploitatiezetels in het buitenland bezit, aldaar belast wordt, de in het buitenland geheven belasting aftrekbaar is van de belastbare grondslag ?

Deze oplossing schijnt voor de hand te liggen, aangezien op de in het buitenland door de maatschappij geïnde winst reeds de buitenlandse belasting geheven werd. Bovendien, zo de (Belgische) vennootschapsbelasting niet aftrekbaar is, wordt het bedrag ervan toch vastgesteld door de Belgische wetgever. Normaal mag de belastingschuldige hopen dat deze belasting binnen redelijke perken zal blijven. Een gelikaardige waarborg bestaat niet voor de in het buitenland geheven belasting.

Ofschoon het antwoord vanzelfsprekend lijkt, zouden de belastingplichtigen het op prijs stellen de bevestiging ervan uit de mond van de heer Minister te vernemen.

Antwoord :

De door een maatschappij uit een in het buitenland gevestigde inrichting verkregen inkomsten zijn netto-inkomsten, d.w.z. bruto-inkomsten, verminderd met de bedrijfslasten, die er in het buitenland op drukken; daarin zijn begrepen de in het buitenland betaalde belastingen.

Artikel 33 wordt goedgekeurd met 15 tegen 2 stemmen.

Artikel 34 werd gewijzigd door de Senaat.

Dit artikel behelst een gedeeltelijke toepassing van de regel van aftrekbaarheid « inkomen van inkomen » bij de berekening van de belastbare winst van de nijverheidsvennootschappen. Deze mogen van hun winsten 85 % aftrekken van het netto-bedrag dat zij uit de inkomsten van hun aandelen getrokken hebben. Dit omdat men onderstelt dat dit bedrag door de belasting getroffen werd.

De overige 15 % zijn belastbaar.

Maar, in het geval van opeenvolgende aanslagen wegens opeenvolgende herverdelingen, worden 15 % van het herverdeeld bedrag telkens aan de belasting onderworpen. Ingevolge dit feit worden de nijverheidsvennootschappen beboet.

De Senaat heeft dan ook bepaald dat de taxatie slechts zal slaan op 5 % van het netto-bedrag dat uit de inkomsten

(autrement dit 95 % de ce montant seront exonérés) dans des conditions nettement précises :

« Toutefois, la quotité de 85 %, prévue aux deux alinéas qui précèdent est portée à 95 % pour les entreprises dont l'activité essentielle consiste en l'extraction, la fabrication, la transformation ou le conditionnement de matières premières et de produits, et qui détiennent des participations dont la valeur d'investissement n'excède pas 50 %, soit du capital social réellement libéré, restant à rembourser, éventuellement revalorisé conformément à l'article 29, § 1, de la présente loi, soit du capital social réellement libéré restant à rembourser augmenté des réserves taxées et des plus-values comptabilisées. La valeur des participations et le montant du capital social, des réserves et des plus-values sont à envisager à la date de clôture du bilan de la société détentrice des participations. »

Question :

Une société A possède une action de la société B, qu'elle a acquise pour sa valeur nominale, disons de 500 francs. Elle obtient par hypothèse 900 francs, soit :

- en cas de rachat de cette action par la société B pour le prix de 900 francs;
- en cas de partage de l'actif de la société B qui permet l'attribution de 900 francs à chacune des actions de 500 francs de cette société.

Dans ces deux cas visés respectivement par les articles 28 et 29, il est dû par la société B une cotisation spéciale sur 900 — 500 francs dont l'article 35, § 3, fixe le taux à 30 % (premier cas) et à 30 % pour une première tranche et 15 % pour le surplus (deuxième cas).

A l'initiative de la Commission des Finances de la Chambre, il a été inséré à l'article 34, § 1, un n° 2 selon lequel le montant taxé dans le chef de la société B par application des articles 29 et 35, § 3, est déduit du bénéfice imposable de la société A.

M. le Ministre n'estime-t-il pas logique que la disposition de l'article 34, § 1, n° 2, soit applicable non seulement au cas de l'article 29, mais aussi à celui de l'article 28 étant donné que la cotisation spéciale est applicable au cas de l'article 28 tout comme au cas de l'article 29 ? Il y a là manifestement une omission involontaire dans le texte de l'article 34, § 1, n° 2, qu'une interprétation conforme à la logique et à l'équité pourrait aisément corriger.

Sudsidiairement, M. le Ministre n'estime-t-il pas que le bénéfice de 900 — 500 = 400, que la société A réalise sur son action équivalant à un revenu de cette action, et qu'en conséquence, ce revenu est de plein droit déductible du bénéfice imposable de la société A par application de l'article 34, § 1, n° 1 ?

De toute façon, la déduction s'impose pour concorder avec le sens du vote de l'article 28 par le Sénat et avec la volonté du Gouvernement lui-même, ainsi qu'il ressort de ce passage du Rapport de la Commission des Finances du Sénat (Doc. n° 366, p. 194) :

« Ce que propose le Gouvernement, ce n'est donc pas de taxer le bénéfice éventuel du vendeur de l'action, mais de taxer au taux de 30 %, et dans les conditions fixées à l'article 28, la somme utilisée à l'achat de l'action dans le chef de la société (acheteuse). »

van aandelen getrokken werd (anders gezegd zullen 95 % van dit bedrag vrijgesteld zijn) en dit in welbepaalde omstandigheden :

« De quotiteit 85 %, bepaald in de twee voorgaande leden, wordt evenwel tot 95 % verhoogd voor de ondernemingen waarvan de wezenlijke bedrijvigheid bestaat in het winnen, fabriceren, verwerken of conditioneren van grondstoffen en produkten, en die participaties bezitten waarvan de beleggingswaarde niet meer bedraagt dan 50 %, hetzij van het nog terug te betalen werkelijk gestort maatschappelijk kapitaal, eventueel gerevalueerd overeenkomstig artikel 29, § 1, van deze wet, hetzij van het nog terug te betalen werkelijk gestort maatschappelijk kapitaal verhoogd met de aangeslagen reserves en de geboekte meerwaarden. De waarde van de deelbewijzen en het bedrag van het maatschappelijk kapitaal, de reserves en de meerwaarden moeten worden genomen de dag waarop de vennootschap, die de participaties bezit, haar balans heeft afgesloten. »

Vraag :

Vennootschap A bezit een aandeel van vennootschap B, dat zij heeft aangekocht tegen de nominale waarde, bijv. 500 frank. Laten wij veronderstellen dat zij 900 frank ontvangt :

- ingeval vennootschap B dit aandeel terugkoopt tegen de prijs van 900 frank;
- ingeval de verdeling van het maatschappelijk vermogen van vennootschap B de mogelijkheid biedt aan ieder aandeel van 500 frank van deze vennootschap 900 frank toe te kennen.

In deze twee gevallen, die respectievelijk zijn bedoeld bij de artikelen 28 en 29, is door vennootschap B een bijzondere aanslag verschuldigd op 900 — 500 frank, waarvoor artikel 35, § 3, de aanslagvoet vaststelt op 30 % (eerste geval) en op 30 % voor een eerste tranche en 15 % voor het overige gedeelte (tweede geval).

Op initiatief van de Commissie voor de Financiën van de Kamer werd in artikel 34, § 1, een 2° ingelast, krachtens hetwelk het bedrag aangeslagen op naam van de vennootschap B bij toepassing van de artikelen 29 en 35, § 3, in mindering wordt gebracht van de belastbare winst van vennootschap A.

Acht de heer Minister het niet logisch dat het bepaalde in artikel 34, § 1, n° 2, niet alleen toepasselijk is in het geval van artikel 29, doch ook in dit van artikel 28, aangezien de bijzondere aanslag zowel wordt geheven in het geval van artikel 28 als in dit van artikel 29 ? Het betreft hier klaarblijkelijk een onvrijwillige weglating in de tekst van artikel 34, § 1, n° 2, die gemakkelijk rechtgezet kan worden door een interpretatie in overeenstemming met de logica en de billijkheid.

Is de heer Minister verder niet van oordeel dat de winst van 900 — 500 = 400, die vennootschap A op haar aandeel behaalt, beschouwd moet worden als een inkomen van dit aandeel en dat bijgevolg dit inkomen van rechtswege van de belastbare winst van vennootschap A afgetrokken mag worden door toepassing van artikel 34, § 1, n° 1 ?

Tot de aftrek moet alleszins overgegaan worden indien men in overeenstemming wil blijven met de strekking van de goedkeuring van artikel 28 door de Senaat en met de wil van de Regering zelf, zoals blijkt uit deze passage uit het verslag van de Senaatscommissie voor de Financiën (Stuk n° 366, blz. 194) :

« Wat de Regering voorstelt is dus het belasting niet van de eventuele winst die de verkoper van het aandeel maakt, maar van het bedrag dat de (aankopende) vennootschap besteedt aan de aankoop van het aandeel, zulks tegen een aanslagvoet van 30 % en onder de in artikel 28 gestelde voorwaarden. »

Réponse :

L'article 34, § 1, vise, pour l'application du principe *non bis in idem* (déduction revenu de revenu) d'une part les dividendes, et d'autre part l'excédent des sommes réparties, en cas de partage de l'avoir social, sur la valeur d'investissement ou de revient des titres.

Il s'agit en fait, de bénéfices répartis par une société à ses actionnaires.

La matière de ces bénéfices et les circonstances de leur répartition peuvent être appréciées dans le chef de la société bénéficiaire.

Il en est autrement en ce qui concerne les sommes perçues en cas de vente d'actions par une société.

Les titres vendus peuvent être rachetés par la société émettrice des titres (rachat de titres) ou acquis par un tiers (acquisition pure et simple de titres) sans que la société qui procède à cette vente puisse se rendre compte de la nature exacte de l'opération dans le chef de l'acquéreur (cas notamment où les titres sont vendus en Bourse).

Rien ne permet donc de dire que l'excédent que présentent les sommes perçues en cas de vente de titres sur la valeur d'investissement ou de revient de ceux-ci a le caractère d'une distribution de bénéfice sous le couvert d'un rachat d'actions.

En fait, pour la société venderesse, l'opération consiste en la réalisation de titres et elle pourra éventuellement bénéficier des dispositions relatives à l'immunité des plus-values.

L'article 34 est adopté sans observations.

L'article 35 fixe le taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés.

Le Sénat a apporté deux modifications au § 1 :

1° l'impôt frappant les bénéfices de la S.N.C.R.V. est fixé à 15 %;

2° un adoucissement de taux est prévu en faveur de certaines institutions de crédit, à qui le Sénat a retiré le bénéfice du taux spécial prévu à l'article 37.

L'auteur d'un amendement (Doc. n° 264/54) propose de réduire le taux de l'impôt à 20 % pour la partie des bénéfices réservés et des dépenses non admises au titre de dépenses ou charges professionnelles, pour la première tranche de revenus de 150 000 francs à 1 million de francs. Lorsque ce montant est compris entre 1 million et 1 287 500 francs majorés de la moitié de la différence entre ledit montant et 1 million.

L'auteur déclare vouloir alléger le sort des petites sociétés familiales qui ont pris la forme de sociétés de capitaux et qui ne peuvent s'en dégager pour des raisons familiales.

Un commissaire constate qu'effectivement une augmentation de charge fiscale se produira pour ces sociétés.

Le taux de 25 %, fixé par le projet de loi en régime de non-déductibilité équivaut à un taux de 20 % en régime de déductibilité, c'est-à-dire à un taux plus élevé que celui des lois coordonnées.

Le fait que cette aggravation ne concerne qu'un petit nombre de cas, n'enlève rien à l'injustice de la mesure.

Antwoord :

Artikel 34, § 1, slaat, voor de toepassing van het beginsel *non bis in idem* (aftrekking inkomen van inkomen), enerzijds op de dividenden en anderzijds op het verschil in meer van de verdeelde bedragen, in geval van verdeling van het maatschappelijk bezit, op de investerings- of kostende waarde van de effecten.

Het gaat in feite om winsten die door een vennootschap aan haar aandeelhouders uitgekeerd worden.

De belastinggrond van die winsten en de omstandigheden van hun verdeling mogen beschouwd worden in hoofde van de vennootschap die het voordeel heeft genoten.

Dit is niet het geval wat betreft de bedragen die ontvangen worden in geval van verkoop van effecten door een vennootschap.

De verkochte effecten mogen opnieuw ingekocht worden door de vennootschap die de effecten uitgegeven heeft (wederinkoop van effecten) of verworven door een derde (eenvoudige verwerving van effecten) zonder dat de vennootschap, die tot die verkoop overgaat, zich rekenschap kan geven van de juiste aard van de verrichting in hoofde van hem die ze verwerft (dit is onder meer het geval wanneer de effecten ter Beurs verkocht worden).

Niets wettigt dus de bewering dat het verschil in meer, dat de ontvangen bedragen vertegenwoordigen in geval van verkoop van de effecten ten opzichte van hun investerings- of opbrengstwaarde, het karakter heeft van een wederinkoop van aandelen.

In feite bestaat, voor de verkopende maatschappij, de verrichting in verkoop van effecten, en zij zal desgevallend het genot bekomen van de bepaling betreffende de vrijstelling van de meerwaarden.

Artikel 34 wordt zonder opmerking aangenomen.

Bij artikel 35 wordt de aanslagvoet van de belasting op de vennootschapswinsten vastgelegd.

De Senaat heeft in de eerste paragraaf twee wijzigingen aangebracht :

1° de belasting die de winsten van de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen treft, wordt vastgesteld op 15 %;

2° een mildering van de aanslagvoet is bepaald ten gunste van bepaalde kredietinstellingen, waaraan de Senaat het genot van de bij artikel 37 voorziene bijzondere aanslagvoet ontnomen heeft.

De indiener van een amendement (Stuk n° 264/54) stelt voor de belastingaanslag te verlagen tot 20 % voor het gedeelte van de gereserveerde winsten en van de niet als bedrijfsuitgaven of -lasten aangenomen uitgaven, voor de eerste inkomstenschijf van 150 000 frank en tot 25 % voor de inkomstenschijf van 150 000 frank tot 1 miljoen frank. Wanneer het bedoelde bedrag begrepen is tussen 1 miljoen en 1 287 500 frank, is de belasting met betrekking tot die verhoogd met de helft van het verschil tussen genoemd bedrag en één miljoen.

De indiener ervan verklaart het lot te willen verzachten van de kleine familiale vennootschappen die de vorm van kapitaalvennootschappen hebben aangenomen en zich van deze rechtsvorm, om familieredenen, niet kunnen ontdoen.

Een commissielid stelt vast dat zich inderdaad ten nadele van deze vennootschappen een verhoging van de belastingdruk zal voordoen.

De aanslagvoet van 25 %, door het wetsontwerp vastgesteld in een stelsel van niet-aftrekbaarheid, komt overeen met een aanslagvoet van 20 % in een stelsel van aftrekbaarheid, d.w.z. met een nog hogere aanslagvoet als die van de samengeordende wetten.

Het feit dat deze verzwarende slechts op een klein aantal gevallen betrekking heeft, doet niets af aan de onrecht-

Toutefois, le commissaire déclare ne pouvoir voter l'amendement pour éviter une nouvelle navette du projet entre la Chambre et le Sénat. Le moment est venu de fixer sans nouveau délai un texte définitif à une époque aussi proche de l'exercice où la loi nouvelle sera appliquée.

Le Ministre des Finances souligne que l'amendement aurait un champ d'application beaucoup plus vaste qui dépasserait les intentions de son auteur, parce qu'il n'est pas limité aux tranches de revenus inférieures à un million.

L'amendement est rejeté par 12 voix contre 1 et 1 abstention.

Aux §§ 2 et 5 deux modifications ont été adoptées par le Sénat pour établir une concordance avec l'article 27, qui avait été modifié.

L'article 35 est adopté par 13 voix contre 1.

Les articles 36 et 37 sont adoptés sans observation par 13 voix contre 1.

Exercice d'imposition et période imposable.

Article 38.

Un commissaire présente un amendement que le Sénat a adopté en Commission est rejeté en séance publique (voir Doc. n° 264/54).

Cet amendement vise les titulaires des professions libérales et les autorise à étaler leurs revenus sur une période de deux ans.

« Lorsque les revenus d'une période imposable comprennent des revenus visés à l'article 24, § 1, 3°, des mêmes lois coordonnées dont le montant dépasse de plus de 40 % celui des revenus professionnels déclaré ou imposé, pour la période imposable précédente, le redevable a la faculté de répartir la différence entre ces deux montants, par moitié, sur chacun des deux exercices d'imposition qui correspondent à ces périodes imposables.

» Le supplément d'imposition qui en résulte pour le premier de ces exercices est établi par rappel de droit de cet exercice dans les délais applicables pour la taxation du deuxième exercice. »

Le Ministre des Finances estime que cet amendement est inconstitutionnel parce qu'il déroge au principe de l'annuité. On ne peut tirer argument des forfaits.

De plus, cette pratique entraînerait une difficulté administrative énorme, les dossiers de ces contribuables ne pouvant jamais être clôturés.

Un commissaire estime que l'amendement est modéré et ne jouera que dans des cas très rares.

L'amendement est rejeté par 12 voix contre 3 et 1 abstention.

L'article est adopté par 14 voix contre 2.

Les articles 39 et 40 sont adoptés sans observation par 14 voix contre 2.

vaardigheid van deze maatregel. Het lid meent nochtans het amendement niet te kunnen goedkeuren, om te vermijden dat het ontwerp opnieuw naar de Senaat zou worden overgezonden. Thans is het ogenblik daar om zonder verder verwijl een definitieve tekst goed te keuren, temeer daar wij reeds dicht het dienstjaar benaderen waarin de nieuwe wet toegepast zal worden.

De Minister signaleert dat het amendement een veel ruimer toepassingsgebied zou hebben, dat de bedoelingen van de indiener ervan te buiten zou gaan, omdat het niet beperkt blijft tot de inkomstentranche beneden één miljoen.

Het amendement wordt verworpen met 12 stemmen tegen één, en één onthouding.

In de §§ 2 en 5 zijn door de Senaat twee wijzigingen aangebracht, ten einde deze in overeenstemming te brengen met het gewijzigde artikel 27.

Artikel 35 wordt aangenomen met 13 stemmen tegen één.

De artikelen 36 en 37 worden zonder opmerkingen aangenomen met 13 stemmen tegen 1.

Aanslagjaar en belastbaar tijdperk.

Artikel 38.

Een lid stelt een amendement voor dat de Senaatscommissie had aangenomen, doch dat in openbare vergadering in de Senaat verworpen werd (zie *Stuk* n° 264/54).

Dit amendement heeft betrekking op de beoefenaars van de vrije beroepen en staat hun toe hun inkomsten te spreiden over een tijdperk van twee jaar.

« Wanneer de inkomsten van een belastbare periode bij artikel 25, § 1, 3°, van dezelfde gecoördineerde wetten bedoelde inkomsten omvatten waarvan het bedrag met meer dan 40 % dat van de aangegeven of belaste bedrijfsinkomsten voor de voorgaande belastbare periode overtreft, heeft de belastingplichtige de mogelijkheid het verschil tussen die twee bedragen voor de helft te verdelen over elk van de twee met deze belastbare periodes overeenstemmende aanslagjaren.

» Het belastingsupplement dat er voor het eerste van die aanslagjaren uit voortvloeit, wordt gevestigd, door navordering op dit aanslagjaar, binnen de tijdperken welke toepasselijk zijn voor de belasting van het tweede aanslagjaar. »

De Minister van Financiën acht dit amendement ongrondwettelijk, omdat het afbreuk doet aan het beginsel van de annaliteit. Men mag de forfaits niet als argument invoeren.

Bovendien zou deze manier van doen een enorme administratieve moeilijkheid met zich brengen, daar de dossiers van deze belastingplichtigen nooit afgesloten zouden geraken.

Een lid beschouwt het amendement als gematigd en meent dat het slechts in zeer zeldzame gevallen uitwerking zal hebben.

Het amendement wordt verworpen met 12 tegen 3 stemmen en één onthouding.

Het artikel wordt aangenomen met 14 stemmen tegen 2.

De artikelen 39 en 40 worden zonder opmerkingen aangenomen met 14 stemmen tegen 2.

Versement de l'impôt par voie de précomptes.

L'article 41 établit les règles du précompte immobilier.

Un commissaire propose de fixer le taux de ce précompte à 2,5 % du revenu cadastral (Doc. n° 264/54). Il estime que cette proposition est modérée car l'ensemble du résultat de la péréquation dans le Royaume justifierait un taux de 2 %. Il estime que les grands propriétaires seront de toute façon favorisés par la loi.

L'amendement est rejeté par 14 voix contre 2.

Le Sénat a étendu le nombre des bénéficiaires de réduction de ce précompte.

Un commissaire propose, lui aussi, au § 2, d'étendre de deux manières le bénéfice des réductions de ce précompte à tous les invalides militaires du temps de paix, ajoutant que cet amendement ne favorise qu'une soixantaine de personnes (Doc. n° 264/54).

Pourquoi dès lors ne pas l'étendre à tous les invalides pour accidents de travail, demande le Ministre, adjoint aux Finances ?

Le Ministre des Finances estime qu'ajouter sans cesse de nouvelles catégories de bénéficiaires de faveurs fiscales est une mauvaise méthode de légiférer, mieux vaudrait établir des statuts sans recourir aux dégrèvements fiscaux.

Un commissaire estime qu'il convient de maintenir les différences fondées sur le mérite patriotique.

Les amendements sont rejetés par 15 voix contre 2.

L'article 41 est adopté par 15 voix contre 2.

A l'article 42 des questions écrites ont été posées.

Questions :

1. M. le Ministre est-il d'accord que l'obligation de retenir le précompte mobilier n'existe pas lorsqu'il s'agit de dividendes ou d'intérêts payés par les sociétés qui, en vertu de l'article 87, demeurent soumises au régime d'imposition de la loi du 21 juin 1927 ? Ce précompte ferait double emploi avec la taxe mobilière que ces sociétés doivent prélever.

Réponse :

Non, étant donné que les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, telles qu'elles ont été modifiées par la loi du 21 juin 1927, restent en vigueur dans l'éventualité envisagée (c'est donc la taxe mobilière qui reste applicable).

2. Si une société visée à l'article 87 présente à l'encaissement des coupons d'actions ou d'obligations étrangères, le banquier aura-t-il à prélever comme auparavant la taxe mobilière de 12 % ou bien le précompte mobilier de 15 % ? Si c'est le précompte, peut-on considérer qu'il sera assimilé à la taxe mobilière, en vue de l'application de l'article 52 (revenus déjà taxés) dans le chef de la société visée par l'article 87 ?

Storting van de belasting bij wijze van voorheffing.

Bij artikel 41 worden de regels van de onroerende voorheffing vastgelegd.

Een commissielid stelt voor de aanslagvoet voor deze voorheffing te bepalen op 2,5 % van het kadastraal inkomen (Stuk n° 264/54). Hij acht dit voorstel gematigd, omdat de globale uitslag van de péréquation over het Rijk een aanslagvoet van 2 % zou verrechtvaardigen. Hij meent dat de grote eigenaars toch in ieder geval door de wet bevoordeeld zullen zijn.

Het amendement wordt verworpen met 14 tegen 2 stemmen.

De Senaat heeft het aantal belanghebbenden bij de vermindering van deze voorheffing uitgebreid.

Een commissielid stelt op zijn beurt, bij § 2 voor, op tweeërlei wijze het genot van de verminderingen van deze voorheffing uit te breiden tot alle militaire invaliden van vredetijd, en voegt hieraan toe dat dit amendement slechts een voordeel schenkt aan een zestigtal personen (Stuk n° 264/54).

Waarom zou dienvolgens dit voordeel niet worden uitgebreid tot alle invaliden ingevolge arbeidsongeval, vraagt de Minister, adjunct voor Financiën ?

De Minister van Financiën oordeelt dat het onophoudend toevoegen van nieuwe categorieën rechthebbenden op fiscale gunsten, een slechte wetgevende methode is. Het ware verkieslijker statuten op te maken, zonder toevlucht te nemen tot belastingverminderingen.

Een commissielid is van mening dat de op de vaderlandse verdiensten gesteunde verschillende behandelingen dienen te worden behouden.

De amendementen worden verworpen met 15 tegen 2 stemmen.

Artikel 41 wordt aangenomen met 15 tegen 2 stemmen.

Bij artikel 42 werden schriftelijke vragen gesteld.

Vragen :

1. Is de Minister het ermede eens dat de verplichting tot afhouding van de roerende voorheffing niet bestaat, als het gaat om dividend en of interesten welke worden uitgekeerd door vennootschappen die krachtens artikel 87 onder de gelding blijven vallen van de belastingregeling volgens de wet van 21 juni 1927 ? Met deze voorheffing zou de door die vennootschappen af te houden mobiliënbelasting nogmaals worden afgehouden.

Antwoord :

Nee, aangezien de gecoördineerde wetten betreffende de inkomstenbelastingen, zoals zij zijn gewijzigd bij de wet van 21 juni 1927, in bedoelde onderstelling van kracht blijven. Bijgevolg blijft de mobiliënbelasting van toepassing.

2. Als een vennootschap, als bedoeld in artikel 87, coupons van buitenlandse aandelen of obligaties ter incassering voorlegt, moet de bank dan, net als vroeger, 12 % mobiliënbelasting afhouden, of wel de roerende voorheffing van 15 % ? Als het de voorheffing is, mag dan worden aangenomen, voor de toepassing van artikel 52 (reeds belaste inkomsten) dat die zal worden gelijkgesteld met de mobiliënbelasting in hoofde van de in artikel 87 bedoelde vennootschappen waarop, krachtens artikel 87, de wet van 21 juni 1927 van toepassing blijft ?

Réponse :

Oui (voir ci-dessus).

L'article 42 est adopté sans observations par 15 voix contre 2.

L'article 43 a subi de multiples modifications au cours de la discussion du Sénat.

Les articles 44, 45, 46 et 47 sont adoptés sans observations par 15 voix contre 2.

A l'article 48, le Sénat a dispensé les fonds communs belges de placement du précompte fictif de 15 % lorsqu'ils renseignent par catégories le montant des revenus attribués ou mis en paiement.

Cet article 48 et l'article 49 sont adoptés sans observations par 15 voix contre 2.

Dispositions abrogatoires.*Article 50.*

Un second paragraphe a été ajouté par le Sénat, pour régler le calcul du précompte mobilier du créancier de revenus mobiliers.

Le précompte mobilier et le complément de précompte mobilier sont ajoutés au revenu de ce créancier même si par contrat le débiteur a dû les supporter.

Le Ministre des Finances souligne que telle est déjà la pratique dans l'ancienne législation.

Etablissement et recouvrement des impôts.

Les articles 51, 52 et 53 sont adoptés sans observations par 15 voix contre 2.

A l'article 54 le Sénat a prévu que dans le cas où les sociétés ne joignent pas les documents exigés par la loi à l'appui de leur déclaration annuelle, les sanctions ne joueraient « qu'après rappel ».

L'article 54 et l'article 55 sont adoptés sans observations par 15 voix contre 2.

Article 56.

Un commissaire demande la suppression de cet article, qui modifie des règles de procédure. Il fait valoir à ce sujet [ainsi que pour la suppression des articles 57, 58, 59, 60, 64, 66 (2° et 3° alinéas) et 67] les raisons reprises dans la justification figurant au Document n° 264/54 (p. 12).

Le Ministre des Finances demande le maintien de ces articles pour les raisons suivantes :

1° les textes de la Commission Ganshof van der Meersch ne sont pas établis sur la base du projet de réforme;

2° il importe que le succès d'une réforme technique aussi importante soit assuré par des mesures concrètes de répression contre la fraude.

Un rapporteur synthétise les modifications apportées en cette matière par le Sénat :

a) la nécessité de procéder à un rappel dans le cas de l'article 54;

b) l'énumération limitative des sanctions dont peut user le Ministre des Finances vis-à-vis des organismes ne communiquant pas les renseignements auxquels ils sont tenus (art. 58);

c) l'inspection des locaux professionnels limitée aux heures normales de travail (art. 59);

Antwoord :

Ja (zie hoger).

Artikel 42 wordt zonder opmerkingen aangenomen met 15 tegen 2 stemmen.

In artikel 43 werden bij de beraadslagingen in de Senaat tal van wijzigingen aangebracht.

De artikelen 44, 45, 46 en 47 worden zonder opmerkingen aangenomen met 15 tegen 2 stemmen.

Bij artikel 48 heeft de Senaat de Belgische gemeenschappelijke beleggingsfondsen vrijgesteld van de fictieve 15 % voorheffing, wanneer melding wordt gemaakt van het bedrag per categorie van toegekende of uitbetaalde inkomsten.

Artikel 48 en artikel 49 worden zonder opmerkingen aangenomen met 15 tegen 2 stemmen.

Opheffingsbepalingen.*Artikel 50.*

De Senaat heeft een tweede paragraaf toegevoegd met betrekking tot de berekening van de roerende voorheffing van de verkrijger van roerende inkomsten.

De roerende voorheffing en de aanvullende roerende voorheffing worden toegevoegd aan het inkomen van deze verkrijger, zelfs indien ze op grond van een contract ten laste van de schuldenaar gevallen zijn.

De Minister van Financiën wijst erop, dat deze procedure reeds in de vroegere wetgeving is bepaald.

Vestiging en invordering van de belastingen.

De artikelen 51, 52 en 53 worden zonder opmerkingen aangenomen met 15 tegen 2 stemmen.

Bij artikel 54 heeft de Senaat bepaald, dat ingeval de vennootschappen de door de wet geëiste documenten niet bij hun jaarlijkse aangifte voegen, de sancties slechts « na aanmaning » zullen worden getroffen.

De artikelen 54 en 55 worden zonder opmerking aangenomen met 15 tegen 2 stemmen.

Artikel 56.

Een lid vraagt de weglating van dit artikel, dat wijziging brengt in enkele procedureregelen. Voor deze weglating, en ook voor die van de artikelen 57, 58, 59, 60, 64 (2° en 3° lid), 66 en 67, roept hij de redener in die aangehaald worden in de verantwoording die voorkomt in Stuk n° 264/54 (blz. 12).

De Minister van Financiën vraagt het behoud van de artikelen om de volgende redenen :

1° de teksten van de Commissie Ganshof van der Meersch steunen niet op de grondslagen van het hervormingsontwerp;

2° het welslagen van een belangrijke technische hervorming moet worden verzekerd door concrete repressiemaatregelen tegen de ontduiking.

Een verslaggever vat de in dezen door de Senaat aangebrachte wijzigingen samen :

a) de noodzakelijkheid om een aanmaning te sturen, in het geval van artikel 54;

b) de restrictieve opsomming van de sancties die de Minister van Financiën mag treffen tegen de instellingen die nalaten de voorgeschreven inlichtingen mede te delen (art. 58);

c) de inspectie van de bedrijfslokalen blijft beperkt tot « de normale werkuren » (art. 59);

d) le refus d'agrément d'un mandataire fiscal limité à une période de cinq ans (art. 60);

c) la compétence du directeur des contributions et de la Cour d'appel étendue aux accroissements et amendes (art. 63);

f) les renseignements en province des établissements de crédit et des C.C.P. ne peuvent être sollicités que dans le cadre de la réclamation du contribuable ».

Question :

Il est prévu que « En ce qui concerne les sociétés, l'obligation de communication s'étend aux registres des actions et obligations nominatives, ainsi qu'aux feuilles de présence aux assemblées générales ».

On ne voit pas l'intérêt que cette communication peut présenter pour le fisc dans le système nouveau d'impôts sur les revenus. En effet, le système du précompte assorti du précompte de contrôle assure pratiquement au fisc la rentrée d'impôt qui lui revient.

Dans ces conditions, il est proposé de supprimer la disposition. Celle-ci n'aura, si on la maintient, qu'un seul effet : celui d'accentuer l'absentéisme aux assemblées générales des actionnaires et de fausser ainsi le fonctionnement normal des sociétés anonymes.

Réponse :

Ainsi que le précise l'Exposé des Motifs du projet de loi, cette mesure a été jugée nécessaire pour mettre fin à des contestations qui ont surgi dans le passé au sujet du droit de l'administration d'obtenir la communication de ces documents.

Les articles 56 à 73 sont adoptés par 13 voix contre 2.

Dispositions transitoires.

Différentes modifications ont été introduites par le Sénat à la demande du Gouvernement pour tenir compte du retard intervenu dans l'adoption du projet de loi (art. 66, 74 et 88).

Les articles 74, 75, 76 sont adoptés sans observations.

Dispositions particulières.

Les articles 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86 sont adoptés sans observations par 13 voix contre 2.

A l'article 87 des questions écrites ont été posées.

Question 1 :

Une société a fait apport de ses avoirs à une société de droit congolais (loi du 17 juin 1960) et reçoit en rémunération de cet apport valant 100 francs des actions valant 150 francs.

d) de weigering tot erkenning van een fiscaal lasthebber, blijft beperkt tot vijf jaar (art. 60);

e) de bevoegdheid van de directeur der belastingen en van het Hof van beroep worden uitgebreid tot de verhogingen en boeten (art. 63);

f) de inlichtingen verstrekt door de kredietinstellingen en door het Bestuur van de Postchecks mogen slechts worden gevraagd « in het kader van het bezwaarschrift van de belastingplichtige ».

Vraag :

Er wordt bepaald dat : « voor vennootschappen de verplichting tot voorlegging zich uitstrekt tot de registers van de aandelen en obligaties op naam, alsmede tot de presentielijsten van de algemene vergaderingen ».

Het belang dat die mededeling voor de fiscus in de nieuwe regeling van de inkomstenbelasting kan hebben, is niet duidelijk. Immers, door het systeem van de voorheffing, gepaard gaande met de controle-voorheffing, is de fiscus praktisch zeker van de inning van de verschuldigde belasting.

Derhalve wordt voorgesteld die bepaling weg te laten. Indien zij behouden wordt, zal zij slechts één gevolg hebben : het absentisme doen toenemen op de algemene vergaderingen van de aandeelhouders en daardoor de normale werking van de naamloze vennootschappen in de war sturen.

Antwoord :

Zoals uit de Memorie van Toelichting van het wetsontwerp blijkt, is deze maatregel nodig geacht om een einde te maken aan betwistingen die in het verleden zijn gerezen omtrent het recht voor het Bestuur, het overleggen van deze bescheiden te bekomen.

De artikelen 56 tot 73 worden aangenomen met 13 tegen 2 stemmen.

Overgangsbepalingen.

Op verzoek van de Regering heeft de Senaat verscheidene wijzigingen aangebracht ten einde rekening te houden met de verdraging die de goedkeuring van het wetsontwerp ondergaan heeft (art. 66, 74 en 88).

De artikelen 74, 75, 76 worden zonder opmerkingen aangenomen.

Bijzondere bepalingen.

De artikelen 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86 worden zonder opmerkingen aangenomen met 13 tegen 2 stemmen.

Bij artikel 87 zijn schriftelijke vragen gesteld.

Vraag 1 :

Een vennootschap heeft haar maatschappelijk kapitaal ingebracht in één aan het Kongolees recht onderworpen vennootschap (wet van 17 juni 1960) en zij ontvangt als vergelding voor deze inbreng ter waarde van 100 frank, aandelen ter waarde van 150 frank.

Quel sera le montant de la plus-value, éventuellement taxable, en cas de réalisation ultérieure de ces actions et de réinvestissement du produit de la réalisation au Congo?

Réponse :

Première éventualité.

Il s'agit d'un apport total : la société n'est plus soumise à la loi du 21 juin 1927.

Fiscalement, le remplacement des avoirs apportés à des filiales congolaises par des actions de celles-ci est considéré comme une simple opération d'ordre (puisque la plus-value est considérée comme n'étant pas réalisée en vertu de la loi du 17 juin 1960). Dès lors, la société apporteuse est traitée comme si elle avait conservé à son actif les avoirs apportés.

En cas de réalisation des titres, ceux-ci seront pour la détermination des plus-values, considérés comme ayant été acquis à un prix égal à la valeur nette d'acquisition ou d'investissement des biens apportés.

Dans la mesure où les avoirs apportés remontent à plus de cinq ans, les titres qui les remplacent seront considérés comme ayant la même ancienneté pour la détermination de la partie de la plus-value réalisée, immunisée en vertu de l'article 27, § 2bis, des lois coordonnées et de l'article 31 du projet de réforme fiscale.

L'immunité de la plus-value excédentaire (4/5 ou 5/5) pourra, en outre, être accordée si le réinvestissement au Congo est effectué dans les conditions prévues à la loi du 15 juillet 1959.

Deuxième éventualité.

Il s'agit d'un apport partiel : la société reste soumise à la loi du 21 juin 1927 et le régime prévu ci-dessus sera applicable sauf que le maintien de l'immunité des plus-values réalisées sera subordonné à l'observation des conditions prévues à l'article 27, § 2bis, des lois coordonnées.

Question 2 :

Même cas que celui visé ci-avant (question 1) sauf que le produit de la réalisation des titres n'est pas réinvesti au Congo.

Réponse :

Même régime que ci-avant (question 1) sauf que la loi du 15 juillet 1959 ne sera applicable dans les conditions y prévues que si le réinvestissement du produit de la réalisation des titres est effectué en Belgique ou dans les ex-territoires sous mandat.

Question 3 :

Situation des sociétés ayant fait apport de tout ou partie de leurs avoirs congolais à une société de droit congolais et qui ultérieurement, font apport de tout ou partie des titres ainsi reçus à une société de droit belge.

La société apporteuse des titres devrait, en toute hypothèse, pouvoir bénéficier des dispositions de l'amendement à l'article 87 qui proroge jusqu'au 31 décembre 1963 la loi du 15 juillet 1959 sur les fusions, en faveur des sociétés soumises à la loi du 21 juin 1927.

Welke zal het, eventueel belastbare, bedrag van de meerwaarde zijn in geval deze aandelen later te gelde gemaakt worden en de opbrengst van deze realisatie wederbelegd zal worden in Kongo?

Antwoord :

Eerste mogelijkheid.

Het gaat hier om een totale inbreng : de vennootschap is niet meer aan de wet van 21 juni 1927 onderworpen.

Uit een fiscaal oogpunt wordt de vervanging van het in de Kongolese filialen ingebrachte kapitaal, door aandelen van deze filialen, beschouwd als een gewone orderverrichting (daar de meerwaarde wordt geacht niet gerealiseerd te zijn volgens de wet van 17 juni 1960). Dienvolgens wordt de inbrengende vennootschap behandeld alsof zij de ingebrachte aandelen op haar credit behouden had.

In geval van realisatie van de effecten, worden deze voor de bepaling van de meerwaarden geacht als zijnde verkregen tegen een prijs gelijk aan de netto-aanschaffingswaarde of -investeringswaarde van de ingebrachte goederen.

In zoverre de ingebrachte activa sedert meer dan vijf jaar ingebracht zijn, worden de vervangingseffecten geacht dezelfde anciënniteit te hebben voor de bepaling van het deel der gerealiseerde meerwaarde dat krachtens artikel 27, § 2bis, der gecoördineerde wetten, en artikel 31 van het ontwerp van de fiscale hervorming is vrijgesteld.

Bovendien zal de vrijstelling van de resterende meerwaarde (4/5 of 5/5) toegestaan kunnen worden indien de wederbelegging in Kongo wordt gedaan, onder de voorwaarden bepaald in de wet van 15 juni 1959.

Tweede mogelijkheid.

Het gaat hier om een partiële inbreng : de vennootschap blijft onderworpen aan de wet van 21 juni 1927 en het hierboven beschreven stelsel zal van toepassing zijn, behoudens het feit dat het behoud van de vrijstelling van de gerealiseerde meerwaarden afhankelijk zal worden gemaakt van de voorwaarden bepaald bij artikel 27, § 2bis der gecoördineerde wetten.

Vraag 2 :

Zelfde geval als dat behandeld onder de eerste vraag, behalve dan dat de opbrengst van de realisatie van de effecten niet in Kongo wederbelegd wordt.

Antwoord :

Zelfde regeling als hierboven (vraag 1), behoudens het feit, dat de wet van 15 juli 1959 onder de daarin vastgestelde voorwaarden slechts van toepassing zal zijn indien de opbrengst van de realisatie van de effecten, in België of in de gewezen trustgebieden wederbelegd wordt.

Vraag 3 :

Toestand van de vennootschappen die hun bezittingen in Kongo geheel of ten dele in een vennootschap naar Kongo-lees recht hebben ingebracht en die, naderhand, de in ruil daarvoor ontvangen titels geheel of ten dele in een vennootschap naar Belgisch recht inbrengen.

De vennootschap die inbreng doet van gezegde titels zou, in elk geval, het voordeel moeten kunnen genieten van de bepalingen, vervat in het amendement op artikel 87, waarbij de wet van 15 juli 1959 op de fusies verlengd wordt tot 31 december 1963 ten behoeve van de aan de wet van 21 juni 1927 onderworpen vennootschappen.

Réponse :

1° S'il s'agit d'un apport *total* des avoirs au Congo à une société congolaise, la loi du 21 juin 1927 cesse d'être applicable et la société sera soumise au régime du droit commun.

Dès lors, en cas de fusion entraînant la dissolution de la société, celle-ci pourra bénéficier des dispositions prises en la matière par le projet de loi.

En cas d'apport partiel des titres à une société, l'opération ne pourra, en principe et dans l'esprit de la loi du 15 juillet 1959 être considérée comme l'apport d'une branche d'activité pour l'application de l'article 8, § 2, 2°, du projet de loi.

2° S'il s'agit d'un apport partiel des avoirs au Congo à une société congolaise, la loi du 21 juin 1927 reste applicable à la société apporteuse.

En cas de fusion, entraînant la dissolution de la société, la société continuera à bénéficier, jusqu'au 31 décembre 1963 (voir article 87 du projet) des dispositions de la loi du 15 juillet 1959 relatives aux fusions de sociétés.

En cas d'apport partiel des titres à une société, l'opération ne sera pas considérée comme l'apport d'une branche d'activité et la loi précitée du 15 juillet 1959 ne pourra trouver son application.

Dans les deux cas, le problème soulevé en matière d'apport partiel de titres ne pourrait éventuellement trouver sa solution qu'en vertu d'une loi spéciale.

Question 4 :

En cas de réalisation des titres reçus en rémunération de l'apport des avoirs congolais, on voudrait assouplir les dispositions de la loi du 15 juillet 1959 sur les plus-values (détenues des titres pendant au moins cinq ans et plus-value dépassant 25 millions) de manière telle que les sociétés restant soumises à la loi du 21 juin 1927 ne soient pas défavorisées par rapport à celles qui bénéficieront de l'article 7, § 4, de la réforme, lequel permet au Roi de réduire la taxation des plus-values non immunisées.

Réponse :

Seule une réglementation légale future permettrait éventuellement de régler le problème soulevé.

L'article 87 est adopté sans observations par 13 voix contre 2.

Dispositions d'exécution.

L'article 88 est adopté sans observations par 13 voix contre 2.

Il contient l'énoncé des dates de mise en vigueur des différentes parties du projet de loi à savoir :

1. *Perception des précomptes* : en principe, à partir du 1^{er} janvier 1963.

2. *Impôt des personnes physiques* : à partir de l'exercice 1964 (revenus de l'année 1963).

Antwoord :

1° Zo het een *totale inbreng* van de bezittingen in Kongo aan een Kongolese vennootschap geldt, is de wet van 21 juni 1927 niet meer van toepassing en de vennootschap wordt onderworpen aan het stelsel van gemeen recht.

Bij een fusie die de ontbinding van de vennootschap met zich brengt, zal deze bijgevolg het voordeel kunnen genieten van de bepalingen die op dit stuk door het wetsontwerp worden in het leven geroepen.

Geldt het een gedeeltelijke inbreng van titels aan een vennootschap, dan zal deze verrichting, in principe en overeenkomstig de geest van de wet van 15 juli 1959, niet kunnen beschouwd worden als een inbreng van bedrijfstakken voor de toepassing van artikel 8, § 2, 2°, van het wetsontwerp.

2° Zo het een gedeeltelijke inbreng van de bezittingen in Kongo aan een Kongolese vennootschap geldt, blijft de wet van 21 juni 1927 van toepassing op de vennootschap die de inbreng doet.

Bij een fusie, die de ontbinding van de vennootschap met zich brengt, zal deze tot 31 december 1963 (zie artikel 87 van het ontwerp) het voordeel blijven genieten van de wetsbepalingen van 15 juli 1959 betreffende de fusies van vennootschappen.

Indien het een gedeeltelijke inbreng van titels aan een vennootschap geldt, zal deze verrichting niet beschouwd worden als een inbreng van een bedrijfstak, en de reeds genoemde wet van 15 juli 1959 zal hier geen toepassing vinden.

In de twee gevallen kan het probleem dat in verband met de gedeeltelijke inbreng van aandelen aan de orde is gesteld, enkel opgelost worden door een bijzondere wet.

Vraag 4 :

Voor de tegeldemaking van de aandelen ontvangen als tegenprestatie voor de inbreng van Kongolese activa wenst men de bepalingen van de wet van 15 juli 1959 op de meerwaarden (bezit van de aandelen gedurende ten minste 5 jaar en meerwaarde die 25 miljoen overschrijdt) derwijze te versoepelen dat de vennootschappen waarop de wet van 21 juni 1927 van toepassing blijft, niet benadeeld zijn ten opzichte van die welke aanspraak kunnen maken op artikel 7, § 4, van de hervorming, die de Koning de mogelijkheid laat de belasting van de niet-vrijgestelde meerwaarden te verminderen.

Antwoord :

Alleen een toekomstige wettelijke reglementering zal een gebruikelijke oplossing van het te berde gebrachte probleem mogelijk maken.

Artikel 87 wordt zonder opmerkingen aangenomen met 13 tegen 2 stemmen.

Uitvoeringsbepalingen.

Artikel 88 wordt zonder opmerkingen goedgekeurd met 13 tegen 2 stemmen.

Het geeft de opsomming van de data waarop de verschillende delen van het ontwerp in werking treden, namelijk :

1. *Inning van de voorheffingen* : in beginsel met ingang van 1 januari 1963.

2. *Personenbelasting* : met ingang van het dienstjaar 1964 (inkomsten van het jaar 1963).

3. *Impôt des sociétés :*

a) Pour les sociétés par actions et organismes y assimilés : à partir de l'exercice 1963 (bénéfices de l'année 1962 ou de l'exercice comptable 1962-1963);

b) Pour les sociétés de personnes : à partir de l'exercice 1964 (bénéfices de l'année 1963 ou de l'exercice comptable 1963-1964).

4. *Impôt des personnes morales :* à partir du 1^{er} janvier 1963 (l'impôt est sensé correspondre au crédit d'impôt et aux précomptes).

5. *Impôt des non-résidents :*

a) personnes physiques (non-habitants du Royaume) : à partir de l'exercice 1964 (revenus de l'année 1963);

b) sociétés étrangères (par actions ou de personnes) : à partir de l'exercice 1963 (bénéfices de l'année 1962 ou de l'exercice comptable 1962-1963).

Les articles 88 et 89 sont adoptés sans observations.

L'ensemble du projet est adopté par 13 voix contre 2 et 1 abstention.

Le Président f.f.,

A. FIMMERS.

Les Rapporteurs,

A. PARISIS.

A.-F. DETIÈGE.

3. *Vennootschapsbelasting :*

a) Voor de aandelenvennootschappen en ermede gelijkgestelde instellingen : met ingang van het dienstjaar 1963 (winsten van het jaar 1962 of van het boekjaar 1962-1963);

b) Voor de personenvennootschappen : met ingang van het dienstjaar 1964 (winsten van het jaar 1963 of van het boekjaar 1963-1964).

4. *Rechtspersonenbelasting :* met ingang van 1 januari 1963 (de belasting wordt geacht overeen te stemmen met het belastingkrediet en met de voorheffing).

5. *Belasting der niet-verblijfhouders :*

a) natuurlijke personen (niet-Rijksinwoners) : met ingang van het dienstjaar 1964 (inkomsten van het jaar 1963);

b) buitenlandse vennootschappen (op aandelen of van personen) : met ingang van het dienstjaar 1963 (winsten van het jaar 1962 of van het boekjaar 1962-1963).

De artikelen 88 en 89 worden zonder opmerking aangenomen.

Het ontwerp in zijn geheel wordt aangenomen met 13 tegen 2 stemmen en 1 onthouding.

De wn. Voorzitter,

A. FIMMERS.

De Verslaggevers,

A. PARISIS.

A.-F. DETIÈGE.